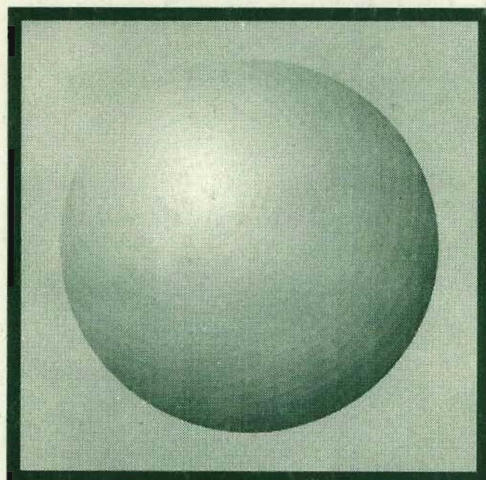




Commission économique pour l'Afrique

Les réformes du secteur financier et la gestion de la dette

Volume I



**Actes de la sixième session de la Conférence des
ministres africains des finances**

ECAC
346.62(6)
F4915
c.4

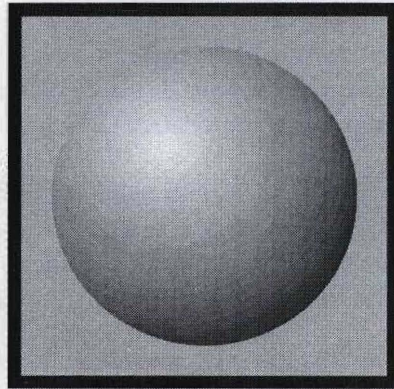
**1997
Addis-Abeba, Ethiope**



Commission économique pour l'Afrique

Les réformes du secteur financier et la gestion de la dette

Volume I



**Actes de la sixième session de la Conférence des
ministres africains des finances**

Les opinions, chiffres et estimations figurant dans la présente publication ne reflètent pas nécessairement le point de vue de l'Organisation des Nations Unies et n'impliquent pas une approbation de sa part.

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Pour plus de renseignements sur cette publication et d'autres publications de la CEA, visitez le site web de la CEA : <http://www.un.org/depts/eca>. ou adressez-vous au:

Fonctionnaire des communications
BP 3001
Addis-Abeba, Ethiopie

Tel (251-1) 51 72 00 Ext. 33168
Fax (251-1) 51 44 16

TABLE DES MATIERES

Sigles et acronymes	v
Avant-propos	vii
Résumé	ix
I. Déclaration et résolutions de la Conférence	1
A. Déclaration d'Addis-Abeba par les Ministres africains des finances sur le financement de la croissance et du développement en Afrique à l'aube du siècle nouveau, les réformes du secteur financier et le problème de la dette africaine	1
B. Résolution sur le financement de la croissance et du développement en Afrique et sur les réformes du secteur financier.	4
C. Résolution sur le problème de la dette et son impact sur le processus de développement de l'Afrique	6
II. Séance plénière sur le thème «Financement de la croissance et du développement en Afrique à l'aube du XXI^e siècle : quel rôle pour les institutions financières multilatérales ?».....	9
A. Communication	9
B. Interventions faites aux tables rondes.....	10
C. Résumé des débats	24
III. Première Table ronde : Réformes du secteur financier en Afrique : réalités, problèmes et enseignements tirés des expériences nationales	33
A. Communications	33
B. Résumé des débats	59
IV. Table ronde II : les difficultés posées par le problème de la dette de l'Afrique	75

Première partie

A. Communications sur les conséquences pour l'Afrique de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés	75
--	----

B.	Résumé des débats de la première partie.....	91
----	--	----

Deuxième partie :

A.	Communications sur le renforcement et l'utilisation des capacités en Afrique en vue de la gestion de la dette	97
B.	Résumé des débats de la deuxième partie	109

V.	Table ronde III : Nouveaux marchés financiers en Afrique : défis et possibilités	117
----	---	------------

Première partie

A.	Communications sur les défis et les possibilités en matière de développement des marchés financiers nationaux et régionaux en Afrique	117
B.	Résumé des débats de la première partie.....	135

Deuxième partie

A.	Communications sur le renforcement des capacités et les technologies de l'information en vue de la création de marché financiers efficaces	140
B.	Résumé des débats de la deuxième partie	155

	Annexe : Exposés liminaires officiels	161
--	--	------------

Sigles et acronymes

APD	Aide publique au développement
AVD	Analyse de viabilité de la dette
BAfD	Banque africaine de développement
BCEAC	Banque centrale des États d'Afrique centrale
BCEAO	Banque centrale des États d'Afrique de l'Ouest
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CREA	Consortium pour la recherche économique en Afrique
FAMF	Forum africain des marchés financiers
FASR	Facilité d'ajustement structurel renforcée
FMI	Fonds monétaire international
HIPC	Initiative pour les pays pauvres lourdement endettés
IDA	Association internationale de développement
IED	Investissement étranger direct
IFM	Institutions financières multilatérales
MEFMI	Macroeconomic and Financial Management Institute
OMC	Organisation mondiale du commerce
OUA	Organisation de l'unité africaine
PAS	Programme d'ajustement structurel
PIB	Produit intérieur brut
SADC	Communauté de développement de l'Afrique australe

CONTENTS

1. Introduction	1
2. Theoretical Framework	10
3. Methodology	25
4. Data Collection	35
5. Results	45
6. Discussion	55
7. Conclusion	65
8. References	75
9. Appendix	85
10. Glossary	95
11. Index	105
12. Acknowledgments	115
13. About the Author	125
14. Contact Information	135
15. Copyright Notice	145
16. Disclaimer	155
17. Privacy Policy	165
18. Terms of Service	175
19. FAQ	185
20. Feedback	195
21. Updates	205
22. Legal Notices	215
23. Privacy Policy	225
24. Terms of Service	235
25. FAQ	245
26. Feedback	255
27. Updates	265
28. Legal Notices	275
29. Privacy Policy	285
30. Terms of Service	295
31. FAQ	305
32. Feedback	315
33. Updates	325
34. Legal Notices	335
35. Privacy Policy	345
36. Terms of Service	355
37. FAQ	365
38. Feedback	375
39. Updates	385
40. Legal Notices	395
41. Privacy Policy	405
42. Terms of Service	415
43. FAQ	425
44. Feedback	435
45. Updates	445
46. Legal Notices	455
47. Privacy Policy	465
48. Terms of Service	475
49. FAQ	485
50. Feedback	495
51. Updates	505
52. Legal Notices	515
53. Privacy Policy	525
54. Terms of Service	535
55. FAQ	545
56. Feedback	555
57. Updates	565
58. Legal Notices	575
59. Privacy Policy	585
60. Terms of Service	595
61. FAQ	605
62. Feedback	615
63. Updates	625
64. Legal Notices	635
65. Privacy Policy	645
66. Terms of Service	655
67. FAQ	665
68. Feedback	675
69. Updates	685
70. Legal Notices	695
71. Privacy Policy	705
72. Terms of Service	715
73. FAQ	725
74. Feedback	735
75. Updates	745
76. Legal Notices	755
77. Privacy Policy	765
78. Terms of Service	775
79. FAQ	785
80. Feedback	795
81. Updates	805
82. Legal Notices	815
83. Privacy Policy	825
84. Terms of Service	835
85. FAQ	845
86. Feedback	855
87. Updates	865
88. Legal Notices	875
89. Privacy Policy	885
90. Terms of Service	895
91. FAQ	905
92. Feedback	915
93. Updates	925
94. Legal Notices	935
95. Privacy Policy	945
96. Terms of Service	955
97. FAQ	965
98. Feedback	975
99. Updates	985
100. Legal Notices	995

Avant-propos

La sixième session de la Conférence des ministres africains des finances s'est tenue du 31 mars au 2 avril 1997 à Addis-Abeba (Éthiopie) et fut précédée par la Réunion d'experts, tenue du 25 au 28 mars 1997. La Conférence, à laquelle ont assisté 40 ministres, 20 gouverneurs de banque centrale, d'autres fonctionnaires de haut rang et d'importantes personnalités, avait pour thème **"Les réformes du secteur financier et la gestion de la dette"** en Afrique.

À l'heure où nous nous apprêtons à entrer dans le XXI^e siècle, l'Afrique a une conscience aiguë du fait qu'elle pourrait risquer d'être de plus en plus marginalisée si elle ne tire pas parti des possibilités offertes par la mondialisation et la libéralisation de l'économie. C'est désormais un impératif pour le continent que de renforcer ses structures matérielles et politiques afin de relever les défis de la mondialisation et de la libéralisation. Cette conférence, dont l'accent portait sur le rôle des institutions financières multilatérales dans le processus de développement de l'Afrique, sur les réformes du secteur financier en Afrique et sur le problème de la dette, venait donc à son heure et offrait une occasion de délibérer sur ces importantes questions, qui continuent de déterminer la forme que prendra le développement de l'Afrique. On peut certes soutenir que les réformes du secteur financier et la gestion du terrible problème de la dette sont au nombre des initiatives qui pourraient contribuer sensiblement à garantir la durabilité de la croissance du continent et faciliter son intégration dans l'économie mondiale, surtout à un moment où les apports d'APD sont en diminution et où la concurrence est devenue plus sévère entre pays en quête de financement extérieur et d'IED.

Dans ce contexte, la Conférence a délibéré sur un certain nombre de problèmes de développement délicats, dont le rôle des institutions financières multilatérales dans le développement de l'Afrique; les réformes du secteur financier; les difficultés liées à la dette africaine, l'accent portant sur l'initiative en faveur des pays pauvres lourdement endettés (HIPC); et les problèmes et difficultés liés à l'apparition de marchés financiers en Afrique. De nombreuses recommandations pertinentes ont été faites. Un large consensus s'est dégagé sur les mesures spécifiques à appliquer d'urgence, qui ont été élaborées dans le contexte du rapport sur les délibérations de la Conférence. Ces recommandations sont particulièrement utiles s'agissant

de donner forme aux politiques de développement aussi bien que d'orienter l'assistance de nos partenaires de développement.

Ce consensus est devenu possible en partie grâce aux changements importants que nous avons introduits dans le déroulement de la Conférence en la rendant véritablement participative et ouverte. L'ordre du jour prévoyait des consultations plus larges. Des missions de sensibilisation ont été envoyées rencontrer les ministres des finances et les gouverneurs de banque centrale d'un certain nombre de pays africains. Les délibérations de la Conférence ont été d'autre part conduites dans le cadre de tables rondes afin d'assurer l'interaction maximale entre les ministres, les gouverneurs, les fonctionnaires de haut rang et d'autres participants de marque. Cette interaction a été encore enrichie grâce à la participation du secteur privé pour la première fois, un certain nombre de directeurs de marchés financiers africains, d'institutions financières internationales et régionales et de banques commerciales ayant assisté à la Conférence. Les effets positifs de cette approche participative nous persuadent de transformer dans le même sens le déroulement et la substance de nos prochaines conférences.

À cet égard, je tiens à saisir l'occasion qui m'est offerte d'exprimer ma profonde gratitude, ainsi que celle de la Commission économique pour l'Afrique, aux ministres des finances et aux gouverneurs de banque centrale des pays africains, aux directeurs d'organisations internationales et régionales et d'institutions sous-régionales, ainsi qu'aux directeurs de marchés financiers et de banques commerciales d'Afrique qui ont assisté et activement participé à la Conférence. Je tiens également à rendre un hommage particulier à un certain nombre d'organisations et d'institutions dont la participation a été un facteur décisif du succès de la Conférence. Il faut citer parmi elles le Consortium pour la recherche économique en Afrique (CREA), la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque africaine de développement (BAfD).

Le Secrétaire exécutif
K. Y. Amoako

Résumé

La sixième session de la Conférence des ministres africains des finances, tenue sur le thème **“Les réformes du secteur financier et la gestion de la dette”**, a eu lieu à Addis-Abeba (Éthiopie) du 31 mars au 2 avril 1997. La Conférence fut précédée de la Réunion d’experts des ministères des finances et des banques centrales, tenue du 25 au 28 mars 1997. La Conférence ministérielle a été organisée en deux séances plénières et trois séances consacrées à des tables rondes, afin de permettre une participation et une interaction aussi larges que possible entre les délégués.

Le thème de la Conférence, aussi bien que les questions examinées durant les diverses tables rondes, étaient centrés sur des problèmes qui commandent le développement de l’Afrique, à savoir : rôle des institutions financières multilatérales dans le processus de développement de l’Afrique; réformes du secteur financier en Afrique : réalités, problèmes et enseignements tirés des expériences nationales; difficultés liées à la dette africaine; et rôle des marchés financiers en Afrique dans la mobilisation des ressources. La Conférence était persuadée de la nécessité d’aborder ces problèmes sans retard, car ils sont au coeur des conditions que le continent doit réunir pour connaître un développement durable. La réunion du Groupe intergouvernemental d’experts préparatoire à la Conférence a délibéré longuement sur les meilleurs moyens d’aborder ces problèmes et d’autres, dont ceux que pose la gestion des taux de change en Afrique.

La nécessité pour l’Afrique de s’adapter à l’évolution de l’environnement économique et financier international est largement reconnue tant par les pays africains que par leurs partenaires de développement. La mondialisation et la libéralisation de l’économie mondiale présentent des obstacles et, en même temps, ouvrent des perspectives à l’Afrique, en ce qu’elles introduisent une ère nouvelle de compétition plus rude pour les ressources matérielles et financières. En outre, les changements technologiques en cours périment les processus de production et de commercialisation. Des progrès notables ont d’autre part été réalisés dans le système financier international, sur le plan aussi bien de l’éventail des instruments financiers récemment apparus que du cadre institutionnel nécessaire à une intermédiation financière efficace. Dans un tel environnement, l’Afrique doit absolument procéder aux ajustements

nécessaires pour tirer parti des possibilités qui sont en train d'apparaître dans l'économie mondiale.

Le débat tenu en séance plénière sur le thème **“Le rôle des institutions financières multilatérales en Afrique à l'aube du nouveau siècle”** avait donc pour but de situer la contribution de ces institutions au développement de l'Afrique alors que le continent va aborder le XXI^e siècle. Les institutions financières multilatérales ont fini par occuper une position clef en Afrique non seulement comme bailleurs de fonds pour le développement, mais aussi tant comme conseillers des gouvernements africains sur les problèmes de développement que comme centres d'information pour les donateurs. Il est donc essentiel de dresser l'inventaire et d'examiner les rôles que ces institutions joueront ultérieurement dans le processus de développement de l'Afrique, notamment en ce qui concerne les difficultés qu'affrontent les pays africains pour réaliser un développement durable, réduire la pauvreté et s'intégrer efficacement dans une économie en voie de mondialisation et de libéralisation.

Sur ce point, la Conférence a noté que, si la région Afrique enregistrait une fois de plus une relance de la croissance du PIB, le développement durable s'avérerait néanmoins illusoire en de nombreux pays. En outre, le continent subissait une chute brutale de l'aide publique au développement et une stagnation des apports de capital privé, cela à un moment où de nombreux pays appliquaient des réformes de grande ampleur. Il était donc nécessaire pour l'Afrique d'intensifier ses efforts de mobilisation des ressources intérieures et d'accroître le montant du financement externe. La Conférence a souligné l'importance du rôle joué par les institutions financières multilatérales dans l'appui à ce processus. Elle a également reconnu le rôle du microfinancement en tant que moyen de soutenir la production dans les zones rurales et d'alléger la pauvreté en Afrique. À cet égard, les institutions financières multilatérales, en particulier la Banque africaine de développement (BAfD), ont été invitées à coopérer avec les banques sous-régionales de développement pour concevoir les meilleures stratégies de promotion d'institutions financières spécialisées ciblant les microentreprises rurales et urbaines. La Conférence a également invité les institutions financières multilatérales à soutenir la coopération et l'intégration régionales en Afrique et à proposer des modalités pratiques de renforcement de ce processus.

Dans le débat de la table ronde sur le thème **“Les réformes du secteur financier en Afrique : réalités, problèmes et enseignements tirés**

des expériences de pays”, la Conférence a noté que de nombreux pays africains se sont engagés ces dernières années dans des réformes du secteur financier, cela dans le cadre d’une réforme globale de leurs économies. Ces réformes ont mis l’accent sur la réduction de la répression financière, le rétablissement de la solvabilité bancaire et l’amélioration de l’infrastructure financière. Dans un certain nombre de ces pays, les réformes en question avaient les buts suivants : accroître la compétition dans le secteur financier en ouvrant les possibilités d’accès et de sortie; élargir l’éventail des instruments financiers accessibles aux épargnants et aux investisseurs en étoffant l’infrastructure et les instruments financiers; améliorer le mode de fixation des taux d’intérêt afin que ceux-ci tiennent compte du coût d’opportunité des ressources financières; améliorer l’affectation des devises étrangères; et améliorer le processus général d’intermédiation financière, de mobilisation et d’affectation des ressources financières.

La Conférence a convenu que la libéralisation du secteur financier a eu des résultats positifs dans un certain nombre de pays africains. On a toutefois observé que l’application de ces réformes a créé initialement des problèmes pour certains pays. La Conférence a donc examiné les effets tant positifs que négatifs des réformes du secteur financier dans l’intention de permettre aux pays africains de mettre en commun les meilleures pratiques. Au nombre des questions examinées figuraient la nécessité de formuler, de concevoir et d’exécuter dans un certain ordre les réformes du secteur financier, compte tenu de l’état et de la structure du système financier; et la nécessité de créer des marchés interbancaires efficaces. La Conférence a souligné l’importance pour les pays africains de chercher à élaborer des stratégies d’autosuffisance. Tandis que le financement externe (APD, prêts concessionnels et investissements étrangers directs) continuera d’être pour l’Afrique une source importante de financement du développement, l’accent devrait porter sur les stratégies de mobilisation des ressources intérieures.

Au cours de la table ronde sur le thème **“Difficultés liées au problème de la dette africaine”**, la Conférence a noté que le problème de la dette est l’un des principaux obstacles au développement de l’Afrique. C’est pourquoi il importe d’aborder ce problème dans le contexte de la relance de la croissance et du développement sur le continent. L’Initiative en faveur des pays pauvres lourdement endettés (HIPC), récemment prise, a été chaleureusement accueillie de bien des côtés, notamment dans beaucoup de pays africains, qui constituent la majorité du groupe des pays pauvres appelés à en bénéficier. L’Initiative HIPC constitue en effet un

engagement résolu de la communauté internationale de traiter le problème de la dette extérieure des pays pauvres lourdement endettés; plus précisément, elle met l'accent sur la dette multilatérale, que le processus de renégociation et de réduction de la dette extérieure avait auparavant laissé de côté.

En outre, l'Initiative est conçue dans le cadre général de l'aide fournie aux pays pauvres pour rendre leur dette viable à long terme dans le contexte d'un développement économique d'ensemble. À cet égard, l'Initiative reconnaît les rapports complexes qui existent entre la viabilité de la dette; une gestion économique efficiente, transparente et responsable; une bonne gouvernance; l'expansion et la diversification des échanges, conjuguées avec l'accès aux marchés; et le développement économique et social.

La Conférence a noté que si un certain nombre de pays africains ont salué l'Initiative, certains problèmes n'étaient pas encore tirés au clair, entre autres ceux qui touchent à son fonctionnement; à ses avantages pratiques; et à la question de savoir si elle aurait pour effet d'augmenter les apports de capital à destination des pays africains. Un certain nombre de questions techniques se posent sur les points suivants : définition de la viabilité à long terme de la dette et critères retenus pour définir les groupes de pays; détermination du seuil de reclassement pour la dette multilatérale, qui n'a encore jamais été rééchelonnée; et ampleur des ressources qui seront dégagées au titre de l'Initiative.

Pour revenir à des préoccupations précises, la Conférence a pris note du caractère restrictif des critères donnant droit à bénéficier de l'Initiative et de la longueur de la période d'application. Concernant ces critères, on a fait observer que certaines des conditions imposées peuvent être difficiles à remplir et limiteraient singulièrement le nombre de pays africains bénéficiaires. D'autre part, la période d'application a été jugée trop longue, et le fait de différer celle-ci aurait pour effet de réduire l'allègement de la dette accordé aux pays y ayant droit. L'incertitude régnait aussi sur le nombre de pays africains qui tireraient effectivement profit de l'Initiative, ainsi que sur le décaissement des fonds d'IDA entre la date de décision et la date d'achèvement. Enfin, en ce qui concerne l'analyse de viabilité de la dette, la Conférence a été d'avis que l'éventail des critères de ratios était assez restrictif et ne tenait pas compte de la situation spécifique de chaque pays. Le concept de viabilité devrait donc englober d'autres éléments de nature à garantir que les pays bénéficiant de l'Initiative ne connaîtraient plus à l'avenir de nouveaux problèmes de la dette.

La table ronde sur le thème **“Marchés financiers en formation : problèmes et perspectives”** était centrée sur les délibérations des deux séances ayant pour thèmes, l’une, **“Mise en place de capacités dans les marchés financiers africains”** et, l’autre, **“Rendre plus attirants les marchés financiers africains grâce aux bourses régionales et à la technologie de l’information”**, auxquelles ont participé des banquiers d’investissement et des représentants des marchés financiers, qui ont présenté des communications intéressantes pour l’Afrique. Ces séances avaient pour but de favoriser une interaction franche et productive entre les ministres et les gouverneurs de banque centrale, d’une part, et les banquiers d’investissement, d’autre part, sur les moyens d’accélérer le mouvement de création et de renforcement des marchés financiers en Afrique.

Les pays africains ont reconnu le rôle important que les marchés financiers avaient joué en d’autres régions dans la mobilisation des ressources tant internes qu’externes pour soutenir l’investissement. Des efforts concertés étaient donc en cours dans de nombreux pays africains pour consolider ces marchés, partout où ils existent, ou les créer, là où ils n’existent pas encore. La Conférence a délibéré sur les problèmes relatifs à l’élargissement des marchés financiers en Afrique en tant qu’instruments de mobilisation et d’affectation des ressources; sur l’ensemble de mesures juridiques et de contrôle propres à assurer le fonctionnement efficace des marchés financiers; et sur le rôle des marchés financiers régionaux.

La Conférence a aussi tenu de longues délibérations sur le rôle des marchés financiers s’agissant de dégager du capital-risque. La présence de directeurs de marchés financiers et de banques commerciales d’Afrique, ainsi que d’institutions financières internationales, et celle d’experts de fonds d’investissements ont enrichi les débats. On a noté que le renouveau d’intérêt pour l’Afrique en tant qu’**“adresse d’investissement”** avait débouché sur la création d’un certain nombre de fonds d’investissements africains. L’Afrique a été invitée à tirer parti de cette perception nouvelle du potentiel qu’elle offrait à l’investissement.

En outre, la Conférence a été informée que la Commission économique pour l’Afrique, en collaboration avec le Forum des marchés financiers africains et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, préparait actuellement un projet détaillé destiné à

promouvoir l'expansion des marchés financiers en Afrique. Le Forum a saisi l'occasion d'informer rapidement la Conférence de ses activités visant à promouvoir l'intégration des marchés financiers africains. La Conférence a adopté une "Déclaration" et deux "résolutions" dont le texte est reproduit en annexe au présent compte rendu de ses débats.

I. Déclaration et résolutions de la Conférence

A. Déclaration d'Addis-Abeba faite par les Ministres africains des finances sur le financement de la croissance et du développement en Afrique à l'aube du siècle nouveau, les réformes du secteur financier et le problème de la dette africaine

Nous, Ministres africains des finances réunis à Addis-Abeba (Éthiopie) du 31 mars au 2 avril 1997, pour la sixième session de la Conférence des Ministres africains des finances, avons examiné l'état du financement du développement, ainsi que les réformes du secteur financier, et le problème de la dette africaine.

Dans ce contexte, nous avons engagé un dialogue constructif avec nos partenaires de développement sur un certain nombre de problèmes de développement de haute importance pour notre continent.

En outre, nous avons réaffirmé notre détermination de mener à bien les réformes du secteur économique et financier et, en collaboration avec nos partenaires de développement, de trouver une solution durable au problème de la dette africaine.

Les importants problèmes examinés étaient les suivants : rôle des institutions financières multilatérales et des créanciers bilatéraux dans le développement de l'Afrique; réformes du secteur financier et création de marchés financiers, dans le cadre de la mobilisation des ressources nécessaires pour soutenir le développement de l'Afrique; et permanence du problème de la dette que connaissent les pays africains.

Nous reconnaissons que, compte tenu de l'affaiblissement des sources traditionnelles de soutien au développement et des mécanismes destinés à canaliser l'aide financière, la difficulté la plus évidente que rencontreront beaucoup de nos pays sera de trouver les fonds de remplacement nécessaires pour stimuler la croissance et réduire la pauvreté.

Nous savons que la tâche difficile de mobiliser des ressources intérieures et d'attirer l'investissement étranger devrait être conduite avec plus d'énergie afin de hausser les taux d'épargne intérieure au niveau nécessaire pour soutenir un taux plus élevé d'investissement et de croissance. Il faut donc situer la nécessité de réformer nos secteurs financiers et de créer des marchés monétaires et financiers viables dans le contexte aussi bien de l'élévation des ratios d'épargne intérieure que de l'attraction de l'investissement étranger. En conséquence, l'approfondissement et l'élargissement du secteur financier africain et la création de marchés financiers au fonctionnement efficace devront constituer une priorité essentielle à l'heure où l'Afrique aborde le XXI^e siècle.

Nous reconnaissons le rôle que les institutions financières multilatérales ont joué s'agissant d'aider l'Afrique à mobiliser les ressources nécessaires pour soutenir le développement et s'agissant aussi d'entreprendre des réformes économiques et financières. Nous les exhortons à continuer de fournir une proportion accrue des moyens de financement concessionnels et subventions nécessaires pour soutenir le développement de notre infrastructure et la prestation de services sociaux. Nous les invitons aussi à aider l'Afrique à se doter des capacités dont elle a besoin pour attirer des flux de ressources non génératrices d'endettement.

Nous avons aussi examiné l'état présent de la dette africaine et noté avec préoccupation qu'en dépit des efforts notables des pays africains et de la communauté internationale pour réduire le fardeau du service de la dette qui pèse sur les pays africains, le ratio volume de la dette (en valeur actuelle nette)/exportations continue d'augmenter. Le volume de la dette était évalué à 340,5 milliards de dollars É-U à la fin de 1996 et le montant total des paiements au titre du service de la dette s'élevait à 24 milliards de dollars É-U.

C'est dans ce contexte que les pays africains ont accueilli avec satisfaction l'Initiative pour les pays pauvres lourdement endettés (HIPC) lancée en 1996 par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI); d'autant plus que l'Initiative a prévu pour la première fois un allègement de la dette multilatérale. Elle reflète en partie la détermination de la communauté internationale de trouver une solution durable au problème de la dette africaine.

Toutefois, les conditions donnant droit à l'Initiative et l'analyse de viabilité à long terme de la dette devraient être plus souples. L'Initiative

HIPC a visé 41 pays seulement, dont 33 situés en Afrique, et il est possible que la moitié seulement environ en bénéficient. Alors que neuf pays africains seulement dont les données sont disponibles ont été classés par la Banque mondiale comme relativement à l'abri des problèmes de la dette extérieure et 32, classés comme "gravement affectés par la dette", le problème de la dette africaine continuera de paralyser le développement de l'Afrique et ses efforts pour éliminer la pauvreté.

Nous continuons de craindre que l'ampleur de la dette la rende manifestement non viable à long terme. Les pays africains continuent de consacrer une importante proportion de leurs ressources au service de la dette extérieure, cela alors que leurs secteurs sociaux et leurs infrastructures ont un besoin criant d'être remis en état. Nous lançons un appel à nos partenaires de développement pour aider la région à trouver des solutions pratiques et durables aux problèmes jumeaux de la dette et de la pauvreté.

Nous reconnaissons qu'à moyen ou long terme, il faudra accélérer le développement de l'Afrique en intensifiant la mobilisation de l'épargne intérieure et les investissements locaux, action à conjuguer avec des flux de ressources non génératrices d'endettement, y compris l'investissement étranger. C'est dans cette perspective que beaucoup de nos pays ont fait des efforts considérables pour attirer l'investissement étranger, ce qui a notamment comporté une révision complète de nos codes d'investissement. La libéralisation des politiques macroéconomiques et les réformes politiques en cours d'application visent aussi à créer le climat favorable à l'investissement tant local qu'étranger. Nous nous engageons à poursuivre ces réformes et nous invitons la communauté des donateurs à soutenir nos efforts pour attirer l'investissement étranger, aussi bien qu'à ouvrir ses marchés aux exportations africaines.

Les problèmes inhérents à la mondialisation et à la libéralisation de l'économie mondiale, ainsi qu'aux marchés financiers, obligent nos pays à s'adapter rapidement à cette évolution si nous voulons que le continent africain devienne un partenaire effectif dans l'économie internationale. Nous sommes attachés au processus qui oriente l'Afrique dans ce sens et nous lançons un appel à la communauté internationale pour qu'elle complète nos efforts avec l'appoint de ressources considérables et du soutien approprié.

B. Résolution sur le financement de la croissance et du développement en Afrique et sur les réformes du secteur financier

La Conférence des Ministres africains des finances,

Consciente de l'importance du secteur financier en Afrique, de sa fragilité dans la plupart des pays africains, et de la nécessité d'élargir son rôle en matière de mobilisation des ressources tant internes qu'externes,

Reconnaissant l'importance de poursuivre la mise en oeuvre et l'approfondissement des réformes du secteur financier dans beaucoup de nos pays, la nécessité de renforcer l'autonomie des banques centrales et l'importance de coordonner la politique monétaire et la politique budgétaire,

Prenant note du rôle important que les marchés financiers jouent dans d'autres régions du monde, s'agissant de mobiliser les ressources internes et externes nécessaires au soutien du processus de développement et s'agissant d'attirer l'investissement étranger,

Consciente du fait qu'un secteur financier réformé, efficace et vigoureux peut contribuer sensiblement au développement d'un pays et à son intégration aux marchés financiers internationaux,

Connaissant l'importance du microfinancement pour alléger la pauvreté dans la région,

Rappelant l'annexe II de la résolution sur la "Problématique du financement du processus de développement en Afrique", adoptée par la Conférence des Ministres africains des finances à sa cinquième session, tenue en mars 1994 à Libreville (Gabon), où elle appelait les pays africains à intensifier leurs efforts pour améliorer le cadre institutionnel nécessaire à la mise en place d'une intermédiation efficace dans les pays africains, et la résolution 2 (IV) sur "Le rôle des institutions bancaires et financières autochtones dans la mobilisation des ressources financières au service du développement", adoptée par la Conférence à sa quatrième session tenue en décembre 1991 à Addis-Abeba (Éthiopie),

Ayant examiné l'état actuel du financement du développement en Afrique et noté la baisse des sources traditionnelles d'aide étrangère au continent et

la nécessité de trouver des sources de remplacement pour financer le processus de développement,

Considérant que la majorité des pays africains sont tributaires de l'aide étrangère et que l'aide publique au développement en faveur des pays africains ou bien a baissé, ou bien est restée stationnaire en termes réels ces dernières années,

1. **Prie instamment** les pays africains de poursuivre leurs réformes économiques et financières, en vue d'assurer le développement durable de leurs économies et leur intégration effective dans l'économie mondiale, ainsi qu'à l'échelle du continent;
 2. **Invite** les pays africains à appliquer les mesures voulues pour réduire progressivement leur dépendance marquée du financement externe, pour améliorer la mobilisation de l'épargne intérieure et augmenter les flux de ressources non génératrices d'endettement, et pour étudier les avantages que pourrait offrir la privatisation en tant que moyen de promouvoir le développement des marchés financiers;
 3. **Prie instamment** les pays africains d'adopter les meilleures pratiques admises au niveau international en ce qui concerne la gestion, la supervision prudente et la réglementation de leurs banques et de leurs institutions financières autres que bancaires;
 4. **Se félicite** des mesures prises par un certain nombre de pays africains pour améliorer l'efficacité et la transparence de la gestion de leurs marchés monétaires et financiers et pour en créer de nouveaux là où ils n'existent pas encore;
 5. **Invite en outre** les pays africains à intensifier leurs efforts aux fins d'approfondir, élargir et renforcer le processus d'intermédiation financière;
 6. **Encourage** les pays africains à ouvrir des bourses régionales, surtout là où les pays n'ont pas la capacité d'en ouvrir une pour leur propre compte;
 7. **Lance un appel** à la communauté internationale pour qu'elle augmente sensiblement son soutien financier aux pays africains s'agissant d'appliquer leurs réformes économiques et financières;
-

8. **Lance également un appel** à la communauté internationale pour qu'elle apporte tout le soutien financier nécessaire à la création d'institutions de microfinancement;

9. **Exhorte** la Commission économique pour l'Afrique, l'Organisation de l'unité africaine et la Banque africaine de développement à continuer de venir en aide aux pays africains, en collaboration avec d'autres organismes dont la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, dans la mobilisation des ressources internes et externes nécessaires pour soutenir le développement et les réformes du secteur financier, ainsi que dans la création de leurs propres marchés monétaires et financiers.

C. Résolution sur le problème de la dette et son impact sur le processus de développement de l'Afrique

La Conférence des Ministres africains des finances,

Notant avec préoccupation qu'en dépit des efforts notables faits par les pays africains pour réformer leurs économies et du soutien de la communauté internationale, le problème de la dette continue de faire gravement obstacle au développement économique et social de nombreux pays africains,

Considérant que le montant des ressources consacrées par les pays africains au service de leur dette extérieure pourrait servir à développer leur secteur social et à améliorer leur infrastructure,

Consciente de l'effet du montant total de la dette sur les capacités du continent d'attirer des flux de ressources non génératrices d'endettement, et en particulier l'investissement étranger direct,

Notant que l'aide publique au développement en faveur des pays africains ou bien a baissé, ou bien est restée stationnaire en termes réels,

Rappelant la résolution I (IV) sur "Le problème de la dette africaine" adoptée par la Conférence des Ministres africains des finances à sa quatrième session, tenue en décembre 1991 à Addis-Abeba (Éthiopie), et l'annexe I de la résolution sur "Le traitement de la dette des pays africains" adoptée

par la Conférence à sa cinquième session, tenue en mars 1994 à Libreville (Gabon), ainsi que la déclaration sur "La dette extérieure de l'Afrique" adoptée par la Conférence des Ministres de la CEA en mai 1995, qui toutes exhortaient les pays africains et leurs partenaires de développement à trouver une solution durable au problème dans le contexte de la promotion du développement durable de l'Afrique,

Rappelant en outre les diverses résolutions des chefs d'État et de gouvernement africains et de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le même problème,

Sachant gré aux institutions multilatérales et à la communauté internationale de leurs efforts pour aider à trouver une solution durable à ce problème, qui se traduisent en partie par l'Initiative pour les pays pauvres lourdement endettés (HIPC) qu'ont lancée en 1996 la Banque mondiale et le Fonds monétaire international,

Considérant qu'une solution durable au problème de la dette africaine peut être trouvée dans une large conjonction de la discipline et de la prudence budgétaires, d'une comptabilité attentive et de la création d'une capacité de gestion de la dette, de l'aide des donateurs et d'un nouvel ordonnancement des priorités nationales, ainsi que de l'octroi d'importantes ressources aux pays africains, qui les aideront à atteindre une croissance et un développement durables et par suite leur permettront d'échapper au piège de l'endettement et de la pauvreté,

1. **Invite** les pays africains, en collaboration avec la communauté internationale et les institutions multilatérales, à intensifier leurs efforts pour trouver une solution durable au problème;
 2. **S'engage** à poursuivre les réformes économiques et financières, à améliorer les capacités de gestion de la dette et de la macroéconomie et à élargir l'échange d'informations sur la gestion de la dette, afin de contribuer à rendre la dette des pays africains viable à long terme;
 3. **Prie instamment** la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, la Banque africaine de développement et d'autres institutions multilatérales à faire preuve de plus de souplesse, en particulier concernant la sévérité du ratio montant total de la dette (en termes actuels nets)/exportations, et à dûment considérer le fardeau fiscal de la dette en fixant les conditions d'accès des pays à l'initiative HIPC, afin de donner accès à
-

cette facilité à un aussi grand nombre que possible de pays africains en cours de réforme;

4. **Souligne** l'importance de rapprocher la date d'achèvement de l'initiative HIPC en faveur des pays qui ont accusé une robuste performance économique durant une longue période;

5. **Demande instamment** aux créanciers bilatéraux non membres du Club de Paris de prendre des mesures efficaces pour réduire le montant total de la dette que leur doivent les pays africains;

6. **Lance un appel** aux institutions financières multilatérales et à la communauté internationale pour qu'elles continuent à prêter leur appui aux pays africains en leur accordant des fonds à des conditions libérales, y compris des subventions, qui leur sont nécessaires pour accélérer le rythme du développement économique et social, restaurer leurs secteurs sociaux, notamment l'éducation et la santé, et améliorer leurs infrastructures.

II. Séance plénière sur le thème "Financement de la croissance et du développement en Afrique à l'aube du XXI^e siècle : quel rôle pour les institutions financières multilatérales?"

A. Communication

1. Introduction de l'animateur

M. Sufian Ahmed, Ministre des finances,
République fédérative démocratique d'Éthiopie

Le programme de la présente séance prévoit un débat sur le rôle des institutions financières multilatérales dans le contexte des réalités et problèmes que connaissent les pays africains à l'aube du XXI^e siècle et au-delà. Des institutions comme la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et la Banque africaine de développement sont nos principaux partenaires de développement en Afrique. Ils sont engagés avec nous dans un dialogue sur les politiques, dispensent leurs avis et mettent au point les programmes de réforme.

À l'heure où nous approchons de la fin du siècle, l'Afrique affronte de nombreux problèmes en même temps que d'attrayantes perspectives s'ouvrent à elle. L'un de ces problèmes est d'alléger et, en fin de compte, d'éliminer la pauvreté. Selon la Banque mondiale, les pauvres de l'Afrique étaient en 1993 au nombre de 218 millions, soit 47 % de la population. On estime que ce chiffre atteindra 300 millions d'ici l'an 2000.

Les problèmes de l'intégration au marché mondial dans le contexte des accords issus des négociations d'Uruguay se posent également. Le régime des échanges postérieur aux négociations d'Uruguay complète et soutient les initiatives prises par chaque pays pour créer des économies

conformes aux lois du marché et animées par le secteur privé, tandis que la tendance vers plus d'ouverture, qui s'assortit de l'abandon d'arrangements spéciaux, rend plus redoutable le défi affronté.

Tandis que cette situation économique et sociale dessine le cadre général des problèmes que nous affrontons, c'est pour nous un vif encouragement de noter que la détermination de nos gouvernements, à laquelle s'ajoute l'assistance de nos partenaires, suffira à lancer et entretenir un essor de la croissance, ce qui rend tout à fait possible à bref délai la transition à un développement autonome.

Si chaque gouvernement africain doit assumer la responsabilité d'élaborer et d'appliquer des stratégies fondées sur les besoins spéciaux et les avantages comparatifs de chaque pays, les donateurs bilatéraux, les institutions multilatérales et les organismes internationaux ont un rôle décisif à jouer s'agissant de soutenir les initiatives nationales de leur appui financier et technique.

Le dialogue avec nos principaux partenaires de développement doit viser à renforcer la confiance et à instaurer un partenariat efficace pour le développement. C'est dans ce contexte que nous avons demandé aux éminents participants de nos tables rondes venus de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international et de la Banque africaine de développement de nous faire part de leurs points de vue sur ces problèmes à l'heure où l'Afrique entre dans le XXI^e siècle.

B. Interventions faites aux tables rondes

2. M. Callisto Madavo, Vice-Président Banque mondiale, Région Afrique

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,

C'est pour moi un très vif plaisir que de participer à cette conférence. Nous nous rencontrons à mon avis en une heure de grands espoirs et de vastes perspectives pour le développement de l'Afrique. Une renaissance, un renouveau des institutions africaines est en cours. Et les dirigeants

africains sont en train d'établir l'ordre du jour stratégique de l'Afrique pour le développement. À la CEA, sous la direction de M. Amoako, nous assistons à un revirement majeur. À la Banque africaine de développement, sous la direction de M. Kabbaj, nous assistons à un autre revirement majeur. Et, bien sûr, nous savons qu'au niveau des pays les équipes dirigeantes tant politiques qu'économiques sont en train de se renouveler. Je pense qu'il y a là une raison d'espérer.

Mais il y a une autre raison qui nous ouvre des espérances et des perspectives. D'abord, c'est l'éclosion en cours de la démocratie, inaugurée il y a quelques années par le démantèlement de l'apartheid en Afrique du Sud et, par conséquent, l'émergence de la contribution particulière que ce pays peut apporter au développement de la sous-région aussi bien qu'à celui de l'Afrique dans son ensemble.

Je voudrais avancer l'idée que le retour à la stabilité politique, l'esprit d'ouverture à la société civile, la participation accrue de la masse de la population au processus de développement augurent bien de l'avenir. Mais on doit ajouter avec tristesse qu'il y a encore des endroits dans la sous-région des Grands Lacs et vers la Corne de l'Afrique qui sont enlisés dans les luttes civiles et où le progrès économique est impossible.

Il y a une deuxième raison d'espérer. La croissance économique a repris en Afrique. En 1996, le taux de croissance a été en moyenne de 5,6 %, contre 3,4 % en 1995 et 0,9 % en 1994. Non moins de 31 ou 32 pays ont enregistré une croissance positive par habitant. Le secteur privé est en marche et des apports de capitaux privés recommencent à filtrer en Afrique. C'est encore une autre raison d'espérer. C'est encore une autre raison de voir se dessiner des perspectives.

Cela dit, nous sommes tous prêts à convenir que les bénéfices, tant politiques qu'économiques, demeurent fragiles. Il faut les approfondir, les élargir et accélérer leur succession afin de parvenir à un progrès soutenu. Aujourd'hui, quelque 580 millions d'Africains, qui représentent 10 % de la population mondiale, ne produisent que 1 % du PIB mondial. Aujourd'hui, à l'heure où nous parlons, 260 millions d'Africains vivent avec moins d'un dollar des États-Unis par jour. C'est là une indication parlante des problèmes auxquels doit se mesurer le développement de l'Afrique et au regard desquels le rôle d'une institution comme la mienne doit être évalué.

Permettez-moi maintenant, Monsieur le Président, d'évoquer le rôle de la Banque en face de ces espérances et perspectives nouvelles et, aussi bien, des problèmes que je viens d'énoncer. L'objectif suprême de la Banque mondiale doit être d'aider l'Afrique à accélérer sa croissance et la réduction de la pauvreté. L'Afrique doit fixer des objectifs de croissance ambitieux, de l'ordre de 7, 8 ou 9 % voire supérieurs à 10 %. Pourquoi non? Avec des taux de croissance démographique de 3 %, si nous voulons créer l'espace nécessaire pour combattre la pauvreté dans une mesure appréciable, il nous faut élever rapidement les taux de croissance de l'Afrique.

À mon avis, le rôle de la Banque doit s'articuler autour de cinq lignes d'action principales :

Premièrement: soutenir le nouveau type de dirigeant africain qui se dessine, favoriser le contrôle de l'Afrique sur son destin et mettre en place des capacités. Les Africains doivent conduire leur ordre du jour de développement et en assumer l'entier contrôle. Des cas de réussite doivent être attestés pour renforcer la confiance des Africains en eux-mêmes et faire de l'Afrique "une bonne adresse d'affaires". La Banque ne saurait rien imposer. La Banque doit soutenir. La Banque ne peut "acheter" des réformes. La Banque doit soutenir les pays qui sont résolus à appliquer d'importants programmes de réforme économique. Cela signifiera nécessairement que la Banque doit faire un choix. Elle doit investir ses ressources dans les lieux où des efforts sont réellement accomplis. Cela signifiera que la Banque doit nécessairement soutenir les efforts de l'Afrique pour mettre en place une capacité et, dans ce contexte, nous saluons en particulier l'initiative prise par les Ministres des finances, dans le cadre du Partenariat pour la mise en place de capacités présenté l'automne dernier à M. Wolfensohn.

Deuxièmement: aider les pays africains à établir un consensus à l'intérieur de chacun d'entre eux et avec leurs partenaires aux fins de poursuivre la réforme économique, en insistant sur les points suivants : saine gestion macroéconomique, croissance sous l'impulsion du secteur privé, développement rural, investissement dans l'éducation et la santé, et mise en place de solides bases économiques grâce à l'intégration régionale et mondiale. À la Banque mondiale, nous recherchons activement des moyens de soutenir l'intégration régionale, plus précisément le type d'intégration régionale qui créera des plate-formes à partir desquelles l'Afrique puisse rivaliser avec le reste du monde. Selon cette vision et cette conception du rôle de la Banque, les idées comptent non moins que l'argent :

il faut apporter à l'Afrique l'expérience du reste du monde, encourager la constitution de réseaux entre Africains et, bien mieux, entre les pays africains et les autres pays en développement pour qu'ils s'enseignent mutuellement ce qui donne des résultats, ce qui n'en donne pas, les meilleures pratiques, etc. De cette manière, la Banque mondiale tendrait davantage à devenir aussi une banque de connaissances.

Troisièmement: édifier des partenariats, parce que, si importante que soit la Banque mondiale, elle ne peut tout faire par elle-même. Elle doit travailler en partenariat avec d'autres. Nous devons ouvrir de larges consultations avec les gouvernements, avec les bénéficiaires de nos projets et programmes, avec la société civile, les autres donateurs et le secteur privé. Nous devons collaborer plus efficacement avec des organismes des Nations Unies comme nous le faisons au titre de l'Initiative spéciale lancée par le Secrétaire général en 1995. L'objectif fondamental de ce mouvement vers l'édification de partenariats est, pour la Banque, d'écouter et d'apprendre, de multiplier l'effet de ses ressources et de ses connaissances techniques.

Quatrièmement: poursuivre notre rôle en tant qu'institution mobilisatrice de ressources et finançant des programmes et projets. Comme vous le savez tous, l'IDA est un important élément de cette contribution de la Banque mondiale à l'Afrique et, comme vous le savez aussi, l'IDA a connu certaines difficultés ces derniers mois. Il importe que l'Afrique soit le lieu de réussites pour que les Africains puissent plaider en faveur de l'aide au développement. Nous devons montrer que l'aide au développement donne des résultats.

Pour votre information, l'IDA a engagé chaque année des fonds de l'ordre de 2,5 milliards de dollars É-U en faveur de l'Afrique. Nous pouvons engager jusqu'à 2,7 ou 2,8 milliards de dollars si nous avons les instruments et les projets voulus. Mais certains d'entre vous ne savent peut-être pas que nos engagements passés ont laissé un reliquat non décaissé de 8,5 milliards de dollars, ce qui signifie que la Banque mondiale, oeuvrant de concert avec ses partenaires, comme je les appelle, doit se concentrer sur l'exécution et tirer le meilleur parti possible des ressources engagées, pour que nous puissions obtenir des résultats rapidement et nous attaquer à la pauvreté.

Le rôle de mobilisation de ressources qui est celui de la Banque comporte deux autres aspects. Comme vous le savez, nous présidons le

Programme spécial d'assistance à l'Afrique. Nous venons de lancer en décembre la quatrième phase de ce Programme spécial, qui dispose de ressources d'un montant de 5 milliards de dollars pour faciliter l'exécution de réformes économiques en Afrique au cours des trois prochaines années. Il y a aussi, bien sûr, l'Initiative HIPC dont parlera mon associé, M. Sarbib. La Banque a donc besoin de poursuivre son rôle de mobilisation des ressources.

Mais je tente vraiment de vous dire quelque chose d'autre. En présentant ces axes autour desquels le rôle de la Banque mondiale doit être conçu, j'essaie en fait de dire que le rôle de la Banque mondiale elle-même et la manière dont elle mène son interaction avec l'Afrique doit changer et est en train de changer. Quels sont certains des traits saillants de ce changement? D'abord, une plus grande sensibilité aux besoins du client, y compris sous la forme d'une présence accrue sur le terrain.

Par exemple, dans le cadre de notre programme de renouvellement, nous avons placé deux de nos directeurs de pays en Afrique, un à Nairobi et un à Abidjan, et nous entendons en fait déléguer sur le terrain un degré accru d'autorité et de responsabilité. Vous pouvez donc vous attendre à ce qu'un plus grand nombre de directeurs de pays soient placés à l'avenir sur le terrain. Permettez-moi d'en venir à mon cinquième point et de conclure par quelques mots sur le secteur financier.

Cinquièmement: soutenir le commerce, l'investissement et la mobilisation des ressources intérieures pour que l'Afrique puisse trouver de plus en plus chez elle les moyens de financer son développement et devienne moins tributaire des ressources extérieures d'APD, qui diminuent de toute manière. Quelles sont les implications de cet impératif? Cela signifie que la Banque doit se tenir à l'affût les moyens d'améliorer l'accès de l'Afrique aux marchés d'exportation, en renforçant la voix de l'Afrique à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et dans les autres instances où les problèmes commerciaux sont débattus. Cela signifie que la Banque mondiale doit travailler avec les pays africains pour créer un climat favorable à l'IED et pour faire de l'Afrique, comme je l'ai dit en commençant, "une bonne adresse d'affaires".

Par exemple, le fait que les apports de capital privé à destination de l'Afrique soient seulement de l'ordre de 12 milliards de dollars, sur 230 milliards de dollars pour l'ensemble des pays en développement, devrait retentir comme un signal d'alarme. Le fait que l'IED à destination de l'Afrique

ne soit que de 2,6 milliards de dollars environ, et en tout cas inférieur à 3 milliards de dollars, alors que le montant total de l'IED vers les pays en développement est de l'ordre de 80 milliards de dollars, devrait retentir comme un signal d'alarme. À la Banque mondiale, nous avons besoin de soutenir les efforts faits en Afrique afin de créer un climat favorable à l'accroissement des apports de capital privé.

Mais le produit des échanges et des exportations ne peut remplacer la mobilisation des ressources internes et une mobilisation efficace des ressources internes est inconcevable sans des systèmes de saine gestion financière, qui font à juste raison l'un des thèmes de cette conférence. Comme beaucoup des problèmes relatifs au secteur financier et à la gestion de la dette seront traités par les tables rondes ultérieures, je limiterai mes observations aux trois points suivants :

- La Banque est prête à soutenir à titre prioritaire les réformes du secteur financier en Afrique. Il est difficile d'imaginer une croissance soutenue sans réformes du secteur financier.
- La Banque mettra fortement l'accent sur le microfinancement, qui est la clef du développement rural, et nous y voyons une condition cruciale du développement des économies africaines, surtout dans les zones rurales.
- La Banque recherchera les occasions de soutenir les efforts faits pour développer les marchés financiers régionaux, ce qui est un point clef de son ordre du jour. Nous avons ici de la chance parce que la Banque centrale des États d'Afrique centrale (BCEAC), la Banque centrale des États d'Afrique de l'Ouest (BCEAO), la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et d'autres organismes sont en train de donner des indications sur la manière d'aborder le problème des marchés financiers régionaux et de l'harmonisation financière régionale.

Monsieur le Président,

Je sais qu'il me reste exactement une minute des 15 qui me sont allouées et, si vous me le permettez, je voudrais finir sur la note par laquelle j'ai commencé. J'ai d'abord dit que nous nous rencontrions en une heure d'espérance, que je vois surgir des perspectives et que pourtant nous avons des problèmes réels à résoudre. Mais ce qui est très encourageant dans

cette conférence et dans l'évolution actuelle de l'Afrique, c'est en fait l'utilisation des plates-formes que l'occasion offerte permet de créer et c'est que l'espérance commence dans notre demeure commune. Nous voyons quantité de faits nouveaux survenir dans les pays africains. Nous tenons des conférences du genre de celle que nous tenons aujourd'hui, qui nous montrent que l'Afrique s'est remise en chemin.

Comme M. Amoako, je suis optimiste sur l'avenir de l'Afrique. Je ne sais pas quelle est votre position, mais je crois que nous, à la Banque mondiale, pouvons vous prêter un appui accru, que les Africains montreront le chemin et que l'Afrique continuera de progresser.

Je vous remercie, Monsieur le Président.

**3. M. Ferhat Lounes,
Vice-Président,
Banque africaine de développement**

Merci, Monsieur le Président.

En fait, après l'intervention de mon ami Madavo, j'ai très peu à ajouter parce que je suis en total accord avec ce qu'il avait à dire sur les rôles des institutions financières multilatérales et sur les responsabilités de l'État. Je voudrais pourtant présenter quelques observations générales.

La première, même si c'est un lieu commun, est qu'il importe beaucoup de participer intensément aux changements vraiment révolutionnaires qui se produisent dans le monde, c'est-à-dire d'être accordé au monde dans lequel nous vivons.

Souvent, l'observateur ne peut voir le mouvement, parce qu'il ou elle est part de celui-ci. Je crois qu'il est extrêmement important que l'Afrique fasse pleinement usage de cette révolution technologique qui accompagne la mondialisation de la concurrence économique. À ce stade, aucun choix idéologique n'entre en jeu, concernant les différents modèles. Le seul choix est de s'ajuster dans les meilleures conditions possibles, c'est-à-dire dans les conditions qui peuvent le mieux protéger les intérêts de l'Afrique et son aptitude à se préparer à l'avenir.

Sur un autre plan, ce changement affecte le comportement au niveau international, en particulier la ratification des apports de capital public. Je crois que tous les observateurs s'accordent à penser que cette tendance est durable. Le continent africain reste la seule région encore tributaire de tels apports, étant donné la part relativement faible des capitaux privés qu'il a pu attirer jusqu'à présent.

Il est extrêmement important que les pays bénéficiaires et les IFM se demandent comment tirer le meilleur parti possible des ressources dans les meilleures conditions possibles. En d'autres termes, du point de vue tant des IFM que des pays emprunteurs, comment garantir la rationalisation et l'efficacité optimales dans l'utilisation des ressources.

Enfin, il importe que les pays bénéficiaires et les IFM se demandent comment affecter les ressources aux secteurs clefs qui sont le mieux à même de préparer l'Afrique à affronter la concurrence internationale dans des conditions plus acceptables. Naturellement, ces ressources doivent continuer de contribuer aux efforts d'allègement de la pauvreté, y compris dans le domaine de l'éducation, parce qu'il ne peut y avoir de développement durable autrement. Comme les efforts passés n'ont pas eu de résultats notables, il est clair que la pauvreté continuera d'être un sérieux obstacle au développement du continent et à sa capacité de participer à ces changements.

Cependant, au-delà de tout cela, nous avons l'assurance que les IFM sont nos partenaires, qu'elles organisent leurs efforts pour préparer l'Afrique à surmonter ces handicaps, à savoir notamment une capacité insuffisante de gestion interne, cela dans les domaines des finances, de l'administration, des institutions, de la gestion macroéconomique, et concernant la création d'une capacité domestique de mettre en place des partenariats de nature à promouvoir un secteur privé dynamique et capable et en mesure d'affronter la concurrence étrangère.

Il me semble que durant la prochaine décennie, la tâche fondamentale des IFM, comme l'a dit Madavo, n'est pas seulement de fournir les ressources financières nécessaires, mais aussi de créer un corps local d'experts. Les ressources financières sont une force engendrant un appoint suffisant pour atteindre les objectifs d'une révolution économique africaine, comparable à celle que nous voyons dans d'autres régions du monde.

Il est évident que les IFM elles-mêmes doivent procéder à des ajustements et se réformer. Cette réforme ne porte pas seulement sur leur rôle en tant que partenaires, mais aussi sur leur nature même. Telle est l'explication du processus en cours à l'intérieur des institutions de Bretton Woods, aussi bien qu'à l'intérieur des banques régionales, y compris la Banque africaine de développement. Mais ces institutions devront montrer qu'elles sont des outils qui peuvent agir de concert pour soutenir l'Afrique durant cette phase de réformes profondes, surtout le FMI, qui ces dernières années a été étroitement associé en Afrique à l'aide au développement.

Tel est d'autant plus le cas qu'avec l'évolution en cours dans le reste du monde il est de plus en plus certain que les autres régions rechercheront sans cesse moins l'aide de ces institutions. C'est pourquoi la Banque mondiale doit concentrer ses efforts en premier lieu sur l'Afrique.

À cet égard, il est intéressant de noter une importante initiative que vous-mêmes avez récemment lancée, lors de votre réunion avec le Comité de développement de la Banque mondiale, sur la mise en place de capacités en Afrique. Je crois que ce type d'initiatives souligne très clairement que ce sont les Africains d'abord qui doivent énoncer leurs priorités et problèmes et qu'il leur appartient de demander au FMI de fournir les ressources financières, l'expérience et les capacités techniques à sa disposition afin d'améliorer la capacité humaine et institutionnelle, en l'absence desquelles tous les efforts de réforme courent le risque de rester tributaires de l'extérieur, et donc fragiles.

Monsieur le Président,

Telles sont les quelques observations que je ferai à ce stade. Je crois que le plus intéressant dans ce type de table ronde, ce ne sont pas les brillantes déclarations prononcées par les participants, mais les questions posées par les auditeurs à chacun des participants, demandant des détails sur la manière dont les IFM elles-mêmes se proposent de réformer leurs rôles et mandats et de s'adapter aux besoins et problèmes communs aux différents pays.

Je vous remercie.

**4. M. Anapum Basu, Directeur adjoint,
Département de l'Afrique, Fonds monétaire international**

Monsieur le Président,
Messieurs les Ministres des finances,
Mesdames et Messieurs les représentants,

C'est pour moi un grand plaisir et un grand honneur que de représenter le FMI à cette importante réunion. Le Directeur général du Fonds, M. Camdessus, m'a demandé de vous assurer de la grande importance qu'il attache aux débats de cette conférence. J'estime donc que mon rôle est d'écouter. C'est ce que je ferai avant tout aujourd'hui et les deux prochains jours.

Pourtant, je voudrais vous faire part aujourd'hui de quelques réflexions sur la manière dont le Fonds entend renforcer son assistance aux pays africains dans leurs efforts pour assurer une croissance et un développement durables et alléger la pauvreté. D'abord, je ferai quelques brèves remarques sur la situation de l'Afrique telle que nous la voyons aujourd'hui. Puis, je mettrai l'accent en premier lieu sur les aspects clefs des politiques macroéconomiques et structurelles qui sont essentielles à une réforme orientée vers la croissance, et sur la manière dont le Fonds entend les soutenir à l'aide de ses instruments actuels de surveillance et d'aide financière et technique.

Sur le premier point, je suis en accord avec tous les précédents orateurs. Une tendance encourageante s'affirme effectivement dans de nombreux pays africains. La croissance reprend, les taux d'inflation baissent et les déséquilibres financiers sous-jacents se réduisent, bien que progressivement. Dans de nombreux pays africains, des efforts courageux et énergiques ont été faits pour jeter les fondements solides de la croissance par l'exécution de politiques macroéconomiques prudentes et de réformes structurelles conformes aux lois du marché.

Tout au long des années 90, nous avons vu des signes encourageants d'une synergie entre la reprise économique et de saines politiques. Le problème clef que connaît aujourd'hui l'Afrique est de transformer cette synergie naissante en un dynamisme économique croissant.

Pour tenter de résoudre ce problème, il sera nécessaire que nous travaillions de concert afin de veiller à ce que les politiques économiques

soient centrées sur sa solution. Il y a un certain nombre de changements en cours ou attendus dans l'économie internationale auxquels les précédents orateurs ont déjà fait allusion, de sorte que je peux n'en parler que très brièvement. Ils sont néanmoins fort importants :

- De plus en plus de pays libéralisent le régime de leurs échanges extérieurs.
- De plus en plus de pays s'orientent vers une large libéralisation de leurs systèmes de change, y compris une libéralisation progressive du compte des opérations en capital.
- Avec cette ouverture, comme il faut s'y attendre, de plus en plus de pays réagissent à la mondialisation des marchés de biens, services et de capitaux, en renforçant les politiques intérieures d'ajustement macroéconomique et structurel, afin d'assurer leur compétitivité et de s'intégrer à l'économie régionale et mondiale. Comme les autres pays en développement, les pays de l'Afrique entière cherchent, et chercheront toujours davantage, à ouvrir leurs économies, à élargir et approfondir leurs liens avec les voisins régionaux aussi bien qu'avec l'économie mondiale.

En dehors de ces grandes tendances qui caractérisent le climat mondial, il y a deux phénomènes qui, je crois, ont été mentionnés par les orateurs précédents et qui comportent parfois le risque d'affaiblir les efforts d'ajustement sur le terrain. Il s'agit des déficits imprévus des courants d'aide et des chocs périodiques imprévus d'origine externe, comme les variations des termes de l'échange et l'incertitude des conditions atmosphériques.

En conséquence, les pays africains devront, comme dans le passé, s'ajuster et relever ces défis à mesure qu'ils se présentent. Permettez-moi maintenant de parler brièvement de ce que le Fonds continuera de faire à travers ses procédures de surveillance. Comme vous le savez fort bien, nous disposons de deux instruments, les **Perspectives de l'économie mondiale (World Economic Outlook)** et les **Activités annuelles de consultation au titre de l'article IV**.

Les Perspectives de l'économie mondiale offrent un suivi et une analyse systématiques de la situation économique du monde. C'est là que nous mettons l'accent sur les implications pour l'Afrique des prévisions de

croissances dans le monde industriel et le reste du monde concernant l'évolution probable du prix des produits de base, les tendances des termes externes de l'échange, l'évolution des taux d'intérêt, les mouvements financiers sur les marchés internationaux et les perspectives offertes à l'épargne mondiale dans les flux d'aide publique. Toutes ces tendances et évolutions forment la base de l'analyse offerte dans nos perspectives de l'économie mondiale.

Pour les pays africains, il sera très important, comme par le passé, d'examiner régulièrement la position de la balance des paiements et de la dette extérieure, compte tenu des tendances nouvelles de l'économie mondiale. Cela demeurera essentiel et fera l'objet d'un suivi dans le contexte de la Consultation annuelle au titre de l'article IV.

La Consultation au titre de l'article IV cherchera à apprendre davantage de l'expérience des pays africains concernant les moyens de consolider les fondements d'une croissance de meilleure qualité et d'éviter les crises potentielles consécutives aux chocs adverses que j'ai mentionnés ci-dessus, ou d'y faire face. Cette consultation continuera de nous offrir l'occasion d'échanger des vues et de partager des réflexions et des évaluations sincères de la politique intérieure des différents pays; de mettre en commun entre nous les leçons tirées de l'expérience de la réforme des politiques conduites dans différents pays, y compris les pays africains. Elle est aussi l'occasion de réévaluer chaque année la politique externe.

Permettez-moi maintenant d'en venir au financement et au soutien des programmes d'ajustement. La Facilité d'ajustement structurel renforcée (FASR) restera le principal instrument prêtant appui aux efforts vigoureux menés aux fins d'octroyer des prêts concessionnels. Comme vous le savez, le FMI s'est considérablement rapproché de l'objectif de faire de la FASR une facilité permanente dès l'aube du prochain siècle. En Afrique et dans le monde entier, la durée du processus de réforme a varié de pays à pays.

Les pays qui sortent de situations de conflit sont au début du processus, tandis que beaucoup de pays qui ont connu des conditions politiques stables sont parvenus à des stades plus avancés. C'est pourquoi les efforts de réforme traduiront toujours la situation et les besoins particuliers d'un pays, afin de tenir compte des différences de perception concernant les réformes à mener d'urgence et à titre prioritaire.

Il y a cependant quelques principes généraux et je serai ici très bref, parce que les orateurs précédents les ont à peu près tous cités. Certaines politiques macroéconomiques mettent l'accent sur la réduction des déficits du secteur public et sur l'adoption de politiques monétaires non inflationnistes. Ce principe restera essentiel, pour la simple raison qu'il faut encourager l'épargne domestique et soutenir les réformes structurelles dans le cadre d'un macroenvironnement stable. Les réformes structurelles seront également importantes et les deux domaines clefs de ces réformes que je voudrais mentionner aujourd'hui sont la restructuration et la privatisation des entreprises publiques, d'une part, et la création d'un secteur financier national sain et compétitif, de l'autre.

Tant les réformes structurelles que les politiques macroéconomiques saines sont par nature synergiques, en ce sens que les réformes structurelles aident à garantir la stabilité macroéconomique et que la stabilité macroéconomique aide à rendre un peu plus facile et permanente l'exécution des réformes structurelles.

Permettez-moi d'aborder un troisième principe, qui concerne la structure des incitations internes et l'environnement régulateur. Les orateurs précédents ont tous mentionné les ingrédients essentiels de cet environnement habilitant. Ce sont les suivants: des taux de change et des taux d'intérêt réalistes, la libéralisation interne des prix, l'élimination des rigidités sur le marché du travail et, avant tout, le sentiment de sécurité dont il importe de pénétrer l'économie nationale.

Ce sentiment de sécurité de l'économie nationale exige aussi un cadre régulateur transparent et imposé de manière équitable, le caractère sacro-saint des droits de propriété, ainsi que l'obligation de respecter les contrats, imposée de manière impartiale, et la fiabilité des services publics. Tel est le cadre qui a les meilleures chances d'assurer la réalisation du potentiel du secteur privé.

Un autre point, le plus important de tous, est que les gouvernements doivent veiller de plus en plus à étendre la couverture de l'enseignement primaire et des services de santé, ainsi qu'à mettre en place l'infrastructure si nécessaire aux zones rurales et à consacrer les ressources nécessaires aux filets de sécurité sociale afin d'éviter que les pauvres ne portent une part disproportionnée du fardeau de l'ajustement.

Enfin, et je crois que vous aurez l'occasion d'en débattre demain, il importe de ramener les obligations inhérentes au service de la dette extérieure à un niveau tolérable. À cet égard, les deux éléments fondamentaux sont les suivants :

- Allègement adéquat de la dette et octroi de conditions de faveur, y compris la réduction de la dette dans le cadre de l'Initiative HIPC;
- Application soutenue de l'ajustement structurel, y compris l'adoption de politiques encourageant une croissance vigoureuse du secteur privé.

Permettez-moi de mentionner encore une autre initiative qui gagne du terrain en Afrique, l'intégration régionale. Ici, je crois, il existe de nombreux exemples sous-régionaux, dont l'Union monétaire de l'Afrique de l'Ouest (UMAO), la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale, l'Initiative transfrontalière pour l'Afrique orientale et australe, et la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), pour n'en citer que quelques-uns.

En harmonisant et en approfondissant les réformes économiques et structurelles dans le cadre de ces organisations régionales, de nombreux pays africains ont déjà entamé le processus d'intégration, qui facilitera leur marche vers des libéralisation non discriminatoires et multilatérales et leur intégration à l'économie mondiale. En bref, ce que je veux dire pour l'essentiel est que l'intégration régionale peut apparaître comme un tremplin et comme un outil permettant d'accéder à l'économie mondiale et à une libéralisation multilatérale à plus large assise.

Je voudrais maintenant conclure en vous communiquant quelques réflexions sur l'assistance technique. Comme vous le savez, nous avons toujours mis l'accent sur les domaines suivants : politique macroéconomique, réforme de la taxation, politique fiscale, instruments de politique monétaire, statistiques financières et statistiques économiques. Ce seront dans l'avenir encore ceux pour lesquels nous pouvons prêter assistance aux pays membres d'Afrique et d'ailleurs. Nous espérons coopérer également avec des instituts régionaux de formation en Afrique et organiser en Afrique des séminaires régionaux de haut niveau, de manière à permettre à de hauts fonctionnaires des gouvernements africains de se rencontrer et d'échanger leurs vues sur les problèmes de politique générale d'un intérêt

particulier pour la région et de s'inspirer des leçons des expériences faites en Afrique.

Pour terminer, je dirai que les réalisations et succès de l'Afrique ces dernières années augurent bien de l'avenir. Le Fonds persiste dans son ferme engagement d'aider les pays membres africains.

Il faut construire sur la base des progrès accomplis.

Merci, Monsieur le Président.

C. Résumé des débats

Durant la séance plénière **“Financement de la croissance et du développement en Afrique à l'aube du nouveau siècle : quel rôle doivent jouer les institutions financières multilatérales?”**, la Conférence a délibéré sur le rôle des IFM dans le contexte des problèmes qu'affrontent les pays africains pour réaliser une croissance et un développement durable, réduire la pauvreté et répartir équitablement les bénéfices de la croissance. Les communications faites par les participants des tables rondes ont porté sur les points suivants : évolution actuelle des flux de ressources à destination de l'Afrique; évolution récente de la situation socioéconomique de l'Afrique; problèmes que rencontre l'Afrique pour attirer des flux de ressources non génératrices d'endettement, et en particulier l'investissement direct, et rôle que les institutions financières multilatérales peuvent jouer à cet égard; problèmes relatifs à la réalisation du développement durable et à la réduction de la pauvreté; mobilisation des ressources internes et externes; fardeau de la dette africaine; et approfondissement de la coopération et de l'intégration économiques en Afrique.

1. Flux de ressources financières à destination de l'Afrique

La Conférence a noté que l'économie de la plupart des pays africains est fortement tributaire de l'APD, qui a diminué en termes réels au cours des dernières années. Mesuré en dollars constants de 1994, le montant net de l'APD reçu par les pays en développement durant la période 1986-1994 a oscillé selon les années de 53 à 61 milliards de dollars É.-U. En 1996, ce montant a effectivement baissé. La même tendance s'observe concernant les subventions et les crédits publics qui représentent la plus grande partie de l'aide étrangère. Leur montant total est tombé à 44 milliards de dollars

en 1996, soit environ un milliard de dollars de moins qu'auparavant et une baisse de 3 % en valeur constante par rapport aux chiffres de 1990.

Dans les autres pays en développement, la baisse de l'ADP a été compensée par une nette montée des apports de capital privé étranger. L'ensemble du monde en développement a reçu des capitaux privés d'un montant de 44 milliards de dollars en 1990, chiffre passé à 244 milliards de dollars en 1996. Toutefois, l'Afrique n'a pas eu sa part de ces apports, car elle n'en a reçu que 3 %. Il est donc nécessaire d'étudier les moyens de renverser cette tendance. L'Afrique devra réussir à attirer l'investissement étranger si le continent doit aborder le XXI^e siècle avec des économies viables et débordantes de vigueur. À cette fin, l'Afrique doit tirer parti des progrès réalisés au cours des quelques dernières années.

2. Situation économique et sociale de l'Afrique : performance et perspectives

La Conférence a délibéré sur la situation et les perspectives socioéconomiques de l'Afrique. On a aussi noté que des progrès sensibles avaient été réalisés sur le plan des réformes politiques, comme l'indique un glissement vers le pluralisme politique dans un certain nombre de pays : mise en place de gouvernements élus; ouverture démocratique à la société civile; et participation populaire accrue à l'activité politique et économique. Sur le plan économique, après bien des années de déclin, la croissance a repris en Afrique. Le taux de croissance du PIB est passé de 0,9 % en 1994 à 3,4 % en 1995. En 1996, il aurait été en moyenne de 5,6 %. La même année, 31 pays ont enregistré une croissance du PIB par habitant. La stabilisation économique s'est également affirmée, tandis que le taux d'inflation diminuait dans de nombreux pays. Pour l'ensemble de l'Afrique subsaharienne, le déficit budgétaire est tombé de 9 % du PIB en 1993 à moins de 4 % en 1996. De même, le déficit moyen du compte courant des opérations extérieures, qui représentait 5 % du PIB en 1994-1995, est tombé à 2,5 % en 1996.

Ces indicateurs positifs pourraient constituer les conditions préalables essentielles du développement futur des marchés financiers en Afrique. Les fonds d'investissement négociés dans les bourses de New York et d'Europe représentent aujourd'hui plus d'un milliard de dollars É-U, alors qu'ils étaient inexistant il y a quatre ou cinq ans. On note aussi des signes d'intérêt croissant pour les portefeuilles de valeurs africaines et pour l'investissement étranger direct en Afrique.

Toutefois, la reprise économique en Afrique et l'intérêt manifesté pour ses marchés financiers sont fragiles. Pour l'Afrique et ses partenaires de développement, le problème est maintenant de tirer parti de ces tendances récentes afin de réaliser en permanence des taux de croissance élevés.

3. Flux d'investissement étranger à destination de l'Afrique : problèmes et perspectives

La Conférence a noté que, si les flux d'investissement étranger ont sensiblement augmenté au niveau mondial, l'Afrique n'a pas été l'une des principales régions bénéficiaires. Au contraire, le continent n'a pas réussi à attirer un investissement étranger suffisant. Ce résultat n'est pas ce que l'on aurait pu attendre de l'analyse des taux de rentabilité de l'investissement en Afrique. En fait, selon les résultats d'une étude récente, les investissements étrangers en Afrique ont produit en moyenne des rendements nets d'un taux sensiblement plus élevé que dans les autres régions en développement.

Durant la période 1990-1994, ces rendements ont été en moyenne de 24 à 30 %, contre une moyenne de 16 à 18 % pour l'ensemble des pays en développement. Pourquoi dans ces conditions l'Afrique n'a-t-elle pas réussi à attirer l'investissement étranger? La réponse semblait résider principalement dans l'évaluation du risque d'investir en Afrique. On estimait que c'était là une activité à risque élevé en raison de l'idée négative assez enracinée que l'on se fait des pays africains; on s'imagine qu'ils sont instables sur les plans politique et économique, situation aggravée par des crises de famine et la médiocrité de l'infrastructure.

Dans ce contexte, la Conférence a posé la question fondamentale du rôle que les IFM pourraient jouer pour aider à modifier cette image de l'Afrique et à améliorer la situation économique et sociale du continent. La Conférence a exhorté les partenaires de développement de l'Afrique à tirer parti de la bonne performance des quelques dernières années pour convaincre les investisseurs de la viabilité des investissements en Afrique. Afin de faciliter ce retournement, l'Afrique et les IFM devaient présenter clairement les changements positifs en cours sur le continent et mettre en lumière l'immense potentiel économique des pays africains. En outre, parallèlement à leur rôle de plaidoyer pour le développement de l'Afrique, les IFM disposent de moyens substantiels d'aider les pays africains à promouvoir un développement accéléré grâce à la mobilisation de ressources suffisantes et à l'application des stratégies et politiques économiques appropriées.

La Conférence a observé qu'il existait maintenant des indices encourageants d'une synergie entre réformes politiques et croissance économique en Afrique et que cela soulignait l'importance de choisir les orientations appropriées. Les interventions des IFM en Afrique sur ce plan devaient donc être considérées de deux points de vue différents. Premièrement, il fallait mettre l'accent sur le cadre de politique économique et sur les réformes politiques essentielles. Créer un environnement macroéconomique stable, réduire les déficits publics et maintenir de faibles taux d'inflation étaient ici les principaux impératifs. Il fallait avant tout reconnaître la nécessité de réformes structurelles, s'agissant surtout de restructurer le secteur public et de mettre en place un système économique compétitif.

Dans la deuxième perspective, on a reconnu les problèmes que pose la formulation des politiques et l'attention y est donc centrée sur le processus de consultation entre les IFM et les pays africains au stade de la définition des grandes lignes d'action. On a souligné ici la nécessité de confier aux dirigeants africains le contrôle des programmes de réforme, de manière à renforcer les capacités existantes de formulation et d'exécution des politiques. On a insisté sur l'importance d'un consensus interne et externe, le soutien des partenariats et la promotion d'un échange très général d'idées et d'expériences. Les IFM ont été exhortées à être davantage présentes sur le terrain et à décentraliser autant que possible leur processus de prise de décisions. La Conférence a invité les IFM à équilibrer soigneusement ces deux approches dans leur intervention en Afrique.

Il a été reconnu que le commerce et l'investissement étaient des secteurs importants où les IFM pouvaient aider l'Afrique dans ses efforts de développement. Elles pouvaient aider à améliorer l'accès aux exportations de l'Afrique. En ce qui concerne l'investissement, la contribution cruciale des IFM serait d'aider les pays africains à créer un environnement propice à l'investissement étranger. En outre, les IFM pourraient exercer un effet catalytique s'agissant d'acheminer l'investissement étranger dans les pays africains. Elles pourraient aussi jouer un rôle important dans la mobilisation des ressources intérieures, élargi grâce à une gestion financière saine et au développement du secteur financier, y compris le financement rural et les marchés financiers sous-régionaux.

Dans un monde en évolution rapide caractérisée par la révolution technologique et la mondialisation croissante, l'Afrique aura besoin de s'adapter et de soutenir la concurrence dans un environnement constamment

renouvelé. Avec l'aide de ses partenaires de développement et des IFM, l'Afrique serait mieux placée pour saisir les occasions qui s'offrent et se hisser à la hauteur des défis.

La mobilisation des ressources était le principal domaine dans lequel l'intervention des IFM était essentielle pour les pays africains. Une double difficulté apparaissait ici. D'un côté, il était nécessaire d'en finir avec la baisse de l'APD, qui devrait remonter; de l'autre, il fallait veiller à ce que les ressources disponibles soient utilisées de manière efficace et au moment voulu.

4. Réformes et croissance

La Conférence a observé que, s'il était essentiel pour les pays africains de stabiliser leurs économies dans le moyen ou court terme, l'objectif suprême de la plupart d'entre eux était de réaliser un développement durable et de réduire la pauvreté. Pour combattre la pauvreté, l'Afrique a besoin de taux de croissance élevés. Le continent peut atteindre cet objectif grâce à ses vastes ressources naturelles et humaines encore inentamées. Les taux de croissance actuelle par habitant demeuraient insuffisants pour réduire la pauvreté en Afrique, où plus de 260 millions de personnes subsistaient avec moins d'un dollar par jour. Cependant, il n'était pas possible d'atteindre un taux élevé de croissance qui soit durable sans donner priorité à l'élimination de la pauvreté.

Les programmes antérieurs de réforme économique ont eu invariablement un impact négatif à court terme sur les économies africaines et n'ont pas affronté de manière adéquate le problème de la pauvreté en Afrique. Par exemple, la privatisation est devenue synonyme de licenciement d'une partie de la main-d'oeuvre. Si la réaction de l'offre tardait excessivement, le fardeau de tels effets secondaires négatifs à court terme pourrait saper l'appui public à la réforme économique, ce qui rendrait difficile de mener la politique choisie de manière cohérente.

La Conférence a souligné l'importance de maintenir un équilibre fragile entre les politiques de stabilisation, d'une part, et les politiques et mesures de promotion de la croissance, de l'autre, dans l'application des réformes en Afrique. Les IFM ont été invitées à reconnaître les problèmes spéciaux qu'affrontent les pays africains et à fournir des solutions spéciales selon un calendrier adéquat. Les retards intervenus dans la fourniture des ressources financières nécessaires pour soutenir les réformes avaient parfois

perturbé leur exécution et suscité de sérieux problèmes politiques aux nouveaux gouvernements élus de nombreux pays africains. Le processus de démocratisation en Afrique avait fait naître de nouvelles attentes et les gouvernements africains étaient invités à concrétiser leurs promesses électorales avant l'expiration de leur mandat. Pour soutenir le processus de démocratisation en Afrique, il fallait donc fournir en temps opportun un appui technique et financier.

Les participants ont convenu qu'en concevant et formulant des programmes de réforme économique, les IFM devaient tenir des consultations aussi étendues que possible non seulement avec les gouvernements africains, mais aussi avec les parties intéressées dans chaque pays. Il leur fallait écouter les points de vue de divers groupes durant l'élaboration de tels programmes. Concernant les moyens d'assurer l'efficacité de l'assistance technique, il fallait faire participer davantage les pays africains à l'ensemble du processus, de la conception à l'exécution et à l'évaluation. Les IFM étaient invitées à conduire leur recherche sur l'Afrique en collaboration plus étroite avec les pays africains, et les résultats de cette recherche devaient recevoir une plus large diffusion.

5. Mobilisation des ressources nécessaires pour soutenir le processus de développement de l'Afrique

Dans son examen des problèmes affrontés par les pays africains pour mobiliser les ressources nécessaires au soutien du processus de développement, la Conférence a privilégié les points suivants : problème de la dette africaine; utilisation des fonds non décaissés de la Banque mondiale; et mobilisation des ressources internes.

La Conférence a noté qu'en dépit des diverses initiatives d'allègement de la dette qui ont été prises, le problème de la dette africaine persiste. On a aussi mis en relief la relation marquée entre dette extérieure et mobilisation des ressources externes. Le montant total de la dette africaine impliquait qu'une part importante des ressources devait être affectée au service de la dette, ce qui réduisait le montant disponible pour financer le développement et créait une situation propre à décourager l'apport de nouvelles ressources externes. En fait, plusieurs pays africains enregistraient encore des flux de ressources négatifs.

La Conférence a également pris dûment connaissance du fait que certains pays africains n'avaient pas fait bon usage des ressources externes

reçues dans le passé. Cela expliquait l'importance du montant total de la dette africaine. Le problème était désormais pour l'Afrique et ses partenaires de tirer les leçons des erreurs passées, d'alléger le fardeau de la dette extérieure de l'Afrique et de veiller à ce que les ressources externes soient mieux utilisées. À cet égard, la Conférence a demandé que l'allègement de la dette dépasse l'initiative HIPC et augmente au maximum les flux de ressources nets à destination de l'Afrique. Elle a également demandé que l'initiative HIPC soit appliquée avec souplesse, de manière à accroître le nombre de pays à même d'en bénéficier.

Afin de lever les ressources internes nécessaires pour le développement, la Conférence a noté que les gouvernements devraient épargner davantage, notamment en réordonnant les postes budgétaires en fonction des priorités. Les pays africains ont été priés d'éviter de porter les impôts à un niveau inutilement élevé. Il fallait réduire les taxes sur le commerce extérieur afin de faciliter l'intégration avec le reste du monde, tandis que la base d'imposition nationale devait être élargie afin de compenser toute perte de revenu. Il est apparu essentiel d'encourager la formation d'un secteur bancaire viable pour mobiliser les ressources internes.

Le Vice-Président de la Banque mondiale a appelé l'attention de la Conférence sur le fait que, tandis que l'Afrique demandait un complément de financement externe, un montant de 8,5 milliards de dollars É.-U. que la Banque mondiale avait affecté à l'Afrique n'était pas décaissé. Cela pourrait résulter en partie du manque de capacité d'absorption des économies africaines. Les pays africains et la Banque mondiale devaient prendre d'urgence les mesures nécessaires pour déterminer les principaux obstacles au décaissement de ce montant. On a fait observer que cela pouvait tenir en partie aux strictes conditionnalités attachées à ce décaissement.

6. Intégration régionale

La Conférence a souligné l'importance de l'intégration régionale et la nécessité de dégager à cette fin des moyens suffisants de financement. L'intégration régionale est apparue comme l'un des moteurs possibles de la croissance et du développement et l'un des moyens de faciliter l'intégration de l'Afrique à l'économie mondiale. La Conférence a également noté la nécessité de consolider et d'améliorer les mécanismes et instruments actuels d'intégration. Le problème du financement des organisations sous-régionales a été soulevé, de même que l'absence d'instruments spécifiques pour étendre l'assistance des IFM aux pays africains. On a observé que, si les IFM

pouvaient assurer le financement de programmes et projets régionaux, il était nécessaire d'améliorer les mécanismes pertinents. À cette fin, on a reconnu la nécessité d'ouvrir des consultations entre les IFM et les institutions régionales.

III. Première Table ronde : Réformes du secteur financier en Afrique : réalités, problèmes et enseignements tirés des expériences nationales

A. Communications

1. Introduction de l'animateur :

S. E. M. Mohi Eddin El-Ghareib
Ministre des finances
République arabe d'Égypte

C'est un plaisir de participer à cette importante conférence. J'espère que nous pourrons parvenir à des conclusions de nature à améliorer véritablement le fonctionnement du système financier des pays africains.

Il est prévu à cette séance d'examiner les réformes du secteur financier en Afrique et les moyens de les structurer de telle manière qu'elles fournissent une orientation, et en même temps un appui, au processus de réforme économique en cours. Un secteur financier efficace, à large base et dynamique, est essentiel à la durabilité du développement et de la croissance; il doit être reconnu pour tel et situé au centre des réformes que nos pays entreprennent. L'approfondissement et l'élargissement des réformes financières constituent une nécessité stratégique, non seulement pour exploiter les possibilités qui s'ouvrent au niveau national, mais, ce qui est non moins important, pour aider la région à s'intégrer au marché financier mondial.

En particulier, l'Afrique a besoin de se doter d'une infrastructure institutionnelle et environnementale efficace pour faciliter les apports de ressources à l'appui de ses initiatives de développement. Les problèmes liés à la mise en route des réformes du secteur financier sont complexes et difficiles, si l'on veut qu'elles constituent un instrument efficace. Il est nécessaire de bien comprendre, pour le développement d'un secteur finan-

cier efficace, l'importance de questions telles que l'identification des principales parties, l'impact de leurs décisions sur d'autres agents et secteurs économiques, la nature du mécanisme régulateur qui assure l'équilibre nécessaire entre contrôle et efficacité, et le processus de mise en place et de préservation d'un environnement compétitif.

Ces questions ne définissent pas le mandat de la table ronde. Bien plutôt, elles renvoient à quelques-uns des problèmes complexes qui apparaîtront probablement au cours des débats.

2. M. Chris Stals, Gouverneur de la Banque de réserve sud-africaine

Monsieur le Président,
Messieurs les ministres,
Chers amis et collègues des autres banques centrales d'Afrique,
Messieurs les ambassadeurs,

C'est un grand honneur pour moi, en tant que haut fonctionnaire sud-africain, de pouvoir participer à cette sixième session de la Conférence des ministres des finances. Je vous transmets les excuses de notre ministre des finances. Étant vous-mêmes ministres des finances, vous comprendrez son problème. Il a présenté le budget devant le Parlement voici quelques jours et le débat budgétaire occupe actuellement tout son temps. Mais nous sommes néanmoins heureux de participer à la Conférence. On m'a demandé de dire quelques mots sur le processus de réforme du secteur financier en Afrique du Sud.

L'Afrique du Sud a une structure financière solidement établie, qui comprend une banque centrale relativement indépendante, des institutions bancaires modernes complexes, une cinquantaine d'institutions bancaires privées qui entrent en concurrence sur les marchés financiers sud-africains, et vous pourriez donc me demander pourquoi notre pays a besoin d'une réforme du secteur financier. Je vous donnerai deux raisons importantes qui expliquent pourquoi l'Afrique du Sud en a eu besoin récemment.

La première est que notre économie a été coupée du reste du monde pour une décennie et davantage, surtout en raison des orientations politiques et sociales inacceptables suivies à l'intérieur du pays et des mesures prises contre l'Afrique du Sud par la communauté internationale. Dans ces con-

ditions, le développement de notre secteur financier n'a pas suivi le rythme des changements intervenus dans le monde au cours des 20 dernières années.

Quelques puissants conglomérats souffraient donc de l'absence de compétition internationale et de concentration économique. Même les banques étaient absorbées en Afrique du Sud par ces conglomérats. L'économie était léthargique et des systèmes de contrôle des changes conçus pour la protéger sont restés longtemps en place, créant une sorte de serre chaude à l'intérieur du secteur financier.

Une deuxième raison majeure qui a obligé l'Afrique du Sud à entamer le processus de réforme du secteur financier, qui se poursuit encore, tient aux changements et réformes sociaux et politiques importants intervenus en Afrique du Sud, couronnés en avril 1994 par l'élection du Gouvernement d'unité nationale. Les conditions ont alors été réunies pour introduire dans l'économie de notre pays des changements importants. Non seulement les conditions étaient réunies, mais le peuple attendait une réforme majeure qui, à tout le moins, assurerait une meilleure performance économique et relèverait le niveau de vie de millions de membres de la communauté nationale auparavant défavorisés.

Quels étaient donc les objectifs de la réforme de notre secteur financier? Premièrement, il fallait réinsérer l'économie sud-africaine, et plus particulièrement le secteur financier, dans l'environnement mondial. Nous avons trouvé un environnement financier mondial très différent de celui que l'Afrique du Sud avait quitté dans les années 70, au début de notre isolement. Deuxièmement, il fallait adapter une nouvelle structure sociale et politique interne. La voie suivie par le Gouvernement pour introduire les réformes financières était fondée, et l'est encore, sur une transformation progressive, mais résolue, du secteur financier.

Les économistes ne cessent jamais de discuter des mérites comparés de la méthode du départ en flèche et de la méthode progressive. Eh bien notre pays, pour ce qui concerne les réformes du secteur financier, a opté pour une méthode progressive. Quelles politiques avons-nous introduites? D'abord, nous exposons les institutions nationales à une concurrence internationale plus intense. Ensuite, nous intégrons progressivement au système mondial les grandes lignes d'action, les cadres institutionnels et le marché financier sud-africain, et nous nous adaptons en même temps aux besoins changeants de la communauté nationale.

Je voudrais insister sur trois domaines du processus de réforme : le système financier intérieur; la création de marchés; et, troisièmement, il y a un défi très important que l'Afrique du Sud doit relever, et c'est de faire partie de l'Afrique. Un autre problème a consisté pour nous à mettre en place la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC).

Permettez-moi de me concentrer d'abord sur les réformes du secteur financier en Afrique du Sud, avant de parler de la coopération régionale en Afrique australe. Je ne vais pas m'attarder sur les conséquences des réformes du secteur financier pour les politiques macroéconomiques. À l'évidence, ces réformes financières concernant l'entrée de l'Afrique du Sud sur les marchés financiers mondiaux et les nouveaux rapports avec les flux internationaux de capital comportent toutes sortes de conséquences pour les mesures de politique monétaire, comme celles relatives au taux d'intérêt, au taux de change, à la gestion des liquidités intérieures et au contrôle de l'inflation.

Mais je pense qu'au cours de ces 15 minutes que vous m'avez accordées dans le cadre de ce programme, vous attendez de moi que je parle un peu plus des changements institutionnels qui se sont produits au cours des dernières années dans le secteur financier sud-africain. Cela est en rapport très étroit avec certains des débats ici tenus et avec les documents d'intérêt général que j'ai récemment reçus de votre secrétariat. D'abord, quelques mots sur la banque centrale, son rôle et ses fonctions; ensuite, sur les institutions bancaires privées du pays et, enfin, sur le développement des marchés financiers.

Notre banque centrale, la Banque de réserve sud-africaine, a été créée en 1921; elle était l'une des premières banques centrales créées en dehors de l'Europe. Dès l'origine, voici 76 ans, la banque a toujours été assez indépendante et autonome par rapport au Gouvernement et mes collègues des banques centrales pourront être intéressés de savoir que, même aujourd'hui, la Banque de réserve sud-africaine est une banque privée. Le Gouvernement ne détient aucune part de son capital. Les actions de la Banque sont cotées à la Bourse. Mais la loi prévoit deux restrictions fort importantes :

- Aucun actionnaire individuel privé ne peut détenir plus d'un-demi pour cent du capital de la Banque, de sorte que nous avons plus de 700 actionnaires;
-

- La loi interdit à la Banque de verser un dividende supérieur à 10 % du capital nominal, de sorte que nous ne travaillons pas pour réaliser de gros profits. Nous avons une tâche beaucoup plus importante, qui est de faire prospérer l'économie nationale.

Sans entrer dans le détail des fonctions de la Banque de réserve sud-africaine, le nouveau Gouvernement en place depuis trois ans a reconnu quelques principes fondamentaux relatifs au rôle de la banque centrale dans le développement de l'économie. Les principaux objectifs font partie de la politique macroéconomique d'ensemble, dont le Gouvernement assume la responsabilité ultime.

Nous parlons bien facilement de l'indépendance de nos banques centrales, mais en dernière analyse c'est le Gouvernement qui est responsable de la politique macroéconomique, et la politique monétaire fait partie de la politique macroéconomique, de sorte que le Gouvernement a certainement une part de responsabilité dans la politique monétaire. Il doit donc exister une saine coopération entre les gouvernements et les banques centrales, et des consultations doivent se tenir régulièrement entre le Gouverneur de la banque centrale et le Ministre des finances.

Deuxièmement, la tâche de la banque centrale doit être clairement définie et limitée à l'objectif de créer un environnement financier stable qui soit propice à un développement économique optimal. Notre position est qu'il faut réduire et limiter le pouvoir de la banque centrale à une seule fonction importante, et que cette fonction est de créer un environnement financier stable. Le pouvoir de la banque centrale est réduit pour rendre la politique monétaire plus efficace en fin de compte. La fonction de la banque centrale est de protéger la valeur de la monnaie.

Troisièmement, afin d'appliquer la politique monétaire, la banque centrale doit recevoir une autonomie suffisante pour être en mesure de prendre des décisions objectives sur les problèmes délicats de politique monétaire, comme le niveau des taux d'intérêt, les directives concernant la masse monétaire, la gestion des liquidités, et l'octroi de crédits aux banques.

Enfin, la banque centrale doit rendre compte au Parlement. Il pourra vous intéresser de savoir que, tandis que ce grand débat se tient dans le monde sur l'indépendance des banques centrales, notre gouvernement a trouvé utile d'inscrire dans la Constitution de la République d'Afrique du Sud une section spécifique sur les fonctions de la banque centrale, et je voudrais

vous en donner lecture. Ce texte, qui figurait dans la Constitution provisoire, a été inclus dans le texte définitif de la Constitution.

L'objectif premier de la Banque de réserve sud-africaine est de protéger la valeur de la monnaie, dans l'intérêt d'une croissance économique équilibrée et durable de la République. En s'efforçant d'atteindre son objectif premier, la Banque de réserve sud-africaine doit s'acquitter de ses fonctions en toute indépendance, sans crainte, favoritisme ni préjugé, mais la Banque et le membre du Cabinet responsable des questions financières nationales doivent tenir régulièrement des consultations.

La banque centrale travaille en liaison très étroite avec le Gouvernement, mais ne fait pas partie du Gouvernement. À tout le moins, elle ne peut être blâmée par le personnel politique pour des taux d'intérêt élevés et les politiques monétaires impopulaires appliquées de temps à autre.

En ce qui concerne le système bancaire, comme je vous l'ai déjà indiqué, l'Afrique du Sud a un secteur bancaire très développé avec une cinquantaine de banques actives dans le pays. Quels changements ont été introduits ces dernières années en ce qui concerne le secteur bancaire? D'abord, la législation bancaire a reconnu l'existence d'entreprises bancaires non structurées qui sont apparues au cours d'une longue période, surtout dans les communautés les moins développées du pays.

La loi sur les banques (Banks Act) a donc été amendée de manière à permettre à de nombreux clubs d'épargne non structurés de poursuivre leur activité, affranchis des contraintes que comportent normalement la réglementation et la supervision du secteur bancaire, mais du même coup, bien entendu, privés d'accès aux guichets d'escompte de la banque centrale. Avec une limite de 10 millions de rand de capital, il existe en Afrique du Sud des milliers de clubs d'épargne qui apportent une contribution importante à l'épargne nationale et qui échappent aux exigences restrictives de la loi sur les banques.

Deuxièmement, les institutions bancaires elles-mêmes ont adapté leurs propres politiques de manière à pouvoir participer davantage aux programmes nationaux de relèvement social, par exemple en concluant avec le Gouvernement un accord les obligeant à fournir chaque année un montant minimal aux logements à bon marché.

Troisièmement, la réglementation et la supervision bancaires ont été considérablement modifiées au cours des 10 dernières années, cela afin d'appliquer les directives du Comité de Bâle qui ont trouvé un large appui dans le monde. Si l'on souhaite attirer l'investissement étranger dans le pays, c'est l'une des exigences de base/principes de base qu'il convient d'appliquer à la réglementation et à la supervision bancaires.

Quatrièmement, l'Afrique du Sud s'est ouverte aux banques étrangères et les banques sud-africaines ont en revanche été autorisées à ouvrir dans de nombreux pays du monde des agences, filiales et bureaux de représentants. Aujourd'hui, outre les 35 banques nationales, plus de 10 agences ou filiales de banques étrangères sont actives en Afrique du Sud, de sorte que l'on arrive à une cinquantaine d'institutions bancaires.

En outre, une soixantaine de banques internationales ont des bureaux de représentants dans le pays, qui sont actifs pour le compte de leur siège ou de sociétés mères. Vous pourrez être intéressés d'apprendre que les banques sud-africaines ont ouvert au cours des trois dernières années 29 agences et filiales dans 13 autres pays africains.

Avec cette ouverture du secteur bancaire, le système bancaire sud-africain a sensiblement progressé. Il est trop tôt pour juger de l'effet de cette concurrence élargie sur ce système. Il y a toutefois certains signes qu'elle commence à resserrer les marges de profit des activités bancaires en Afrique du Sud.

Quelques mots sur les marchés financiers. L'Afrique du Sud a un marché monétaire bien développé, avec un marché interbancaire en bons du Trésor, en certificats de dépôt négociables, en acceptations bancaires, en effets de commerce et en mobiliérisation. Je ne veux pas m'étendre à l'excès sur le marché monétaire, car les plus importants changements intervenus durant les dernières années en Afrique du Sud concernent le marché financier.

Une réforme brutale s'est opérée l'an dernier à la Bourse de Johannesburg, quand le marché des actions a été séparé du marché des obligations afin de créer un marché spécialisé. Un système d'échanges par écran électronique a remplacé le système traditionnel des appels sur le plancher. Les sociétés et les non-résidents ont été autorisés pour la première fois à devenir agents boursiers. Des dispositions ont été prises concernant les commissions négociées et les échanges directs entre détenteurs de titres ou par l'entremise d'agents boursiers. Au cours des quelques dernières

années, un marché des produits dérivés s'est également créé, à l'origine sous forme de marché hors-cote, mais depuis la création de la SAFEX (South African Futures Exchange) de manière plus structurée. Le marché financier compte donc aujourd'hui un marché des actions, un marché des obligations et un marché des instruments financiers.

Ces réformes, s'ajoutant aux autres changements sociopolitiques et économiques survenus dans le pays, ont gonflé le volume des échanges sur les marchés financiers. Le montant représenté par les actions échangées à la Bourse de Johannesburg a dépassé 27 milliards de dollars É.-U. en 1996. Le volume total des échanges sur le marché des obligations a dépassé 700 milliards de dollars É.-U. et plus de 4 millions de contrats ont été négociés par l'intermédiaire de SAFEX. Le volume total des opérations sur les marchés financiers sud-africains était de l'ordre de 1 000 milliards de dollars É.-U.

Sur le marché des devises, d'importants changements ont également eu lieu, surtout en raison de l'élimination progressive du contrôle des changes. L'Afrique du Sud a un système de taux de change flottants où une trentaine d'agents de change autorisés fixent les cours des devises étrangères en régime de libre concurrence. Les taux de change sont donc déterminés par l'offre et la demande, tandis que la Banque de réserve intervient de moins en moins dans leur fixation.

De nouveau ici, la Banque de réserve limite progressivement sa participation au marché et s'occupe actuellement d'encourager la création d'un marché plus actif des changes à terme, en dehors de la banque centrale. Au cours des six derniers mois, le volume moyen des transactions quotidiennes sur le marché des changes sud-africain a été de 6,1 milliards de dollars É.-U.

En résumé, la politique de la Banque de réserve sur les marchés financiers sud-africains est de continuer à encourager l'évolution en cours et d'exercer une surveillance régulière. Mais la banque centrale réduit sa participation directe aux processus de mise en place de marchés. Ce principe s'applique aux marchés des changes ainsi qu'aux marchés financiers et nous envisageons à ce stade de retirer l'appui de la banque centrale aux émissions d'obligations du Gouvernement. Cette fonction sera transférée aux opérateurs privés.

Nous réduisons aussi le rôle de la banque centrale s'agissant de soutenir les cours des obligations du Gouvernement sur le marché financier. La réduction du pouvoir et du rôle de la banque centrale a pour objectif d'améliorer le fonctionnement des marchés.

Il existe en Afrique du Sud un système national bien développé de compensation et de règlement des paiements. Comme j'y reviendrai dans quelques minutes, je me borne ici à le mentionner. Nous travaillons à une nouvelle initiative visant à introduire une importante réforme de ce système national. En avril 1998, un nouveau système intégré sera introduit qui permettra le règlement immédiat des transactions importantes et le calcul quotidien du solde net des petites transactions.

Au centre du programme sud-africain de réformes financières se place une élimination progressive du contrôle des changes. Un contrôle des changes détaillé a été introduit en Afrique du Sud durant une longue période, de 1961 à 1993. Quand le Gouvernement d'unité nationale est venu au pouvoir en avril 1994, l'un de ses objectifs déclarés a été d'éliminer ce contrôle en totalité. L'Afrique du Sud n'avait cependant alors à peu près aucune réserve de devises étrangères à sa disposition pour y parvenir. La solution pragmatique adoptée a donc été de s'engager dans un processus d'élimination progressive du contrôle des changes.

Nous avons commencé par éliminer tous les contrôles des changes applicables aux non-résidents. Nous avons éliminé tous les contrôles des changes sur les opérations de comptes courants et nous relâchons progressivement les contrôles applicables aux résidents. Vous apprendrez avec intérêt qu'il y a 10 jours, dans son discours de présentation du budget, le Ministre des finances a annoncé que les sociétés sud-africaines pourraient faire sortir d'Afrique du Sud jusqu'à 50 millions de rand pour les investir dans des projets exécutés dans d'autres pays africains et que nos investisseurs institutionnels pourraient investir jusqu'à 2 % de l'augmentation annuelle de leurs fonds dans des actions cotées sur les bourses d'autres pays africains. Ces mesures entrent dans le processus d'élimination progressive du contrôle des changes.

Quelques mots sur la coopération financière régionale au sein de la SADC. Quand, en 1994, l'Afrique du Sud est redevenue une partie de l'Afrique, le personnel de la banque centrale a découvert avec stupeur que nous faisons effectivement désormais partie de l'Afrique, mais avec plus

de 50 autres pays. Il existe de nombreux accords de coopération régionale et financière.

Où nous insérons-nous alors que nous venons de l'extérieur, étant situés sur le continent africain, en Afrique, mais sans en faire partie? Quand l'Afrique du Sud est entrée à la SADC, dans le deuxième semestre de 1994, elle a reçu la tâche de gérer le protocole financier et d'investissement pour l'ensemble de la région. La SADC compte 12 pays membres dans la région de l'Afrique australe, dont la population totale est de 130 millions environ, en face des 40 millions de Sud-Africains. Ce fut pour nous une tâche très difficile que de gérer le protocole financier et d'investissement pour la région de la SADC.

Mes collègues et ministres des finances de la région de la SADC qui sont ici se souviendront combien il a été difficile de parvenir à un accord final pour instituer au sein de la SADC un comité indépendant des Gouverneurs de banque centrale. Le Comité des Gouverneurs de banque centrale s'est réuni un certain nombre de fois au cours des derniers 18 mois. On peut dire que ce comité aborde sa tâche par le bas, son attention étant actuellement centrée sur la coopération financière entre les systèmes financiers des 12 membres indépendants de la SADC.

Le Comité se préoccupe maintenant de créer les systèmes financiers internes des États membres, dans un cadre cohérent et compatible, qui préparera la voie à la coordination des politiques macroéconomiques à un stade ultérieur. Nous n'avons pas commencé à parler de l'intégration des politiques d'établissement des taux de change ou d'intérêt, ni des politiques fiscales.

Nous avons commencé par considérer les institutions à partir de la base. Le programme du Comité des Gouverneurs prévoit un échange d'informations sur les structures macroéconomiques et sur les changements économiques dans les pays membres. À cette fin, nous avons créé à la Banque de réserve sud-africaine une banque de données informatisée réunissant des statistiques financières et économiques de base sur chacun des pays membres de la SADC. Nous espérons que toutes les banques centrales participantes obtiendront bientôt un accès direct à cette base de données.

Deuxièmement, nous avons établi une base de données sur les fonctions de la banque centrale, concernant les responsabilités et relations

avec le gouvernement de chacune des banques centrales participantes. Nous publierons bientôt une étude détaillée sur les différences entre les structures de la banque centrale des 12 pays membres de la SADC.

Nous avons établi un programme de formation coordonnée destiné aux fonctionnaires des banques centrales. L'Institut de formation de la Banque de réserve sud-africaine offrira cette année trois cours spécialisés de trois semaines chacun sur la gestion d'une banque centrale, à l'intention des fonctionnaires des banques centrales des pays de la SADC.

Pour en venir à la coordination des politiques de contrôle des changes appliquées par les pays membres de la SADC, deux pays au moins ont déjà éliminé tous les contrôles de change et beaucoup d'autres sont en train d'éliminer progressivement les contrôles subsistants.

Une étude est menée sur la technologie de l'information dans chaque banque centrale. L'activité dans laquelle l'Afrique du Sud est engagée, qui consiste à réviser son système national de paiements, de compensations et de règlements, offre une occasion de planifier l'avenir et d'examiner les moyens d'introduire des systèmes compatibles et interchangeable dans la région, ainsi qu'une approche concertée sur les efforts menés pour réduire ou éliminer le blanchiment de l'argent et les activités bancaires illicites dans la région. La principale initiative vise à améliorer la qualité de la supervision et de la réglementation bancaires.

L'approche est en premier lieu centrée sur les institutions. Puis nous parlerons des marchés financiers dans la région. En troisième lieu, nous parlerons des conditions macroéconomiques de l'harmonisation des politiques monétaires et, en quatrième lieu, de l'intégration de ces politiques à un moment ultérieur.

Le Comité des Gouverneurs de la SADC fait fonction d'organe régional, mais s'intéresse aussi beaucoup à instituer des relations étroites avec des forums régionaux similaires de banques centrales dans le reste de l'Afrique, et à prendre d'autres initiatives analogues dans la région de l'Afrique australe.

Monsieur le Président,

Nous croyons que des institutions telles que la CEA peuvent sans doute jouer dans l'avenir un rôle très important s'agissant de rapprocher

des organismes régionaux pour qu'ils s'entretiennent de la qualité de nos réalisations concernant le développement du secteur financier dans chaque région. Je crois que les réformes financières introduites dans chacun des plus de 50 pays africains devraient nous conduire au deuxième niveau de coopération financière régionale, mais l'objectif ultime, comme on l'a déjà dit ce matin, doit être d'instituer un système financier sain, stable et fonctionnant bien pour favoriser le développement économique de l'ensemble de l'Afrique.

La CEA pourrait avoir bientôt pour importante fonction de coordonner à l'échelle du continent les réformes financières appliquées à l'intérieur des régions. Nous nous réjouissons vivement que l'occasion nous ait été offerte de participer à cette Conférence.

Je vous remercie.

3. M. Emmanuel Nana
Chef de Cabinet
Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest

Je vous remercie, Monsieur le Président

Permettez-moi d'abord, au nom de M. Charles Kona Bany, Gouverneur de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest, de rendre hommage au Secrétaire exécutif de la CEA qui s'est très opportunément efforcé de placer la finance au coeur des activités de développement pour notre continent. M. Amoako, soyez assuré que nous prenons acte de votre vision optimiste de l'avenir de l'Afrique. Sachez que vous obtiendrez toujours de la BCEAO l'appui nécessaire pour mener à bien vos nobles efforts.

Soyez assuré que le Gouverneur Bany aurait eu grand plaisir à assister lui-même à cette réunion, mais malheureusement, à son profond regret, des devoirs imprévus l'ont empêché de tenir son engagement envers vous.

Le grand honneur m'incombe de vous présenter, avec beaucoup moins de talent et d'éloquence, l'expérience de l'Union monétaire de l'Afrique de l'Ouest (UMAO) dans le domaine des réformes du secteur financier. Je demande l'indulgence de cette auguste assemblée pour l'inévitable brièveté de ma communication. J'ai l'intention d'étudier les réformes du secteur financier à l'intérieur de l'UMAO dans trois principaux

domaines : d'abord, les programmes qui ont été exécutés par l'Union; deuxièmement, un examen rapide des résultats; et, troisièmement, une tentative de tirer les enseignements de cette expérience.

En examinant les activités menées par l'Union depuis 1989 en ce qui concerne les réformes du secteur financier, il faut dire qu'elles comportaient un ajustement inévitable, compte tenu de la mondialisation de l'économie, de la situation financière difficile dans laquelle se trouvait le système bancaire de l'Union, et des aménagements requis. Avec l'aide du FMI et de la Banque mondiale, ces aménagements se sont traduits par une gestion économique plus libérale et plus souple.

Comme l'a déjà le docteur Stals, la politique monétaire fait partie de la politique macroéconomique globale et doit aussi s'ajuster aux mouvements et changements observés dans les autres secteurs de la macroéconomie. C'est pourquoi nous avons conduit les réformes du secteur financier depuis 1989 avec deux objectifs principaux.

Le premier objectif était de renforcer la capacité de gestion des entreprises, d'innover, de prévoir l'avenir et de procéder aux aménagements requis par l'environnement mondial. Par exemple, dans le domaine de la formation, nous avons un centre de formation qui non seulement assure la formation du personnel de la Banque mondiale, mais aussi forme le personnel administratif des services financiers et économiques, aussi bien que le personnel du système bancaire. CESAG, l'Institut de gestion de Dakar, forme à la gestion des entreprises publiques. À mon avis, c'est là un point très important parce que la formation est la clef de la solution des problèmes de l'Afrique.

Le deuxième objectif est de renforcer la contribution du secteur financier au financement de l'activité économique, et j'exposerai en détail les mesures prises à quatre fins : premièrement, donner au système financier un sentiment de sécurité; deuxièmement, moderniser la gestion monétaire et bancaire; troisièmement, améliorer les systèmes et moyens de paiement; et, enfin, diversifier et approfondir le secteur financier, toujours avec l'objectif d'encourager le financement de l'économie.

En ce qui concerne la sécurité du système bancaire, cet objectif a été poursuivi de plusieurs manières, le plus important étant la restructuration du système bancaire, en étroite collaboration avec le FMI et la Banque mondiale et à un coût voisin de 8 milliards de francs CFA. Pour restructurer

le système bancaire, nous avons mis en place un programme novateur de consolidation des prêts dans le système bancaire sur une période de 15 ans, avec un délai de grâce de trois ans, à un taux d'intérêt de 3 %.

Cette consolidation nous a permis de fournir au système bancaire des instruments de prêt plus ou moins négociables, en tant que moyen de placement automatique des excédents de numéraire dans l'avenir. Parmi les autres mesures prises pour améliorer la sécurité du système bancaire, il faut citer la modernisation des textes législatifs régissant le secteur et l'adoption de réglementations inspirées par la prudence. Les textes législatifs et les réglementations actuellement en vigueur dans les pays de l'Union sont proches des normes internationales.

Nous avons aussi mis l'accent sur la réforme du secteur des assurances et de celui des fonds de prévoyance. Cela implique des mesures qui ne peuvent être gérées par la banque centrale seule, mais seulement en collaboration avec la zone franc, et qui ont conduit à l'application de traités dans les secteurs des assurances et des fonds de prévoyance.

Toutes ces activités n'ont pas empêché la banque centrale de se considérer comme un créancier de dernier ressort. Ceci conduit à poser la question très délicate des moyens d'assurer la sécurité du système bancaire, car la banque centrale est le dernier recours; mais, d'autre part, vous connaissez toutes les théories du risque moral associé à la mise en place de mécanismes de sauvetage dont les systèmes bancaires savent qu'ils se mettront automatiquement en marche. De là l'intérêt d'assurer la sécurité du système bancaire en trouvant des formules qui ne joueront pas automatiquement. Le principe à suivre en la matière devrait être de laisser une institution disparaître si elle ne peut se maintenir au niveau exigé par l'ensemble du système financier.

En ce qui concerne le deuxième aspect, nous avons renforcé le contrôle de l'activité bancaire. La libéralisation est inconcevable sans renforcement du contrôle. L'UMAO a créé une commission bancaire supranationale, qui a l'autorité d'appliquer des sanctions à chacun des États membres de l'Union.

J'en viens maintenant à la modernisation de la gestion monétaire et bancaire dans un environnement de marchés financiers mondialisés. Nous avons cherché à mettre en oeuvre des instruments de nature à améliorer la transparence du marché et à introduire plus de souplesse dans les opérations

monétaires. Je n'insisterai pas sur les changements qui ont eu lieu avant que nous ayons réussi à créer des mécanismes de gestion de la politique monétaire conformes aux instruments du marché. Vous savez que la réglementation par des méthodes indirectes comporte le recours à une politique des taux d'intérêt, l'institution d'un système de réserves obligatoires, enfin le recours aux marchés monétaires et à une politique d'"open market".

Permettez-moi d'insister sur la politique d'"open market" et sur l'extrême difficulté que nous avons eue, en tant que banque centrale, à la gérer dans nos pays respectifs. Les dépôts de valeurs négociables n'ont pas atteint un volume suffisant et il importe de l'augmenter dans ce cadre. L'apparition de marchés financiers améliorera utilement l'efficacité de la politique monétaire et des opérations d'"open market" dès le moment où nous commençons à promouvoir les valeurs négociables sur le marché, dans les entreprises, les systèmes bancaires et auprès des gouvernements.

Les principaux acteurs de la création des marchés financiers et des politiques d'"open market" ont été les gouvernements, parce que les valeurs d'État étaient surtout liquides. Malheureusement, dans nos pays, les difficultés budgétaires nous obligent à affronter le problème de décider ce qui est de nature à produire une politique d'"open market" vraiment efficace.

Le troisième aspect que j'aborderai est celui de la modernisation des systèmes et moyens de paiement. L'objectif a été d'améliorer d'abord les systèmes de paiement, en assurant la croissance rapide des réglementations bancaires. Cela implique des systèmes de paiements interbancaires. Cela implique aussi qu'il existe un système interbancaire régional qui opère avec des instruments normalisés.

En l'espace de deux à trois ans, car c'est là un domaine extrêmement complexe, nous espérons y parvenir. D'abord, nous avons convenu d'harmoniser nos systèmes de comptabilité bancaire; ensuite, nous avons centralisé les instruments de paiement; enfin, mais ce n'est pas le moins important, nous avons procédé à l'harmonisation des systèmes de comptabilité des entreprises. C'est là un point très important car cette harmonisation permettra d'utiliser les mêmes éléments dans une analyse normalisée de la situation des entreprises, donnant au système bancaire un outil fiable pour évaluer leur performance financière, ce qui devrait l'aider dans le financement des entreprises.

Enfin, nous avons diversifié et approfondi le système financier par trois moyens essentiels. Premièrement, nous créons un marché financier régional, mais je n'insisterai pas sur ce point car une séance sera consacrée aux marchés financiers. Deuxièmement, nous avons pour objectif de promouvoir la naissance d'institutions de secours mutuel, ainsi que de coopératives d'épargne et de crédit adaptées aux besoins en la matière des groupes les plus défavorisés, dans les zones tant urbaines que rurales.

À cette fin, nous avons stipulé des réglementations précises quant à leurs profits et nous avons aussi mis en route deux projets pour leur venir en aide. L'un facilite la réglementation des institutions de secours mutuel et des institutions d'épargne et de crédit, avec l'assistance financière et technique du Canada, et le deuxième fournit une assistance technique aux services de gestion de ces institutions, avec l'aide de l'Organisation mondiale du Travail (OIT).

Il est évident que l'avenir de l'Union est fondé sur la création de petites et moyennes entreprises. Le système bancaire actuel, c'est-à-dire le système bancaire traditionnel, n'est pas armé pour répondre à ces besoins en matière d'épargne et de crédit. Il est absolument nécessaire de continuer à promouvoir des institutions à cette fin, en intégrant petit à petit le secteur non structuré.

Toutes ces activités sont exécutées en collaboration avec la Banque de développement de l'Afrique de l'Ouest, l'Organisation des Nations Unies, et la Banque mondiale dans le secteur du microcrédit. Je crois que c'est l'un des projets actuels de la Banque mondiale qui a reçu une priorité absolue dans le cadre de l'appui au secteur financier.

Mon deuxième point, après avoir brièvement examiné les activités conduites depuis 1990, consiste à vous dire quels ont été les résultats obtenus dans les systèmes bancaires. Tous ceux qui connaissent l'Union doivent admettre que les liquidités et la sécurité du système ont été restaurées. Le taux d'investissement intérieur, qui était de 13,4 % du PIB en 1990, était passé à 16,7 % en 1996. En même temps, le taux de l'épargne intérieure est passé de 5,7 % du PIB en 1990 à 12,9 % en 1996. La part des institutions mutuelles d'épargne et de crédit, mentionnée ci-dessus, dans l'épargne totale de l'Union est passée de 0,7 % en 1990 à 1,3 % en 1996. Au cours de la même période, leur part du crédit est passée de 0,2 à 0,9 %.

Nous avons une performance peu satisfaisante dans le secteur de l'intégration économique, car la part des échanges intracommunautaires dans le volume total des échanges de l'Union ne s'est pas élevé au-dessus du taux habituel de 10 %, malgré tous les efforts. À titre de mesure de soutien, nous avons facilité l'assouplissement du contrôle des changes. C'est l'Union qui autorise les paiements courants et l'investissement étranger sur le territoire des pays membres, ainsi que le rapatriement des revenus des transactions et du capital.

L'autre point, sur lequel nous ne sommes pas allés aussi loin que l'Afrique du Sud, est celui de la levée des contrôles sur les mouvements de capitaux, s'agissant notamment d'autoriser l'investissement à l'étranger et par les résidents à l'étranger. Sur ce point, nous sommes prudents, car notre compte courant est structurellement déficitaire, ce qui veut dire que nous n'avons pas assez de ressources pour couvrir les besoins de la population. On ne peut faire cette déclaration et, simultanément, prendre les dispositions voulues pour exporter les ressources nationales et dire qu'il faut contrôler les investissements des résidents à l'étranger.

C'est très important. Les institutions de Bretton Woods devraient avoir soulevé une question ce matin durant le débat sur le problème de la dette et l'insuffisance des ressources des pays africains; je veux parler de l'immense problème de la fuite des capitaux africains. Je ne crois pas qu'il soit sage d'officialiser cette fuite.

Je n'ai pas encore soulevé la dernière question, celle des enseignements à tirer. Les réformes du secteur financier doivent faire l'objet d'un suivi régulier pour donner l'assurance que les objectifs sont en voie de réalisation. Pour y parvenir, comme nous l'avons essayé depuis 1989, un dialogue permanent doit se tenir entre les diverses parties, c'est-à-dire les gouvernements, le système bancaire, les épargnants, les investisseurs institutionnels et les emprunteurs.

Deuxièmement, le processus n'est jamais achevé. Il faut maintenir une vigilance constante, afin de s'adapter aux changements rapides de l'environnement international et à l'évolution des pratiques bancaires. Troisièmement, la libéralisation implique un meilleur suivi et une surveillance renforcée. Quatrièmement, il faut promouvoir les conditions d'une concurrence réelle entre les composantes du secteur financier.

Enfin, nous pensons que l'un des secteurs d'activité les plus importants en Afrique est la mise en place d'une infrastructure statistique et analytique, tant au niveau des banques centrales qu'à celui des États eux-mêmes. Il n'est pas possible de conduire une politique financière et économique saine, de faire des prévisions, d'édifier une stratégie, sans données statistiques économiques et financières fiables et disponibles rapidement.

Monsieur le Président, afin de ne pas prendre trop de temps, je souhaite m'arrêter ici.

Je vous remercie.

4. M. Benno Ndulu
Directeur exécutif
Consortium pour la recherche économique en Afrique

Monsieur le Président,
Messieurs les Ministres et les Gouverneurs de banque centrale,
Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi de saisir cette occasion d'exprimer notre gratitude au docteur Amoako, Secrétaire exécutif de la CEA, et à la CEA elle-même, qui permettent aux chercheurs de se faire entendre; je suis ici en particulier pour représenter les chercheurs qui, au cours des dernières années, ont examiné les problèmes liés aux réformes du secteur financier; mon intervention s'inspire largement de deux sources. La première est la série d'études qui couvrent huit pays en détail, y compris les processus de réforme, et un plus grand nombre de pays, environ 43, selon une démarche davantage intersectorielle, études qui nous ont permis de tirer à nouveau certaines conclusions générales sur les réformes du secteur financier. Deuxièmement, je m'inspire aussi de quelques aperçus qui dérivent de ma participation à d'autres titres que ma fonction actuelle. Ce qui suit combine donc l'apport de deux aspects de mon activité.

Je souhaite articuler mon intervention en trois parties, comme l'a fait l'orateur précédent. Premièrement, je mettrai l'accent sur les objectifs et mesures clefs liés aux réformes du secteur financier en Afrique subsaharienne; deuxièmement, j'offrirai une évaluation très rapide de la qualité des résultats que nous avons atteints concernant ces objectifs;

troisièmement, je m'attarderai un peu plus longtemps sur certains des nouveaux problèmes que nous devons encore aborder, sur la base de notre expérience passée.

Permettez-moi de commencer par ce qui a été le coeur de la réforme du secteur financier dans les pays d'Afrique subsaharienne. J'identifie ici cinq grands objectifs et domaines d'action, que je me bornerai à mentionner rapidement avant d'y revenir plus tard en évaluant les progrès réalisés.

Le premier objectif était de mobiliser l'épargne intérieure et de l'acheminer vers les utilisateurs potentiels les plus efficaces. Nous avons entendu parler du problème des faibles taux d'épargne qui sont encore habituels dans la région, et les réformes du secteur financier étaient dans ce cas plus particulièrement destinées à augmenter l'épargne privée ou l'épargne intérieure. La principale mesure adoptée dans le cadre de ces réformes visait à augmenter l'épargne en limitant la répression financière, c'est-à-dire en assurant aux épargnants une meilleure rentabilité de leurs économies et aussi en élargissant la gamme des options qui leur sont ouvertes. Auparavant, l'autre solution à laquelle les épargnants recouraient le plus volontiers était de garder leur argent placé dans des biens immeubles.

Le second objectif est de renforcer la fonction d'intermédiation; en particulier celle des banques et des institutions autres que bancaires, afin que, une fois de plus, les fonds puissent être acheminés efficacement des épargnants aux utilisateurs productifs de ces ressources. Cette ligne d'action particulière était motivée en partie par la performance extrêmement faible des prêts bancaires dans de nombreux pays de la région. Pour l'ensemble de la région, les prêts à fonds perdus ont été évalués en 1992 à une proportion comprise entre 40 et 60 % du montant total des prêts. Il y avait donc une raison bien nette d'agir sur ce deuxième point, qui était d'assurer la sécurité des dépôts, et on ne pouvait y parvenir qu'en veillant à ce que l'argent mobilisé par les banques soit utilisé de manière sûre, et aussi plus rentable.

Maintenant, pour traiter de ce problème, les réformes du secteur financier ont été axées sur les points suivants :

- Abolition des contrôles du crédit;
 - Libération des taux d'intérêt;
-

- Renforcement de la supervision bancaire;
- Amélioration de l'infrastructure financière, y compris des pratiques d'audit et de comptabilité;
- Renforcement de la capacité des banques centrales et de leur mandat de supervision.

Le troisième objectif clef de la réforme du secteur financier était de diversifier la gamme des instruments financiers accessibles tant aux épargnants qu'aux investisseurs. Cela a été réalisé grâce à une ouverture de l'"open market" aux bons du Trésor aussi bien qu'aux acceptations bancaires. Un autre instrument clef a été le renforcement des marchés d'actions. Nous en entendrons parler davantage demain, mais le principal objectif était d'élargir la base de la concurrence dans le secteur financier, pour ainsi dire au-delà des banques, et aussi de fournir une source fiable de financement à long terme aux producteurs et aux investisseurs. Enfin, un autre objectif des réformes du secteur financier a été de tirer parti de l'efficacité de la politique monétaire.

Les mesures avaient une double portée. Un objectif était de recentrer les fonctions clefs des banques centrales sur leur rôle d'autorités monétaires responsables en premier lieu d'assurer la stabilité de la monnaie locale et le niveau général des prix. Cela impliquait dans une large mesure le renoncement à leur rôle de financer le développement, qui était celui de la plupart des banques centrales avant les réformes. Le deuxième objectif était d'opérer une transition d'un contrôle monétaire direct à un contrôle monétaire indirect et le principal moyen utilisé ici a été de s'en remettre aux opérations d'"open market", notamment à l'usage d'effets du Gouvernement et de la banque centrale.

Maintenant, jusqu'à quel point avons-nous réussi à atteindre ces objectifs?

Premièrement, le succès le plus rapide découlant des réformes a été de limiter sensiblement la répression financière. Dans un certain nombre de pays, les épargnants ont réalisé des gains positifs, et non plus négatifs comme ils l'étaient auparavant parce que le taux d'intérêt était inférieur au taux d'inflation. À la fin de 1995, deux pays seulement fixaient encore les taux d'intérêt, au lieu de près de 33 auparavant. Le nombre des pays qui avaient complètement libéré les taux d'intérêt est passé de six avant le

début des réformes à 21 à la fin de 1995. De même, les contrôles du crédit ont disparu de tous ces pays, à l'exception de deux. Dès le début, la libéralisation du secteur financier s'est fortement affirmée.

Le second succès que je voudrais mentionner ici est lié à un glissement sensible du régime de propriété, sous l'effet des efforts délibérés menés pour libéraliser et privatiser le secteur bancaire. Le nombre de banques dont le Gouvernement détenait la majorité du capital était tombé à 76 en 1992, contre 106 en 1982. Le nombre de banques exemptes de toute participation gouvernementale avait presque doublé, passant de 60 à 115. Bien que les banques d'État occupent encore une place prééminente, on voit s'affirmer vigoureusement une nouvelle tendance : les banques privatisées jouent un rôle beaucoup plus important.

Mais il y a deux impacts négatifs que je veux aussi mentionner. Premièrement, les réformes ont eu beaucoup moins de succès s'agissant de rétablir la solvabilité des banques d'État et d'assurer leur financement à long terme. Comme je l'ai dit plus haut, le taux des prêts à fonds perdus reste encore très élevé pour l'ensemble de la région et les prêts sont encore surtout à court terme. Le service fourni est encore d'ampleur très limitée, ne représentant dans certains pays que 5 % du PIB. Dans d'autres pays, cette proportion est allée jusqu'à 40 %.

Le deuxième aspect négatif a été qu'un marché financier n'a pris forme que très lentement. Le marché est fragmenté, et les marchés financiers non structurés y jouent un rôle prééminent. Dans certains pays, le montant des prêts du marché non structuré est près de trois fois supérieur à celui des prêts octroyés par les institutions officielles. Leur volume a en fait augmenté dans cinq des pays étudiés.

Les données conduisent donc à penser qu'il est nécessaire de prêter plus d'attention qu'on ne l'a fait auparavant, dans les programmes de réforme, à la présence d'un vaste secteur financier non structuré.

Quels grands problèmes restent à aborder?

Laissez-moi conclure en mentionnant cinq problèmes qui se dégagent de ce qui précède. Le premier grand problème qui exige une attention immédiate, sur les plans théorique et pratique, est que des banques d'État qui fonctionnent mal et sont souvent insolubles continuent d'occuper une place prééminente. Dans un grand nombre de cas, le seul volume de leurs

activités compromet effectivement l'efficacité du secteur bancaire, en raison du fait du coût élevé de l'intermédiation et de la structure très médiocre des avoirs de ces banques, qui font monter le coût des services pour les épargnants comme pour les investisseurs. Je sais que de nombreux pays se sont efforcés soit de les restructurer, soit de les vendre par morceaux ou globalement. Généralement, le problème tient à ce qu'une restructuration effective coûterait trop cher au gouvernement, ou à ce que les propositions faites aux acheteurs ne sont pas suffisamment attirantes. C'est là un problème qu'à mon avis un certain nombre de pays devront affronter. En fin de compte, le seul moyen d'attirer des acheteurs potentiels sera probablement d'améliorer l'infrastructure financière de ces banques et la structure de leurs avoirs. C'est là un autre point qui, je pense, nécessite un peu plus de débats et de réflexion.

Le deuxième problème réside dans la contraction des secteurs desservis par les services bancaires dans les pays intéressés, surtout au détriment des zones rurales, parce que le processus de restructuration des banques d'État a comporté une réduction des effectifs du personnel. Ce sont les services bancaires destinés aux particuliers, dont l'aire de prestations se réduit, qui sont ici les plus affectés. C'est pourquoi il n'y a pas eu de solution de rechange viable au microfinancement. Cet état de choses souligne l'urgence de développer ces solutions de rechange parallèlement à la restructuration des banques.

Le troisième problème, extrêmement troublant et récemment apparu, tient à la persistance de taux réels élevés de prêt, même alors que les taux de dépôt diminuent avec l'inflation. Le résultat de cet état de choses est que les bénéfices du contrôle de l'inflation ne profitent pas aux investisseurs potentiels, comme le montrent clairement l'écart entre les taux de prêt et de dépôt dans un certain nombre de pays et les profits très élevés des banques privées au cours des deux ou trois dernières années. Le problème tient en partie à l'inefficacité, déjà mentionnée, des banques d'État qui occupent le premier rang. Elle offre de larges possibilités aux banques privées, plus efficaces, de réaliser des superprofits.

Le quatrième problème tient au manque de compétition dans le secteur, comme je l'ai déjà dit, et au risque élevé des prêts aux activités productives, par comparaison au risque moindre et à la meilleure rentabilité des titres d'État dans la catégorie des valeurs à court terme. La solution résidera dans une compétition plus intense et dans une limitation des besoins

d'emprunt du secteur public, de sorte que les titres d'État à court terme cesseraient de rapporter un intérêt élevé.

Le dernier problème sur lequel je souhaite mettre l'accent est la prééminence des prêts à court terme dans les activités du secteur bancaire, surtout quand les banques de développement s'effondrent, laissant une immense lacune dans la mise en place d'un système de financement à long terme. Pour aggraver la situation, la poursuite des intérêts de durée limitée par les institutions d'épargne, comme caisses de pensions et sociétés d'assurance, a restreint l'accès des investisseurs privés à ces fonds. Bien entendu, ces types de fonds se sont récemment ouverts davantage au secteur privé. Il importe toutefois que les pays intéressés finissent par trouver des solutions de remplacement pour combler ces lacunes.

Permettez-moi de terminer ici, Monsieur le Président, en me bornant à souligner que le côté positif des réformes est extrêmement solide. En mettant l'accent sur les grands problèmes à affronter, j'ai voulu en fait porter un jugement d'ensemble positif et c'est ainsi qu'il faut le comprendre.

Je vous remercie.

5. S. E. M. Mohammed Hama
Ministre chargé des affaires économiques
Ministère des finances du Maroc

Monsieur le Président,
Chers collègues,
Messieurs les Ambassadeurs,
Mesdames et Messieurs,

Je voudrais, si vous le permettez, donner un bref aperçu des récentes réformes du secteur financier marocain et vous fournir des données beaucoup plus récentes que celles qui figurent dans le rapport distribué aux experts sur les leçons tirées de l'expérience des réformes du secteur financier dans les pays d'Afrique du Nord.

Mesdames et Messieurs,

Au début des années 80, le Maroc a, comme d'autres pays, traversé une phase économique et financière particulièrement difficile. L'instabilité

des taux internationaux de change et d'intérêt et l'augmentation des prix de l'énergie ont été parmi les principaux facteurs à l'origine de cette situation. De telles difficultés ont mis en évidence un certain nombre de goulets d'étranglement qui rendent difficiles une mobilisation et une utilisation efficaces des ressources économiques. Il est donc nécessaire de rétablir la viabilité macroéconomique de ces pays, ainsi que de réduire le déséquilibre des principaux agrégats économiques.

Au début des années 80, le Maroc a connu des déficits budgétaires et de la balance des paiements supérieurs à l'équivalent de 10 % du PIB. Le taux d'inflation a atteint jusqu'à 12 %. La dette extérieure augmentait rapidement et les réserves nationales sont presque tombées à zéro. Pour corriger ces déficits, le Maroc a signé avec le Club de Paris, en octobre 1983, son premier accord de rééchelonnement de la dette, suivi par d'autres entre 1985 et 1992. Le montant total de la dette rééchelonnée par l'entremise du Club de Paris a atteint 6,9 milliards de dollars É.-U.

Les créanciers commerciaux du Club de Londres ont restructuré un montant total de 3,6 milliards de dollars É-U par trois accords successifs de rééchelonnement. Ces rééchelonnements ont considérablement soulagé la balance des paiements et facilité l'ajustement structurel, avec un effet particulièrement sensible dans les finances publiques, la politique commerciale, les opérations de change, la gestion des entreprises publiques et le développement du secteur financier, qui se sont l'un et l'autre améliorés. Les efforts consacrés à la stabilisation macroéconomique ont apporté des résultats extrêmement encourageants.

En fait, le déficit de la balance des paiements courants a été ramené à son niveau actuel de 2 à 3 % du PIB. L'inflation a également reculé et son taux ne dépassait pas 3 % en 1996, contre 6 % en 1994 et 5 % en 1995. Les réserves de devises ont été reconstituées et couvrent actuellement plus de six mois d'importations de biens et services. Le fardeau de la dette et du service de la dette a été sensiblement réduit. En 1996, le ratio dette/PIB était de 60 %, le ratio service de la dette/revenu d'environ 25 %, soit une diminution de moitié par rapport aux chiffres des années 80. L'amélioration de ces ratios a permis au Maroc de ne plus recourir aux rééchelonnements de la dette et de centrer ses efforts sur la convertibilité de sa devise nationale. Ces résultats macroéconomiques ont aidé à redonner confiance aux partenaires économiques et financiers du pays et ont ouvert la voie à un approfondissement des réformes dans des domaines clefs de l'économie.

Pour préserver ces résultats, il faut adapter progressivement la réforme du secteur financier au processus de libéralisation et de modernisation, et faire progresser le processus d'ajustement structurel. Les nombreuses réformes introduites dans ce domaine visent à favoriser la concurrence entre les intermédiaires financiers, créant de meilleures conditions de mobilisation de l'épargne et débouchant sur une affectation des ressources bien plus efficace. Par exemple, les restrictions de crédit ont été abandonnées en 1991. Les règlements financiers ont été modernisés et adaptés aux normes internationales, une nouvelle législation bancaire visant à introduire des normes plus exigeantes dans la profession a été adoptée en 1993. Le système bancaire marocain comprend 17 banques commerciales et d'affaires et trois institutions financières spécialisées. Sur les 17 banques commerciales et d'affaires, 14 sont entièrement privées et les trois banques dont le Gouvernement détient une part du capital sont en voie de privatisation.

En juin 1996, des marchés de change interbancaires ont été établis afin d'élargir la gamme des activités bancaires, de préparer les banques à plus d'ouverture sur le monde extérieur et de les familiariser avec la gestion des risques. Aujourd'hui, le processus de libéralisation du régime d'échange, qui débouche sur la pleine convertibilité de la monnaie nationale, est presque achevé. Seule subsiste l'obligation pour les résidents nationaux de demander une autorisation pour effectuer des transactions monétaires. Comme prévu, la création d'un marché hypothécaire a reposé sur les avoirs de ses premiers garants.

Le marché d'actions a été aussi modernisé et agrandi en 1993, avec un réaménagement de sa gestion, qui fut confiée à une société privée, et de l'intermédiation du marché lui-même, qui fut assurée de 1993 à 1995 par une douzaine de sociétés privées spécialisées. Un office du marché d'actions, conseil garant des procédures à suivre dans le transfert des actions, a été institué afin de superviser la protection de l'épargne publique. Le cadre juridique institué régissait les opérations de transfert de titres, avec l'objectif d'élargir l'accès du public à ces marchés. Des titres de prêts négociables ont été institués en 1995 pour soutenir le marché monétaire.

Ces titres comprenaient des certificats de dépôt bancaire, des parts de sociétés de financement et des bons du Trésor. Toutes les mesures prises, qui visaient à soutenir la situation des sociétés cotées et à intégrer le Maroc dans l'indice mondial des pays en voie de décollage, ont

considérablement amélioré la performance des actions à la Bourse de Casablanca. La capitalisation du marché des actions a progressé à partir de 49 % en 1996, représentant la même année 24 % du PIB contre 14 % en 1994. Les investissements de portefeuilles étrangers ont doublé en 1996, dépassant 1,7 milliard de dirhams (1 dollar É.-U. = 1,9 dirham). D'autre part, le financement du Trésor a été réajusté. L'objectif était de limiter l'impact de la place considérable qu'occupait désormais le secteur privé et de faciliter la libéralisation des taux d'intérêt.

La fiscalisation des bons du Trésor depuis 1994 a permis d'harmoniser le mode de calcul des taxes. Le montant des bons du Trésor que les banques sont tenues de détenir a été limité à 10 % de leurs avoirs, et cette règle sera abolie à la fin de 1997. En outre, nous sommes en train d'instituer des mécanismes de gestion de la dette qui répondent à plusieurs objectifs :

- Réduire le coût financier du service de la dette;
- Rééchelonner sans heurts au long des années le principal de la dette;
- Mettre en place des mécanismes de conversion de la dette pour racheter l'investissement et refinancer la dette.

Le Maroc a obtenu une conversion d'une partie de sa dette envers la France et l'Espagne et procède actuellement à des démarches similaires auprès de l'Allemagne et de certains pays nordiques. En outre, le processus de classement de notre pays est en cours en 1997, et la dette du Maroc a été évaluée et est actuellement négociée sur le marché international secondaire à des cours qui ont atteint 85 %.

Mesdames et Messieurs,

Pour réaliser une croissance plus robuste et plus durable, nos pays doivent en priorité s'efforcer d'accroître leur épargne. Le Maroc a été privilégié à cet égard, de quatre manières : consolidation des finances publiques afin d'accroître l'épargne budgétaire et de limiter les besoins de financement de l'État; développement du secteur financier; création d'incitations à l'autofinancement destinées aux entreprises, sous forme de dispositions fiscales avantageuses; et, enfin, apparition d'une épargne institutionnelle. Ce dernier aspect constitue l'une des bases les plus importantes de la réforme dans nos pays.

En fait, nous considérons que le développement de l'épargne interne devrait avoir un effet favorable sur l'épargne externe, tant celle des Marocains qui résident à l'étranger que celle des étrangers non-résidents. À cet égard, je constate qu'une situation macroéconomique plus saine et stable et un système financier moderne, compétitif et diversifié sont des atouts incomparables pour attirer un financement extérieur non générateur d'endettement.

Mesdames et Messieurs,

Les quelques remarques qui précèdent sur l'expérience marocaine se rapportent au thème de notre rencontre. Avant cette expérience, je me réjouissais de dire que, depuis 1993, notre continent avait vu une reprise de la croissance. Celle-ci était évaluée à 5 % en 1996. Bien que l'éclaircissement de la conjoncture internationale ait contribué à ces résultats, ils sont avant tout le fruit des efforts et des sacrifices consentis par nos pays, qui appliquent énergiquement des réformes économiques et structurelles coûteuses, mais inévitables.

De son côté, la communauté internationale a été invitée à prêter plus d'attention aux besoins de notre continent en matière de développement et aux problèmes spécifiques qu'affrontent un certain nombre de nos pays. À cet égard, la communauté internationale mérite des éloges pour l'initiative lancée par le FMI et le Comité du développement de la Banque mondiale, à laquelle le Maroc a activement participé afin d'obtenir un allègement de la dette pour les pays pauvres lourdement endettés.

La mise en oeuvre de cette Initiative HIPC, dont nous espérons qu'elle sera élargie pour inclure davantage de pays, notamment certains pays à revenu intermédiaire, est susceptible de ramener l'endettement de bon nombre de pays africains à un niveau acceptable, leur permettant ainsi de poursuivre une croissance durable.

Je vous remercie.

B. Résumé des débats

Durant la table ronde consacrée au thème "Réformes du secteur financier en Afrique : réalités, problèmes et enseignements tirés des expériences de pays", la Conférence a noté que le nouveau climat mondial

des marchés financiers et d'investissement offre aussi bien des difficultés que des perspectives au développement de l'Afrique. La capacité des pays africains de créer des marchés financiers viables et de réformer leurs secteurs financiers est l'une des conditions clefs qui leur permettra de tirer parti des perspectives ouvertes par la mondialisation et la libéralisation des marchés financiers. Le renforcement de leurs secteurs financiers devra être un aspect de ce processus. Jusqu'à présent, les structures financières de la plupart des pays africains demeurent généralement faibles en dépit des efforts faits par plusieurs pour réformer ces secteurs. En outre, les pays africains demeurent vulnérables à d'amples fluctuations des taux de change, tandis que leurs monnaies sont faibles face aux monnaies convertibles.

Sur cette toile de fond, la Conférence a délibéré sur les réformes en cours du secteur financier en Afrique, dans le cadre général des programmes de réforme économique en voie d'exécution dans la région; examiné les problèmes que rencontrent les pays africains pour concevoir, formuler et appliquer de telles réformes; et mis en commun les expériences et les meilleures pratiques des différents pays dans leur application.

On a souligné le rôle crucial du secteur financier s'agissant de mobiliser les moyens nécessaires au développement. On a indiqué qu'un secteur financier efficace et dynamique est indispensable pour atteindre et maintenir des taux élevés de croissance et de développement durable. L'avantage que représente un secteur financier viable dépasse la contribution qu'apporte ce secteur à la mobilisation des ressources domestiques, car il met l'économie en mesure de capter des ressources externes. Le rôle crucial du secteur financier appelle une identification soigneuse des principales parties, des mécanismes de transmission de leurs décisions et de leur impact sur les autres agents et secteurs économiques, et de la nature du mécanisme régulateur, cela afin d'assurer l'équilibre nécessaire entre contrôle et efficacité.

1. Réformes du secteur financier en Afrique

La Conférence a observé qu'au cours de la dernière décennie, plus de 32 pays de l'Afrique subsaharienne avaient poursuivi des réformes de leur secteur financier. Ces réformes se sont placées dans le cadre d'un effort plus vaste pour consolider la croissance, améliorer l'efficacité de l'emploi de leurs maigres ressources et catalyser une transition vers une économie de marché. Les réformes du secteur financier visaient à mobiliser l'épargne domestique et à les canaliser vers des utilisateurs plus efficaces,

de manière à élargir la capacité productive de l'économie. On a remarqué que le taux moyen d'épargne intérieure de la région, qui était de 16 % en 1994, est trop faible pour soutenir un développement durable. En conséquence, beaucoup des réformes appliquées par les pays africains visaient à intensifier la mobilisation de l'épargne, à réduire la répression financière en relevant le taux d'intérêt réel de l'épargne et à élargir la gamme des options susceptibles d'intéresser les épargnants.

Le deuxième grand objectif de ces réformes est d'améliorer le mode d'affectation des ressources à investir. La faiblesse des structures initiales a très souvent contraint les banques à faire appel à un financement extérieur fort coûteux pour consolider leur base de prêts. Afin de résoudre ces problèmes, les réformes du secteur financier ont normalement visé à libérer les taux d'intérêt et à renforcer la supervision bancaire (y compris le suivi de la performance), afin de garantir la sécurité des dépôts, d'améliorer l'efficacité de l'intermédiation financière et d'encourager une confiance très nécessaire dans les institutions financières actives en Afrique. Il s'agissait notamment d'améliorer l'infrastructure financière et les pratiques bancaires (audit, comptabilité, divulgation de la performance des établissements au public) et de renforcer le mandat et la capacité de supervision des banques centrales.

Le troisième objectif clef des réformes du secteur financier avait été de diversifier l'éventail des instruments financiers offerts tant aux épargnants qu'aux investisseurs. Parmi les mesures prises par les pays africains dans la réforme de leurs systèmes financiers figurait la création d'"open markets" accessibles aux émissions du gouvernement (par exemple bons du Trésor) et aux effets des banques centrales. La création de marchés secondaires ouverts à ces actifs spéciaux avait également progressé dans un certain nombre de pays. La gamme des instruments avait aussi été élargie dans certains pays afin de faciliter la transition d'une politique monétaire directe à une politique monétaire indirecte, grâce aux opérations sur l'"open market". En outre, dans un certain nombre de ces pays, les marchés financiers avaient été renforcés ou créés en tant que moyen de mobiliser l'épargne et de financer l'investissement. Les actions et les obligations de sociétés étaient les composantes du marché financier international qui se sont le plus développées. L'Afrique n'avait pas été l'un des principaux bénéficiaires de leur expansion.

Les réformes du secteur financier avaient également visé à améliorer l'efficacité de la politique monétaire. Les mesures adoptées par les pays

africains à cet égard mettaient généralement l'accent sur deux aspects. Le premier consistait à redéfinir la fonction clef des banques centrales en les investissant en premier lieu de la responsabilité de veiller à la stabilité de la monnaie nationale et du niveau général des prix, et par conséquent en restreignant leur rôle dans le financement du développement. Deuxièmement, de nouvelles lois visaient à confier aux banques centrales le mandat d'imposer la discipline monétaire et à les mettre à l'abri des pressions politiques dans la conduite de la politique monétaire.

La Conférence a noté que le passage d'une politique monétaire directe à une politique monétaire indirecte comportait souvent une période transitoire, quand le pays en question avait connu quelque temps un régime de répression financière. Le processus d'ajustement obligeait à adopter diverses mesures dans un certain ordre afin de ne pas déstabiliser le système financier. Le processus de mise en place efficace des opérations d'"open market" et des marchés interbancaires, la compétitivité du secteur financier nécessaire à la conduite d'une politique monétaire indirecte et l'édification du cadre institutionnel nécessaire, tout cela prend souvent du temps. Une politique monétaire indirecte supposait souvent un appel élargi aux opérations d'"open market", notamment le recours aux émissions du gouvernement et aux effets de la banque centrale, et une influence indirecte sur les prêts des banques commerciales.

2. Portée et orientation des réformes du secteur financier en Afrique

La Conférence a noté que, du fait de l'application des réformes du secteur financier, la répression financière avait diminué dans un certain nombre de pays africains et les taux d'intérêt réel sur les dépôts étaient devenus positifs. Les contrôles antérieurs sur l'affectation des crédits et les taux d'intérêt avaient été abolis ou atténués. Toutefois, dans un certain nombre de ces pays, la réforme avait beaucoup moins bien réussi à restructurer les banques commerciales du secteur public afin de restaurer leur solvabilité et de fournir un financement à plus long terme. Les avoirs de portefeuille d'un certain nombre de banques commerciales de la région se caractérisaient par un grand nombre de prêts non productifs. Mais les prêts des banques commerciales étaient dans leur grande majorité à échéance rapprochée. Du fait de l'effort délibéré pour libéraliser et privatiser le secteur bancaire, le mode de propriété avait sensiblement changé. Le développement des marchés financiers s'était fait à un rythme assez lent et les marchés demeuraient fragmentés, n'offrant qu'une gamme limitée de services. Un

nombre important de pays de la région ne disposaient encore que de marchés financiers embryonnaires.

D'autre part, on comptait encore une majorité de banques d'État dont la performance était médiocre, et souvent insolvables. Dans un grand nombre de cas, ces banques détenaient un monopole virtuel pour la seule raison qu'elles représentaient une part très importante des activités bancaires. Et la fourniture des services bancaires avait visiblement reculé dans les zones rurales parce que les effectifs du personnel des banques d'État avaient diminué durant le processus de restructuration et de privatisation. La Conférence a noté que l'un des problèmes troublants liés à la libéralisation du secteur privé en Afrique était la persistance de taux de prêt élevés en valeur réelle, alors même que les taux des dépôts baissaient avec ceux de l'inflation. Cette évolution décourageait l'investissement.

Compte tenu du fait que les banques commerciales avaient généralement octroyé des prêts à courte échéance, la demande de prêts à moyen ou long terme continuait de n'être nullement satisfaite. Les réformes du secteur financier avaient exacerbé cette situation du fait de l'effondrement des banques de développement dans de nombreux pays africains. Néanmoins, les réformes du secteur financier progressaient en Afrique, avec la privatisation et l'ouverture de services financiers. Ce processus était irréversible, mais il était nécessaire de reconnaître les difficultés que rencontrait la mise en oeuvre d'un programme de réformes du secteur financier.

Enfin, l'APD avait considérablement diminué, du fait de la pression accrue qui s'exerçait pour réduire la dépendance de l'aide extérieure. En conséquence, les pays africains devaient intensifier leurs efforts pour attirer des flux de capitaux non générateurs d'endettement. Les réformes financières en cours ont dû tenir compte de ces données en créant les moyens de donner accès aux prêts de banques internationales, aux prises de participation au capital et aux obligations de sociétés.

Les réformes du secteur financier de la dernière décennie ont permis à certains pays africains d'opérer une transition effective à l'économie de marché. Le régime de propriété du secteur bancaire n'a cessé de se privatiser et la répression financière a disparu en grande partie. Cependant, il était nécessaire d'approfondir et d'élargir ces réformes. Il fallait : améliorer l'infrastructure financière; accroître le nombre d'options de l'intermédiation financière; accroître la compétitivité dans l'intérêt d'une plus grande

efficacité; et, avant tout, élargir l'accès aux services financiers et au financement à plus long terme en faveur de l'investissement privé.

3. Les réformes du secteur financier : enseignements tirés des expériences de pays

Afin de mettre en commun les expériences relatives aux réformes du secteur financier, la Conférence a été informée des expériences de certains pays. Le Gouverneur de la Banque de réserve sud-africaine a fourni un rapport détaillé des réformes entreprises en Afrique du Sud. Le Chef de Cabinet de la Banque centrale de l'Afrique de l'Ouest a fourni des détails similaires sur l'expérience de pays de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest. Le Directeur exécutif du Consortium pour la recherche économique en Afrique (CREA) a fourni un résumé des expériences faites par le continent concernant de telles réformes.

Selon le Gouverneur de la Banque de réserve sud-africaine, les réformes du secteur financier en Afrique du Sud ont été conditionnées par deux données importantes. La première a été le changement de l'environnement économique et financier international, et la seconde, la réinsertion de l'Afrique du Sud dans le système mondial et les importants changements sociaux et politiques couronnés par l'avènement d'un nouveau Gouvernement d'unité nationale, qui a nécessité des ajustements considérables en matière de politique et de gestion économiques. Les objectifs de la réforme ont donc été conçus aux fins de réinsérer la politique de l'Afrique du Sud dans le système financier international dont elle était exclue depuis les années 70 et d'harmoniser la politique économique avec l'environnement sociopolitique.

L'intégration des systèmes économique et financier sud-africains dans l'économie mondiale comportait manifestement des implications majeures pour la politique macroéconomique du pays. Afin de recueillir les avantages maximaux d'un macroenvironnement stable, le Gouvernement sud-africain a investi la Banque de réserve sud-africaine d'un nouveau mandat, qui est inscrit dans la nouvelle Constitution. Le nouvel objectif était de protéger la valeur de la monnaie et d'assurer l'indépendance de la banque centrale aux fins d'une croissance économique équilibrée et durable.

Dans le contexte des grandes réformes introduites ces dernières années, le système bancaire sud-africain s'est adapté à l'environnement nouveau. Le système financier a pris acte des données suivantes :

- Rôle des institutions financières “informelles” et des clubs d’épargne dans la mobilisation de l’épargne et la satisfaction des besoins spécifiques de la population rurale;
- Adaptation des politiques opérationnelles et administratives des institutions bancaires, pour assurer leur viabilité dans un environnement compétitif;
- Introduction d’importants changements dans la réglementation et la supervision bancaire afin d’appliquer les normes internationales ainsi que les directives du Comité de Bâle;
- Ouverture aux banques étrangères; et
- En retour, octroi aux banques africaines de l’autorisation d’ouvrir des agences, des filiales et bureaux de représentants dans de nombreux pays du monde entier.

Le Chef de Cabinet de la Banque centrale des pays d’Afrique de l’Ouest, en informant rapidement la Conférence de l’expérience faite par les États africains concernant ces réformes, a souligné qu’un certain nombre de mesures avaient été prises. Il s’agissait notamment de renforcer la capacité de gestion des institutions financières, de former des cadres du système bancaire et des entreprises publiques, de diversifier les institutions du secteur financier afin d’attirer l’épargne dans les zones urbaines et rurales, d’encourager la création de coopératives et d’adopter une politique régissant les opérations sur l’“open market”. Ces mesures ont eu pour effet de restaurer les liquidités du système bancaire, d’augmenter l’épargne et de réduire le déficit du compte extérieur. Cependant, le manque d’initiatives privées, s’ajoutant à la stagnation des courants commerciaux au niveau sous-régional, explique que le résultat attendu ne s’est pas matérialisé.

Le Directeur exécutif du Consortium pour la recherche économique en Afrique (CREA), examinant l’expérience des pays africains en matière de réformes du secteur financier, a axé son exposé sur les trois points suivants :

- Objectifs clefs des pays africains et mesures prises par eux concernant les réformes du secteur financier;

- Évaluation des réalisations; et
- Principaux problèmes à aborder, en fonction des expériences faites.

Il a noté que les réformes du secteur financier englobaient quatre grands objectifs et domaines d'action. Le premier était d'augmenter le volume de l'épargne, de réduire la répression financière, de hausser le taux d'intérêt de l'épargne et d'élargir la gamme des options offertes aux épargnants, ce qui répondait à l'objectif de la libéralisation du secteur financier. Le deuxième était d'assurer une médiation efficace de l'investissement afin d'instituer et d'améliorer la fonction d'intermédiation, notamment celle de la banque et des institutions financières autres que bancaires en acheminant les ressources à investir que l'on espérait dégager en suscitant un environnement hautement compétitif. Le troisième consistait essentiellement à diversifier les instruments financiers accessibles tant aux épargnants qu'aux investisseurs, qui choisissaient généralement les marchés financiers et monétaires. Enfin, les réformes du secteur financier visaient à améliorer l'efficacité de la politique monétaire par des instruments indirects, comme les opérations d'"open market".

L'évaluation des principaux succès atteints par les pays africains dans l'exécution de ces réformes a montré que :

- La répression financière a sensiblement diminué dans un certain nombre de pays africains (le taux d'intérêt réel moyen sur les dépôts est devenu positif, alors qu'il était nettement négatif, les contrôles sur le mode d'affectation des crédits et sur les taux d'intérêt ont été abolis ou assouplis, et les contrôles du crédit ont disparu de la plupart des pays);
- Le mode de propriété du secteur bancaire s'est sensiblement modifié en Afrique subsaharienne, du fait de l'effort délibéré conduit pour libéraliser et privatiser le secteur bancaire. Cependant, les réformes ont eu beaucoup moins de succès s'agissant de restructurer les banques commerciales d'État afin de restaurer leur solvabilité et de fournir un financement à plus long terme, tandis que la réforme du marché financier ne progressait que lentement.

En ce qui concerne les principaux problèmes qui se dégagent de l'expérience des pays africains en matière de réformes du secteur financier, on a observé ce qui suit :

- Dans certains pays, la performance médiocre et la fréquente insolvabilité des banques d'État ont persisté;
- Dans certains pays, surtout dans les zones rurales, la couverture tant sectorielle que géographique des services bancaires s'est contractée; les taux élevés de prêt, en valeur réelle, ont persisté, même quand les taux d'intérêt sur les dépôts baissaient;
- L'effondrement des banques de développement et la contraction du crédit à long terme au service du développement ont fait problème, surtout compte tenu de la baisse de l'investissement du secteur public et du moindre nombre de projets liés à l'aide extérieure.

Cette évolution a préoccupé non seulement chacun des pays africains, mais aussi l'ensemble du continent, car elle influe sur ses perspectives de développement. Le Directeur exécutif du CREA a déclaré que si la réaction à l'épargne et à l'investissement privés demeurerait faible, cela tenait en partie aux faiblesses et à l'état embryonnaire des marchés financiers de la région, et qu'il fallait remédier à cette situation en améliorant l'infrastructure financière, en élargissant les options ouvertes en matière d'intermédiation financière, en renforçant la compétitivité aux fins d'une meilleure efficacité et, avant tout, en rendant plus accessibles les services financiers, cela non sans faire en sorte d'offrir des moyens de financement à plus long terme à l'appui de l'investissement privé. À cet égard, la Conférence offrait une occasion unique de faciliter l'échange des expériences et des meilleures pratiques sur le plan de la conception, de la formulation et de l'exécution des réformes du secteur financier.

4. Les grands problèmes que posent les réformes du secteur financier en Afrique : établissement d'un consensus à la Conférence

Les communications des participants des tables rondes ont donné naissance à un débat actif sur la question des réformes du secteur financier en Afrique. Plusieurs participants ont réfléchi notamment aux questions suivantes : contrôles et incitations à utiliser pour attirer les flux de capitaux; relation entre banque centrale et gouvernement et moyens de coordonner les politiques pour réaliser des objectifs communs, au vu des expériences de la Banque de réserve sud-africaine; libéralisation financière et services

bancaires en milieu rural; contraction des services en milieu rural et impact de cette contraction sur l'allègement de la pauvreté; libéralisation financière et instabilité du marché des changes; ordre dans lequel les mesures doivent être prises et rapidité de l'ajustement; relation entre secteur formel et secteur informel; prêt à court terme et prêts non productifs.

a) Rôle des banques centrales en Afrique

La Conférence a examiné le problème de l'autonomie des banques centrales africaines dans la conduite de la politique monétaire. Tout en reconnaissant qu'il était nécessaire de donner aux banques centrales une certaine autonomie en la matière, les participants se sont accordés à penser qu'il était nécessaire de coordonner les politiques et de définir les responsabilités entre gouvernement et banque centrale, afin d'atteindre les objectifs communs et d'éviter tout conflit. On a noté que le gouvernement était responsable en dernier lieu de la politique macroéconomique, y compris la politique monétaire, et qu'il lui incombait de fixer les réglementations régissant le système financier. Cependant, un contrôle trop strict de la banque centrale par le gouvernement a souvent entraîné un conflit et s'est avéré une cause d'inefficacité dans le fonctionnement de la banque centrale et la conduite de la politique monétaire.

La Conférence a souligné que les gouvernements africains doivent offrir au secteur privé un environnement habilitant et que le système bancaire doit mettre des ressources financières à la disposition des entreprises. En outre, il fallait une banque centrale pour conduire la politique monétaire d'une manière propre à assurer la stabilité des prix et de la monnaie. On a noté qu'étant donné l'ampleur de la fuite des capitaux en Afrique, les banques centrales africaines pourraient exercer une certaine forme de contrôle à cet égard.

La question du régime de propriété – publique ou privée – des banques centrales a éveillé un grand intérêt à la lumière des expériences de la Banque de réserve sud-africaine, qui acquérait progressivement une importante marge d'autonomie. On a souligné qu'il importait que la banque centrale soit indépendante du gouvernement, mais réaffirmé que les deux parties devaient coordonner leurs politiques et leurs responsabilités spécifiques, en négociant et arbitrant toute divergence de vues avant qu'un grave conflit ne prenne naissance. On a noté que le degré d'autonomie de la banque centrale variait selon les pays africains et qu'il fallait faire de cette autonomie un usage judicieux, en prenant dûment en considération

les vues du Parlement et le budget. Le régime de propriété et l'autonomie de la banque centrale étaient des problèmes d'ordre financier plus qu'une affaire de dispositions juridiques.

b) Banques d'État

La Conférence a observé que la survie de banques d'État de performance médiocre et souvent insolubles s'avérait trop coûteuse pour les gouvernements, bien que les milieux politiques négligent, faute de raisons impérieuses, d'aborder les problèmes fondamentaux. Il faut aiguiller d'autorité vers la privatisation les banques qui ont besoin d'être renflouées une deuxième fois.

c) Allègement de la pauvreté et financement des zones rurales

La Conférence a convenu que du fait de l'application des réformes du secteur financier, on avait assisté à un rétrécissement sectoriel et géographique des services bancaires, surtout dans les zones rurales. Ce rétrécissement avait un effet négatif inacceptable sur l'allègement de la pauvreté et il fallait y remédier par des mesures délibérées, par exemple au moyen de coopératives, de banques de développement rural ou en ouvrant de nouvelles agences de banques commerciales. Le réseau bancaire rural créé au Ghana a été cité comme un exemple dont les autres pays africains pouvaient s'inspirer. La Conférence a exhorté les gouvernements à mettre en place et gérer un tel réseau, afin de pallier le manque de crédits dans les zones rurales, où vivent la majorité de la population.

d) Persistance des taux élevés (en termes réels) d'intérêt des prêts, malgré la baisse des taux d'intérêt des dépôts

La Conférence a noté que, partout où le système financier avait été libéralisé en Afrique, l'effet initial avait été une hausse sensible des taux d'intérêt. Cela était dû en partie au manque de compétition sur les marchés financiers, à la prédominance des institutions financières d'État, ainsi qu'au montant élevé des emprunts dont le secteur public a besoin. En conséquence, pour faire baisser les taux d'intérêt dans le contexte de la libéralisation du secteur financier, il fallait veiller à instaurer une compétition adéquate dans ce secteur, à réduire au minimum les emprunts du secteur public et à trouver de nouveaux moyens pour financer les déficits sans augmenter la masse monétaire, comme l'émission d'obligations et autres instruments.

La Conférence a insisté pour que des mesures compensatoires soient délibérément adoptées afin de remédier aux effets négatifs, quant à l'allègement de la pauvreté, du resserrement de l'accès des zones rurales au crédit en raison de taux prêteurs aussi élevés. On a souligné la nécessité que les pays développés accordent aux pays pauvres des fonds à des conditions libérales, et que les gouvernements africains prennent des mesures pour effectuer des transferts de ressources des riches aux pauvres, en acheminant les ressources vers les groupes cibles par l'entremise de banques commerciales ou de leurs propres institutions de financement du développement, dans des domaines tels que les logements à prix modérés, la création de petites entreprises et les services financiers dans les zones rurales.

On a toutefois fait observer qu'une banque centrale ne pouvait accorder de taux préférentiels. L'unification des taux était à la fois une condition préalable indispensable et le résultat des réformes financières. Il ne doit donc exister aucune différence entre les services financiers dans les zones rurales et dans les autres secteurs, pour autant que les autorités monétaires sont concernées. Si le gouvernement a décidé de favoriser certains secteurs ou activités, il peut le faire par des mesures budgétaires, comme l'octroi de subventions, les flux de ressources spécifiques ou ciblées, etc.

e) Resserrement du crédit à long terme orienté vers le développement

La Conférence a également observé que, dans certains cas, les réformes du secteur financier avaient eu pour effet de rendre d'accès plus difficile le financement du développement à long terme. L'effondrement des banques de développement et le retrait des dispositions des banques centrales concernant le crédit à long terme avaient eu pour effet de raréfier les ressources financières affectées au développement à long terme, surtout avec la baisse des investissements dans le secteur public et la diminution du nombre de projets assistés de l'extérieur.

En outre, le manque de ressources que pourraient offrir les mécanismes traditionnels pour l'investissement à long terme avait pour effet de ne pas encourager la création de marchés financiers. La préférence donnée au court terme était l'un des handicaps qui pesaient sur le secteur financier et des mesures spécifiques s'imposaient pour combler la lacune et pour doter le gouvernement et le secteur financier des capitaux nécessaires aux fins d'alimenter des prêts à plus long terme.

f) Persistance de la lente réaction de l'épargne et de l'investissement privés

Les faibles taux d'épargne et d'investissement que connaissent de nombreux pays africains ont été jugés en partie comme un symptôme des faiblesses et du caractère embryonnaire des marchés financiers africains. Il fallait y remédier, sur le plan de l'amélioration de l'infrastructure financière, en élargissant la gamme des options d'intermédiation financière, en améliorant la compétitivité aux fins d'une plus grande efficacité et, avant tout, en rendant les services financiers plus aisément accessibles comme en fournissant des moyens de financement à plus long terme à l'appui de l'investissement privé.

g) Libéralisation financière et instabilité du marché des changes

On a fait ressortir que la libéralisation des taux de change avait entraîné des oscillations de ces taux, ce qui avait des répercussions sur les taux d'inflation et rendait difficile d'assurer la stabilité des taux. On a toutefois noté qu'il s'agissait là d'un problème mondial, que connaissaient même les pays développés. La valeur du yen japonais, par exemple, avait changé de 15 % face au dollar É.-U., et le franc français s'était déprécié de 12 %. L'Afrique devait prendre conscience du problème de l'instabilité des taux de change.

h) Problème de l'ordre des mesures à prendre et rapidité de l'ajustement

La Conférence a longuement délibéré sur le problème de l'ordre dans lequel devaient être appliquées les réformes du secteur financier. On a mis en cause l'ordre actuellement suivi, notamment en ce qui concerne le fait que dans un certain nombre de pays africains les taux d'intérêt étaient libéralisés avant de réduire le déficit budgétaire. La hausse des taux d'intérêt avait pour effet de rendre les emprunts plus coûteux et d'obliger les gouvernements à comprimer leurs dépenses.

Le débat a été axé sur l'approche que les pays africains devaient adopter : "départ en flèche" ou "approche progressive". L'approche progressive était un processus plus lent d'adaptation aux réformes, le contrôle des changes étant éliminé dans le cadre d'un large ajustement de la politique monétaire, tandis que le départ en flèche contraignait l'économie à s'ajuster, avec le risque d'une instabilité sociale et politique si la population jugeait le

choix inacceptable et intolérable. On a noté que la préférence pour une approche ou l'autre devait dépendre de la nature du choc, du degré d'instabilité et de la mesure dans laquelle la société malade de l'inflation était prête à laisser le gouvernement prendre des remèdes radicaux.

i) Impact du secteur financier informel en Afrique

La Conférence a reconnu le rôle joué par les "marchés financiers informels" de nombreux pays africains dans l'offre de différents moyens de crédit et d'épargne. En conséquence, dans beaucoup de ces pays, le secteur financier organisé et le secteur informel non organisé se disputaient l'épargne intérieure, bien que les clubs d'épargne traditionnels n'aient recueilli qu'un faible pourcentage du montant total des dépôts. On a aussi reconnu que, dans le cadre de l'infrastructure financière actuelle des pays africains, les prêts du secteur informel étaient le moyen le plus immédiat d'exercer un effet sur la pauvreté rurale, car les pauvres n'avaient qu'à peine accès aux réseaux financiers structurés. Le réseau bancaire rural créé au Ghana offrait dans ce domaine d'utiles enseignements aux autres pays africains.

j) Lutte contre la fuite des capitaux

On a également débattu des problèmes de la fuite des capitaux dans l'espoir de partager les expériences nationales. On a vu dans la fuite des capitaux une conséquence de l'instabilité économique et de la mauvaise gestion du secteur financier. Entre autres moyens utilisés, les bénéficiaires de cette fuite minoraient les factures d'exportation et majoraient les factures d'importation. Il était donc nécessaire de mettre en place des mécanismes de surveillance et de contrôle, bien que le meilleur moyen de décourager la fuite des capitaux soit de créer un environnement juridique et financier propice.

Les marchés d'actions pouvaient aider à attirer les capitaux en fuite et l'épargne que représente le rapatriement des salaires des travailleurs migrants. Dans le cas de l'UMAO/zone du franc CFA, l'un des moyens de lutter contre la fuite des capitaux avait été de ne pas accepter les bons circulant à l'étranger. L'investissement et les sociétés de secours mutuels avaient aussi aidé à étaler le risque d'insolvabilité et à prévenir la hausse des coûts du financement de l'investissement. La coopération et l'intégration monétaires constituaient donc la solution clef à cet égard. On a noté que le renforcement des contrôles n'offrait pas nécessairement la meilleure solution. Les pays africains devraient plutôt mettre en place des incitations

pour réduire la fuite des capitaux et encourager les apports de capitaux. On a noté que beaucoup d'entre eux avaient libéralisé dans une certaine mesure le mouvement des apports de capitaux aux fins d'investissement. En conséquence, les banques commerciales étaient autorisées à effectuer des transactions financières à l'étranger pour le compte de leurs clients, à condition de signaler ces transactions au service du contrôle des changes de la banque centrale. Dans la zone de l'Union monétaire de l'Afrique de l'Ouest (UMAO), les capitaux circulaient librement, mais les banques n'étaient pas autorisées à réabsorber les bons libellés en francs CFA venus de l'extérieur de la région.

IV. Table ronde II: Les difficultés posées par le problème de la dette de l'Afrique

A. Communications sur les conséquences pour l'Afrique de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés

1. Introduction de l'Animateur

**M. Bagusa-Nsadhu,
Ministre d'État,
Ministre des finances de la République d'Ouganda,**

Comme vous avez pu le constater, mon Ministre qui devait être présent aujourd'hui n'a pu effectuer le déplacement du fait de problèmes urgents liés aux efforts que ne cesse de déployer l'Ouganda en vue de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés. Il m'a toutefois demandé de vous transmettre un message d'espoir et souhaite que la présente conférence ouvre une brèche pour les nombreux pays africains qui continuent de ployer sous le problème de la dette dans une situation caractérisée par la pauvreté généralisée.

La présente session, qui sera consacrée à l'examen du problème de la dette de l'Afrique, comprend deux parties: la première portera sur l'examen de la récente Initiative Banque mondiale/FMI en faveur des pays pauvres très endettés et la deuxième sur l'analyse des conséquences de cette initiative en matière de gestion de la dette extérieure. Nous nous pencherons en particulier sur les moyens de renforcer la mise en place de capacités dans ce domaine et à l'évaluation d'autres stratégies telles que la conversion de la dette pour compléter les diverses options disponibles pour la gestion de la dette extérieure.

Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs les représentants,

Le problème de la dette est devenu l'un des défis les plus graves auxquels font face les pays africains en matière de développement. Les statistiques sont éloquentes à cet égard. Selon la Banque mondiale, seuls neuf pays d'Afrique sont considérés comme n'ayant relativement pas de problèmes de dette extérieure. Cela signifie que les 43 autres ont des problèmes, la Banque mondiale classant 32 comme pays très endettés et 11 comme pays modérément endettés. L'encours de la dette n'a cessé d'augmenter malgré des rééchelonnements répétés au titre de diverses initiatives que vous connaissez bien. Nous avons donc le privilège, ce matin, de pouvoir entendre des communications présentées par des orateurs chevronnés.

Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs les représentants,

Comme vous le savez, cette Initiative est une proposition significative de la communauté internationale visant à traiter de façon cohérente le problème de la dette des pays pauvres très endettés, dont 33 se trouvent en Afrique. Cette Initiative peut considérablement contribuer au développement de nos pays sinistrés grâce à ce que j'appelle l'aptitude à "toucher les intouchables". Pour la première fois, l'ensemble de la communauté internationale s'attache à trouver une solution à la dette qui n'était précédemment pas admise au rééchelonnement.

L'Initiative est maintenant mise en oeuvre, et nous l'avons accueillie très favorablement, avec beaucoup d'espoir. Toutefois, d'importants problèmes se posent, touchant notamment la portée, les critères d'admissibilité et le calendrier. Nous avons des questions que je voudrais poser à notre principal présentateur afin qu'il y réponde. Dans quelle mesure l'Initiative a-t-elle eu un effet sur le problème de la dette de l'Afrique? Je voudrais néanmoins faire observer que, comme le dit l'adage, nous ne saurions vendre la peau de l'ours.

Dans quelle mesure l'Initiative permettra-t-elle de résoudre les problèmes de l'Afrique? Quel en est l'état d'avancement depuis son lancement? Dans quelle mesure les critères utilisés pour l'Initiative peuvent-elles s'appliquer à l'Afrique? Les critères de performance retenus sont-ils trop rigoureux, trop étendus ou adaptés? L'analyse de la capacité d'endettement de l'Afrique traduit-elle les réalités africaines et accorde-t-elle le poids voulu à toutes les variables importantes? Les facteurs exogènes et les autres questions de vulnérabilité sont-ils aborder de manière

satisfaisante? Les ressources financières prévues pour l'Initiative sont-elles suffisantes et ont-elles été mobilisées?

Ce sont là certaines des questions pertinentes qui nous viennent tous à l'esprit. Je suis convaincu, et je souhaite aussi vivement, que nos principaux animateurs et leurs collègues s'efforceront de répondre à certaines de ces questions.

**2. M. Jean Louis Sarbib,
Vice-Président de la Banque mondiale,
Région Afrique**

Merci M. l'Animateur.
Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs,

Je voudrais d'emblée abonder dans le sens de l'intervention qu'a faite hier mon partenaire, M. Madavo, sur l'espoir que nous, à la Banque mondiale et en particulier au Département Afrique de la Banque, entrevoyons pour l'Afrique. Dans son message d'espoir, M. Madavo a fait état de l'importance du rôle que joue la Banque en matière de mobilisation de ressources, et dans le cadre de ce rôle, il nous faut prendre des mesures pour faire face à ce que le Ministre vient d'appeler "l'un des défis les plus graves auxquels font face les pays africains en matière de développement", c'est-à-dire aborder le problème de la dette de l'Afrique.

Je vais m'efforcer de présenter comment nous percevons l'Initiative à la Banque mondiale, indiquer pourquoi en fait, comme l'a dit le Ministre, il ne faudrait pas vendre l'ours, et dans quelle mesure l'Initiative contribue à forger le sentiment d'espoir que nous avons pour l'avenir du continent.

Mon propos a trait aux conséquences de l'Initiative pour l'Afrique. Quelle est la genèse de l'Initiative? Comme l'a indiqué le Ministre représentant l'Ouganda, le problème de la dette est persistant et je pense que nous savons tous que les mécanismes d'allègement de la dette n'étaient adaptés pour diverses raisons. L'image du bulldozer déblayant la neige devant les pays africains a souvent été utilisée pour illustrer les rééchelonnements répétés.

Face à cette inadéquation, deux innovations ont été introduites pour donner l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés. La première vise à rationaliser la situation de la dette en offrant aux pays un mécanisme permettant de sortir de l'endettement. La seconde vise à obtenir un allègement de la part de tous les créanciers, notamment la Banque mondiale, le FMI, la BAD et les autres institutions financières multilatérales. Le Ministre avait raison de dire que nous parlons de choses auxquelles on ne pouvait même pas penser auparavant.

L'avènement de cette Initiative tient à plusieurs facteurs. Premièrement, il importait de concilier les points de vue divergents de diverses parties prenantes, depuis les ministres qui en étaient les défenseurs jusqu'aux ONG, en passant par les institutions financières et les créanciers bilatéraux. Chacun avait un point de vue propre sur le problème de la dette, et l'ensemble était loin d'être harmonieux.

Deuxièmement, il fallait s'efforcer de coordonner l'action de tous les créanciers bilatéraux publics et privés et des institutions financières multilatérales, surtout dans le but de voir les enseignements tirés de l'Initiative Brady. L'un des succès de l'Initiative Brady a justement été de permettre une action concertée de tous les créanciers, avec les bons résultats qu'ont connus certains pays d'Amérique latine.

Troisièmement, il fallait aborder la question du risque moral; lorsqu'on jette un coup d'oeil sur la situation variée de la dette, on se rend compte en fait que les pays qui ont le mieux géré leur économie ne sont souvent pas ceux qui ont les problèmes d'endettement les plus graves. Ainsi donc, face au problème de la dette, comment pourrait-on récompenser la bonne gestion et comment peut-on éviter le piège qui consisterait à récompenser les pays qui ont décidé de ne pas honorer le service de leur dette ou d'assurer une gestion stable de leur économie?

Il importait également de penser aux aspects multilatéraux afin de permettre aux institutions financières multilatérales de préserver leur intégrité, de leur permettre de continuer à opérer sur les marchés financiers afin de mobiliser des ressources à des taux compétitifs du fait de leur classification triple A. Bien qu'elles ne soient pas encore applicables à l'Afrique, ces ressources n'en sont pas moins essentielles pour préserver le rôle joué par les institutions financières multilatérales à l'échelle mondiale.

Enfin, il fallait trouver des fonds à une époque où l'aide publique au développement (APD) est en baisse. Il a donc fallu établir très minutieusement un équilibre, les éléments - délicats s'il en fut - de l'Initiative visant à rapprocher tous les points de vue divergents de sorte à faire une proposition initiale. Celle-ci a été élaborée et adoptée en septembre 1996 par le Comité de développement et par le Comité intérimaire de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés, qui était une structure des Conseils d'administration du FMI et de la Banque mondiale.

L'Initiative se fonde sur six principes. Le premier consiste à assurer la viabilité de la dette globale et à surmonter le problème en traitant l'ensemble de la dette, comme je l'ai déjà indiqué, ce qui n'avait jamais été fait auparavant. Le deuxième a trait au bilan en matière de réforme et consiste à aborder la question du risque moral que j'ai déjà mentionnée. Nous voulions que les pays qui ont fait preuve de leur volonté de bien gérer leur économie dans l'intérêt du plus grand nombre possible de leurs habitants bénéficient de ce coup de pouce supplémentaire qu'offre l'allègement de la dette.

Le troisième principe consiste à tirer parti des mécanismes existants, qui sont nombreux et variés (Club de Londres, Club de Paris, etc). Si l'on veut assurer la participation de tous les créanciers, ils doivent savoir que les structures qu'ils ont déjà mises en place seront maintenues et qu'on en tirera parti tout en y ajoutant des éléments supplémentaires. Non seulement l'Initiative considère comme allant de soi les mécanismes existants mais aussi elle les complète.

Le quatrième principe consiste à assurer une participation large et équitable de tous les créanciers, le but étant de mettre en place une stratégie de sortie. Le cinquième principe, comme indiqué plus haut, consiste à préserver l'intégrité financière des créanciers multilatéraux; enfin, le sixième consiste à fournir de nouvelles ressources financières à des conditions de faveur de sorte à ne pas aggraver le problème que nous essayons de résoudre. Fort de ces principes, le personnel du FMI et de la Banque mondiale a élaboré une initiative qui a été approuvée par le Conseil. L'Initiative comporte six volets.

Le premier a trait aux critères d'admissibilité, sur lesquels M. le Ministre de l'Ouganda a posé quelques questions auxquelles j'essaierai de répondre plus tard dans mon intervention. Le deuxième est l'analyse de la viabilité de la dette, pierre angulaire des discussions sur chaque pays dans

le cadre de l'Initiative. Le troisième concerne les critères de résultats, qui vise encore une fois à faire face au problème du risque moral. Le quatrième vise à assurer la souplesse, et j'indiquerai à quel moment il faut faire preuve de souplesse.

La cinquième volet consiste à assigner à divers créanciers un rôle qui soit compatible avec leur mode de fonctionnement. Le sixième consiste à trouver des mécanismes permettant de financer l'Initiative et à définir le rôle du Fonds de l'Initiative qui sera l'un des principaux instruments de son financement.

Hier, M. Amoako a fait état de plusieurs préoccupations que le Ministre a réitérées dans son intervention ce matin. La première est la question de savoir si le ratio dette/exportation et le ratio service de la dette/exportation, qui figurent parmi les critères d'admissibilité, sont trop restrictifs. La deuxième, qui est liée à la première, est la question de savoir si la charge fiscale de la dette doit être une variable essentielle de l'analyse de la viabilité de la dette. La troisième est la question de savoir si la période considérée est trop longue; enfin, les ressources financières bilatérales nécessaires seront-elles disponibles?

Je vais donc, sur la base des différents volets susmentionnés, tenter de répondre, autant que possible à ce stade, à certaines de ces questions. Les critères d'admissibilité étaient l'un des éléments de la structure. Ce sont les critères de l'IDA, c'est-à-dire que seuls les pays les plus pauvres peuvent y prétendre. Le critère de l'IDA établit une différenciation, et à l'heure actuelle ne peuvent prétendre aux financements de l'IDA que les pays dont le revenu est inférieur à 800 dollars.

Le deuxième critère est la performance, qui doit indiquer qu'en fait les efforts liés à la dette viennent en complément de ceux qui ont déjà été entrepris. C'est le sens de toutes les conversations que nous avons eues hier, dans lesquelles l'accent a été mis sur l'importance de la mobilisation des ressources intérieures. En troisième lieu, il faut que le problème de la dette demeure insupportable malgré le recours à tous les mécanismes classiques. Ainsi, dans l'analyse, nous tenons déjà compte de l'allègement de dette que les pays peuvent obtenir grâce aux mécanismes existants.

Si malgré toutes ces possibilités des interventions supplémentaires sont nécessaires, l'Initiative peut être applicable. Il n'y a pas une liste prédéterminée de pays bénéficiaires, et je pense qu'il est important de le

souligner. Beaucoup parmi vous ont vu des documents publiés par la Banque mondiale dans lesquels les pays sont regroupés selon leur situation: viable, difficile et non viable. Cette liste a soulevé beaucoup de questions car ceux qui voient le nom de leur pays dans l'une de ces catégories se disent "qu'ils ont raté le coche".

Je pense que dans les premiers documents, le Burkina Faso par exemple a été classé dans la catégorie des pays à situation viable. Nous avons procédé à des analyses approfondies et le document concernant le Burkina Faso sera présenté au Conseil. Bien que nous savions que le Burkina Faso était classé comme pays à situation viable, on pense maintenant qu'il répond aux critères; c'est pourquoi le document le concernant sera examiné à la mi-avril par les Conseils d'administration des deux institutions de Bretton Woods.

Les critères d'admissibilité sont établis par les Conseils d'administration de la Banque mondiale et du FMI, en consultation avec les autres créanciers. Ce processus de consultation est un moyen approprié pour assurer la pleine participation de tous les créanciers. Enfin, il est important de noter qu'aucun pays n'est participant ou non participant tant qu'il n'en est pas ainsi décidé. La décision finale concernant l'admissibilité ou non d'un pays à l'Initiative est fonction de l'analyse de la viabilité de la dette.

En quoi consiste l'analyse de la viabilité de la dette? Tout d'abord, les experts de la Banque, du FMI et du pays concerné font ensemble des projections sur 20 ans concernant la balance des paiements et les conditions microéconomiques. Il va sans dire que pour faire des projections sur 20 ans, on a recours à certaines hypothèses. L'admissibilité du pays est établie sur la base des hypothèses établies au départ, tout comme le montant de l'allègement qui lui est théoriquement consenti.

À la fin du processus, l'important ce ne sont pas les projections mais ce qui en résulte. Si les termes de l'échange sont devenus défavorables au pays et si, en fait, les projections se sont révélées trop optimistes, le montant de l'allègement consenti sera l'allègement nécessaire, qui sera plus important que le montant envisagé au moment de l'établissement des projections. L'un des principaux objectifs visés est en fait de permettre au pays concerné d'appliquer cette stratégie de sortie.

Il importe également de se rappeler que l'analyse de la viabilité de la dette est une activité tripartite à laquelle participent la Banque mondiale, le FMI et le Gouvernement. Aucun gouvernement ne devrait accepter de discuter avec l'une ou l'autre institution seule et les institutions ne devraient pas collaborer sans la participation du gouvernement. C'est un élément très important, et il faut également évoluer à un rythme équilibré car l'Initiative s'inscrit dans un certain délai. Les pays qui y participeront doivent donc le faire pendant la période fixée.

Il est indispensable que les pays s'approprient l'analyse de la viabilité de la dette. Dans le cadre de cette analyse - et c'est sur ce point que des questions ont été posées, par M. Amoako et par le Ministre de l'Ouganda ce matin - les Conseils d'administration des deux institutions ont décidé de mesurer la viabilité à l'aune de la valeur actuelle du ratio dette/exportations, qui se situerait entre 200% et 250%, et du ratio service de la dette/exportations, qui se situerait entre 20% et 25%.

Pourquoi ces chiffres ont-ils été retenus? Ces chiffres proviennent en fait d'analyses pratiques indiquant les pays qui n'ont pas eu de difficultés dans le passé à assurer le service de leur dette. Plusieurs méthodes et diverses analyses de régression et modèles économétriques ont été utilisés, dont je vous épargnerai les détails. Malgré les différentes hypothèses de départ, les conclusions étaient comparables: ces fourchettes sont celles dans lesquelles les pays concernés ont pu assurer régulièrement le service de leur dette sans compromettre leurs efforts de développement et d'investissement.

Il ne s'agit toutefois pas de chiffres systématiques. Ils ne sont pas appliqués sans discernement, sans tenir compte d'autres paramètres. En effet, ces ratios sont considérés par rapport à d'autres facteurs qui font partie de l'analyse de la vulnérabilité, c'est-à-dire de l'analyse de la viabilité de la dette. Nous accordons une attention particulière à l'aspect financier du fardeau de la dette et, puisqu'il est question de la dette publique ou de la dette garantie par l'État dont le gouvernement doit assurer le service, cherchons à savoir si l'aspect financier constitue un facteur de vulnérabilité dont il faut tenir compte pour décider si un pays doit ou non participer à l'Initiative.

Nous examinons la situation des recettes d'exportation pour voir si le pays n'a que seulement quelques produits d'exportation qui pourraient constituer un facteur de vulnérabilité dont il faut tenir compte dans

l'évaluation de la solidité des projections et du bien-fondé des renseignements fournis.

Le fait qu'un pays soit plus ou moins ouvert peut également permettre d'équilibrer les indicateurs extérieurs et intérieurs. Par conséquent, ces deux ratios ne sont pas automatiques. Ils doivent être nuancés et complétés par d'autres facteurs. Pour répondre donc à la question posée, ce sont effectivement les domaines concernés par les deux ratios indiqués. Ils doivent être perçus dans le contexte d'une analyse beaucoup plus globale et nuancée, et ceux d'entre vous qui collaborent avec nous dans le cadre des analyses de la viabilité de la dette savent qu'il en est ainsi.

On a posé la question de savoir si la période de performance était trop longue. Pour ceux qui n'en connaissent pas les détails, ce critère se fonde sur l'idée qu'il faut trois ans pour parvenir à une décision basée sur l'analyse de la viabilité de la dette. Ce critère est déjà appliqué, je crois, aux pays qui souhaitent bénéficier des conditions de Naples du Club de Paris, ce qui montre encore une fois qu'on tire parti d'un mécanisme existant.

Trois ans plus tard, c'est le point d'achèvement? Pourquoi? Est-ce parce que nous ne croyons pas que les pays feront preuve de sérieux? C'est en fait un moyen de faire face au problème du risque moral: il s'agit de continuer à traiter les problèmes macroéconomiques et structurels. La promesse d'un allègement de la dette pouvant inciter à ne pas poursuivre une gestion rigoureuse, les Conseils d'administration des institutions veulent avoir l'assurance que les efforts seront poursuivis.

Une autre raison en est que pour que cet allègement soit consenti, il importe, dans le cadre du dialogue avec les Conseils des institutions, de veiller à ce que l'allègement consenti, la marge de manoeuvre accordée et le budget profitent au plus grand nombre possible dans les domaines de la santé, de l'éducation et du développement rural, dont M. Madavo a parlé hier. C'est pourquoi après la décision, nous pensons qu'il faut poursuivre les efforts.

Cette période est-elle trop longue? Nous nous sommes efforcés de parvenir à un certain entendement. Supposons qu'un pays commence son programme en janvier 1997. Si on suit à la lettre les modalités de l'Initiative, on atteindra le point de décision, après avoir enregistré des résultats, en 1999. Trois ans plus tard, ce sera le point d'achèvement. Ainsi, en 1999, les Conseils des deux institutions décideront si le pays remplit les condi-

tions requises et le montant de l'allègement qui lui sera consenti au point d'achèvement en 2002, lorsqu'il bénéficiera effectivement de l'allègement.

C'est de cette façon que l'Initiative est censée fonctionner. En réalité, les pays n'entament pas leur programme en 1997 car ils ont des antécédents, et nous sommes remontés jusqu'à 1991; dans le cas d'espèce, le point de décision peut donc être ramené à 1997. Pourquoi? Parce qu'en fait les pays tirent parti des bons résultats obtenus les années précédentes (1994, 1995 et 1997). Ainsi, les résultats antérieurs permettent de rapprocher le point de décision.

Pour les pays qui ont déjà enregistré des résultats, il en sera tenu compte pour fixer le point de décision. En fait, lorsque les résultats remontent assez loin, le point d'achèvement peut être avancé de sorte à le rapprocher du point de décision. Tout cela sera déterminé, encore une fois, au cas par cas, sur la base de l'analyse de chaque pays.

Quand donc les crédits seront-ils débloqués? Il est bon de savoir qu'on aura de l'argent mais il est mieux de l'avoir. Il est possible que l'IDA fournisse des subventions entre le point de décision et le point d'achèvement, en guise d'arrhes si vous voulez, de sorte à ne pas ralentir le développement jusqu'au point d'achèvement mais plutôt à l'anticiper.

En ce qui concerne la souplesse concernant la période de performance, ce sont là les éléments qui ont été retenus, sur lesquels nous jouons et que nous essayons de défendre. En définitive, l'important, c'est de penser à la récompense, c'est-à-dire de faire en sorte qu'il y ait une stratégie de sortie qui permette aux pays d'utiliser effectivement leurs ressources à des fins de développement, que ce soit pour des infrastructures ou pour les populations.

L'accord de tous les créanciers étant un facteur important, nous avons mis en place de nouveaux processus consultatifs avec les banques multilatérales. Le dernier en date a vu le jour à Washington il y a quelques jours lors d'une réunion entre le Club de Paris et les institutions bilatérales non membres du Club de Paris, y compris tous les pays de l'ex-Union soviétique dont l'importance indéniable tient à la lourde charge que représente pour certains pays africains la dette contractée auprès de ces pays.

La question du financement de l'Initiative a également été soulevée hier et ce matin. Chaque créancier devra consentir une partie de l'allègement

au pro rata de sa part dans la charge de la dette. Toujours en application du principe d'une participation large et équitable, a été mis en place un Fonds d'affectation spéciale de l'Initiative géré par la Banque mondiale et pour lequel le Coseil d'administration de la Banque a approuvé une contribution initiale de 500 millions de dollars, sous réserve de la participation d'autres donateurs.

À ce jour, le Fonds a reçu des contributions d'un montant de 43 millions de dollars de source bilatérale et nous souhaitons évidemment que davantage de pays y contribuent, et ce en fonction de l'intérêt qu'ils portent à tel ou tel pays. La structure du Fonds est très souple afin de permettre aux donateurs de réserver, s'il le veulent, leurs ressources aux pays de leur choix.

Comme vous le savez, l'Initiative a été approuvée en septembre, puis les critères ont été définis. À ce jour, seul le cas de l'Ouganda est passé devant le Conseil d'administration des deux institutions. L'analyse préliminaire a été examinée les 10 et 12 mars et le document sur l'Initiative devrait être présenté au Comité de développement des Conseils de la Banque et du FMI pour décision dans quelques semaines.

En ce qui concerne le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire (en Afrique) et la Bolivie (en Amérique latine), les documents sur l'analyse de la viabilité de leur dette ont été distribués aux membres du Conseil et seront examinés le 15 avril (la date a été fixée). Avant la fin de l'année, nous pensons que les deux Conseils d'administration seront saisis des cas de six autres pays, ce qui devrait porter leur nombre à une dizaine pendant la première année.

En conclusion, si on peut parler de conclusion à ce stade précoce, nous pensons évidemment que l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés est lancée. Nous estimons qu'elle constitue un progrès décisif dans la recherche d'une solution au problème de la dette de l'Afrique car elle aborde la dette de façon globale, le but étant de mettre en place une vraie stratégie de sortie. Nous croyons fermement qu'elle s'inscrit dans le cadre de cette image d'espoir présentée hier et qui consiste à donner à l'Afrique tous les moyens nécessaires pour tirer parti des possibilités qui s'offrent. La mise en oeuvre est engagée avec la réalisation des analyses de la viabilité de la dette et nous espérons que davantage de pays procéderont à ces analyses dans le cadre d'opérations tripartites.

Nous demeurons très modestes et, comme l'a dit le Ministre ce matin, ce n'est pas encore le moment de "vendre la peau de l'ours". Nous continuons d'apprendre. Nous introduisons de nouveaux critères. Il nous faut faire preuve d'ouverture d'esprit, écouter les réactions de tous nos partenaires. Nous devons examiner l'état d'avancement de l'Initiative; nous devons l'adapter au fil de l'expérience car, comme le disait si bien M. Amoako hier, nous ne voulons surtout pas que "la montagne accouche d'une souris".

Je vous remercie.

3. M. Ferhat Lounes
Vice-Président,
Banque africaine de développement

Merci M. le Président.

Après cet excellent exposé de M. Jean Louis Sarbib, je ne vais pas en faire un autre. Je voudrais seulement dire quelques mots sur le rôle du Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) dans la mise en oeuvre de cette importante Initiative. Je voudrais tout d'abord indiquer que nous avons été étroitement associés à la Banque mondiale et au FMI pour cette importante Initiative. Notre Président a personnellement participé à plusieurs réunions avec des responsables des institutions financières multilatérales et notre Conseil d'administration a été associé dès le départ à la collaboration étroite avec la Banque mondiale et le FMI.

La BAD interviendra à deux niveaux. Premièrement, nous poursuivrons nos activités normales, nos programmes ordinaires d'ajustement structurel pour les pays remplissant les conditions d'octroi d'une assistance supplémentaire pour mettre en place des capacités propres à leur permettre d'atteindre leurs objectifs, par le biais du Fonds d'assistance technique du Fonds africain de développement. Cependant, nous irons encore plus loin dans le cadre des négociations de la septième reconstitution du Fonds.

Les gestionnaires du Fonds africain de développement ont adopté le principe de la création, au sein du Fonds, d'une facilité du type du cinquième volet dont le but est de fournir des ressources financières supplémentaires aux pays qui ont eu des résultats leur permettant de prendre en charge la

dette accumulée précédemment, pour ce qui est des ressources non concessionnelles du Groupe de la Banque.

L'important, c'est que pendant la période allant de 1997 à 1999, les pays qui peuvent bénéficier de cette facilité n'auront pas de difficultés car ils assureront directement le service de leur dette au titre des ressources non concessionnelles et de la facilité de la BAD.

Le service de la dette sera assurée pendant cette période avec des ressources du Fonds africain de développement. Cette facilité est un mécanisme de financement supplémentaire, et j'ai indiqué qu'elle était du type du cinquième volet. Par ailleurs, les Conseils d'administration du Groupe de la Banque et du Fonds africain de développement ont donné leur accord de principe à une participation du Groupe de la Banque à l'Initiative.

Selon les estimations actuelles, comme l'a déjà dit Sarbib, par souci d'équité, le partage des responsabilités entre les différents protagonistes sera fonction de l'endettement des pays concernés, c'est-à-dire que la part que doivent assumer le Groupe de la Banque et le Fonds africain de développement est relativement élevé. Selon les premières estimations établies en 1996, la valeur actuelle nette atteindrait 872 millions de dollars, ce qui représente en valeur nominale environ 1 milliard 300 000 dollars à décaisser au cours de la période 1997-2003.

Les Conseils du Groupe de la Banque, comme je l'ai dit, ont donné leur accord de principe à la participation de la BAD. Les modalités de mobilisation de ces ressources sont actuellement à l'examen. Certaines décisions ont en fait été prises à cet égard. Les ressources proviendront en partie des recettes nettes et en partie de la réaffectation des crédits, y compris des annulations de créances douteuses du Fonds africain de développement.

Je voudrais ajouter que malgré les efforts déployés pour réunir la quantité de ressources la plus proche possible de la part qui lui est assignée, le Conseil n'a pas encore arrêté de décisions définitives concernant le montant de l'aide qu'il fournira car il reste un déficit à combler.

Nous envisageons de combler ce déficit de plusieurs manières. Je voudrais à cette occasion souligner simplement que les Conseils d'administration du Groupe de la Banque et du Fonds africain de développement ont unanimement annoncé leur appui à l'Initiative et doivent,

dans le cadre des mesures prises, défendre leur intégrité financière comme l'a indiqué Jean Louis Sabib.

Cela signifie que la part des recettes nettes de la BAD qui sera consacrée à l'Initiative fera l'objet d'un examen minutieux afin d'éviter que la Banque ne rencontre des difficultés à constituer ses propres réserves. La raison en est précisément que notre Groupe figure parmi les institutions financières multilatérales qui enregistrent d'importants arriérés de la part des pays emprunteurs, y compris des pays qui ne sont plus emprunteurs auprès de la Banque mais qui dans le passé ont contracté des emprunts d'un montant tel qu'ils ont des difficultés de remboursement aujourd'hui.

Les pays qui sont dans cette situation ne sont pas nombreux. Ils ne sont que cinq mais n'en constituent pas moins une source de préoccupation pour la Banque. D'où la nécessité de réaffecter une partie des recettes du Fonds. L'une des questions à laquelle le Conseil devra répondre est donc de déterminer la part des ressources de la Banque qui sera consacrée à l'Initiative, tout en réglant les problèmes existants et en anticipant les nouveaux. L'autre élément important du mandat de la Banque est de financer les projets et programmes avec de nouvelles ressources.

M. le Président, ce sont là les éléments concernant le Groupe de la BAD que je voulais présenter.

Je vous remercie.

**4. M. Anapum Basu,
Directeur adjoint pour l'Afrique,
Fonds monétaire international**

Merci M. le Président.

Je voudrais axer mon propos sur l'état de la contribution du FMI à l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés. Comme vous le savez, l'instrument de la participation du FMI à l'Initiative est la Facilité d'ajustement structurel renforcée (FASR). Le FMI utilisera donc un autre mécanisme que le Fonds de l'Initiative géré par l'IDA. Deux éléments sont nécessaires pour assurer la participation du FMI et pour faire en sorte que la FASR joue son rôle clé qui est d'aider les pays à satisfaire les conditions requises en matière de politiques:

- Premièrement, le FMI doit être en mesure d'engager des ressources en faveur des pays qui peuvent bénéficier d'une assistance renforcée au titre de l'Initiative afin de couvrir sa part du coût au point d'achèvement. Une différence existe à ce niveau entre la Banque mondiale et le FMI. Pendant la période de trois ans allant du point de décision au point d'achèvement, il n'y aura pas de ressources spéciales du type décrit par M. Sarbib, bien que des ressources soient disponibles au titre de la FASR. Notre contribution sera fournie à la fin de la période, en fait au point d'achèvement.
- Deuxièmement, il faut que la FASR continue d'exister jusqu'en l'an 2000, date à laquelle les ressources au titre de la présente FASR doivent être entièrement engagées. Il pourrait y avoir une période intérimaire allant de 2001 à 2004, au cours de laquelle des ressources seraient nécessaires pour subventionner les engagements prévus au titre de la FASR, d'un montant d'environ un milliard de DTS par an. Ainsi donc, les ressources actuelles seront entièrement engagées avant 2001.

Nous en arrivons donc à la période 2001-2004, au cours de laquelle nous aurons besoin de ressources pour subventionner le volume annuel de prêts d'un montant d'un milliard de dollars que constituent les engagements au titre de la FASR pour cette période. Par la suite, c'est-à-dire après 2004, les opérations au titre de la FASR seront autofinancées étant donné que les subventions nécessaires pourraient provenir de ressources propres du FMI, du compte de réserve de la FASR. Ces ressources assurent une protection aux créanciers actuels du Fonds d'affectation spéciale de la FASR, les montants en-deçà des obligations non engagées vis-à-vis de ces créanciers devant être disponibles à partir de 2004/2005. Ces ressources proviendront essentiellement de précédents prêts au titre du Fonds d'affectation spéciale qui ont été remboursés au début des années 1970.

Qu'est-ce qui a été fait ce jour? Le 4 février 1997, le Conseil d'administration du FMI a adopté d'importantes décisions qui devraient préparer le Fonds à fournir une aide au titre de l'Initiative au moment où les pays atteindront leurs points de décision et où on déterminera s'ils remplissent les conditions requises à cet effet. En premier lieu, le Conseil a levé les conditions qui limitaient à deux le nombre d'arrangements d'une durée de trois ans dont pouvaient bénéficier les pays, en partie dans le but

de leur permettre de se conformer au critère fixé au titre de l'Initiative en matière de politiques.

En deuxième lieu, le Conseil a établi un "Fonds pour les opérations spéciales de la FASR en faveur des pays pauvres très endettés et pour les opérations intérimaires de la FASR". Le Conseil a ainsi défini la structure et les modalités des opérations spéciales de la FASR sur la base des accords conclus en septembre 1996 par les Conseils d'administration de la Banque mondiale et du FMI, qui ont été ultérieurement approuvés par le Comité intérimaire et le Comité de développement.

L'aide du FMI sera fournie essentiellement sous forme de subventions et de prêts très concessionnels, ou d'une combinaison de prêts et de subventions lorsque celle-ci peut permettre d'alléger le poids du service de la dette. Les prêts au titre du Fonds d'affectation spéciale seraient octroyés sans intérêt, avec une échéance de 10 à 20 ans et une période de grâce de 5 ans et demi à 10 ans et demi. On s'attend toutefois que la majorité, voire la totalité des opérations au titre de la FASR, soit sous forme de subventions et qu'elles suffisent à assurer le service de la dette au titre de l'Initiative. Ces subventions seraient versées à un fonds fiduciaire et ne serviraient qu'à honorer les obligations au titre du service de la dette vis-à-vis du FMI.

Troisièmement, et nous arrivons à un aspect un peu technique que je m'efforcerai toutefois d'expliquer au mieux, le Conseil vient d'approuver une décision tendant à faciliter le transfert des ressources (jusqu'à concurrence de 180 millions de DTS) du compte de réserve de la FASR au "compte de décaissement spécial", tant que des ressources suffisantes ne peuvent être immédiatement obtenues d'autres sources à cette fin. En d'autres termes, pour pouvoir faire face aux premiers cas assez rapidement, nous avons prévu des ressources pour des interventions immédiates. Nous avons essayé d'obtenir l'assentiment de tous les créanciers du Fonds d'affectation spéciale pour ce transfert et presque tous ont déjà donné leur accord.

Les préparatifs de la mise en route des opérations spéciales de la FASR sont pratiquement terminés et d'importants efforts sont faits pour mobiliser des ressources financières à long terme en vue de la participation du FMI à l'Initiative.

De nombreux États membres ont déjà répondu favorablement à la demande formulée par le Directeur général en vue de contributions bilatérales au Fonds d'affectation spéciale FASR/Initiative en faveur des

pays pauvres très endettés. Aucun effort ne sera ménagé pour obtenir des contributions bilatérales et, selon que de besoin, les procédures relatives aux opérations spéciales de la FASR et aux subventions au titre des opérations intérimaires de la FASR seraient accélérées.

Je vous remercie.

B. Résumé des débats de la première partie

Les débats de la Conférence sur le thème **“Initiative en faveur des pays pauvres très endettés: conséquences pour l’Afrique”** ont été axés sur le problème persistant de la dette de l’Afrique et sur la manière dont l’Initiative pourrait réduire le fardeau de la dette de l’Afrique.

La conférence a noté que la dette extérieure de l’Afrique n’a cessé d’augmenter depuis le début de la crise mondiale de l’endettement en 1982. Jusqu’en 1995, l’encours de la dette de l’Afrique est passé à environ 311 milliards de dollars. Seulement neuf des 52 pays africains (l’Érythrée a été exclue faute de données) étaient considérés comme n’ayant relativement pas de problème d’endettement. Parmi les 43 autres, 32 sont classés comme pays lourdement endettés et 11 comme pays modérément endettés par la Banque mondiale. Ainsi, environ 83% des pays du continent pâtissent des effets négatifs graves du fardeau de la dette.

Les initiatives internationales portant sur le problème de la dette extérieure des pays en développement n’ont pu, à ce jour, permettre de régler le problème de façon durable. Entre janvier 1980 et décembre 1995, 22 pays africains ont renégocié 58 fois leur dette auprès de banques commerciales. Au cours de la même période, 35 pays africains ont 151 fois renégocié leur dette publique vis-à-vis de Club de Paris. Les uns, tel le Sénégal, ont procédé à 11 rééchelonnements auprès du Club de Paris mais continuent de connaître des problèmes de dette extérieure. Les autres, tel l’Ouganda, étaient censés avoir été “promus” du Club de Paris, et pourtant ils se heurtent toujours à des problèmes de dette.

La question fondamentale qui se pose est donc de savoir pourquoi les problèmes de la dette extérieure de la majorité des pays africains semblent insurmontables? Comment la récente l’Initiative en faveur des pays pauvres très endettés peut-elle contribuer à réduire le fardeau de la dette? Quel en est l’état d’avancement? Quelles sont les autres options qui pourraient compléter les instruments internationaux de lutte contre le problème de la

dette extérieure des pays africains? Telles sont certaines des questions examinées.

Les participants à la conférence ont d'abord examiné la situation actuelle de la dette de l'Afrique et les divers mécanismes mis en place pour alléger le fardeau de la dette du continent. C'est dans ce cadre que s'inscrivait le débat sur l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés. Cette Initiative concernait 41 des pays pauvres les plus endettés du monde, dont 33 d'Afrique.

Il est apparu, sur la base de l'analyse préliminaire de la viabilité de la dette extérieure, que seulement 16 des 33 pays africains recensés pour l'Initiative remplissaient les conditions requises. La situation des 17 autres était soit "viable" soit "non encore déterminée".

1. Initiative en faveur des pays pauvres très endettés: nature et éléments

Les participants à la conférence ont reconnu que l'Initiative était le fruit de négociations difficiles et qu'elle représentait le plus petit commun dénominateur des vues exprimées. On s'est donc employé à parvenir à un consensus entre les différents créanciers. L'Initiative se fonde sur six principes: assurer viabilité générale de la dette, l'accent étant mis sur la totalité de la dette extérieure; enregistrer de bons résultats en matière de réformes pour prévenir tout risque moral; tirer parti des mécanismes existants tout en prenant des mesures d'allègement supplémentaires; assurer une participation élargie et équitable de tous les créanciers; préserver l'intégrité financière des institutions financières multilatérales; et fournir de nouvelles ressources financières concessionnelles.

En outre, l'Initiative comporte six aspects. Premièrement, seuls les pays bénéficiaires des opérations de l'IDA ayant enregistré des résultats significatifs et dont la situation en matière de dette n'était pas viable même après le recours aux mécanismes classiques pourraient en bénéficier. Le deuxième aspect est l'analyse de la viabilité de la dette, qui est basée sur des projections de la balance des paiements sur 20 ans et dépendrait en fait des résultats obtenus au point d'achèvement. Les décisions concernant cette analyse sont prises par le FMI, la Banque mondiale et pays débiteur. Elle est fonction de facteurs de vulnérabilité tels que la concentration des exportations, la situation financière, etc.

Le troisième aspect était les critères de performance, basés sur des périodes: une première période de trois ans qui débouche sur le point de décision et une deuxième qui débouche sur le point d'achèvement. En appui aux critères de performance, des aspects macroéconomiques, structurels et sociaux ont été également examinés pour définir les critères d'admissibilité. Le quatrième aspect est la souplesse: les points de décision et d'achèvement peuvent être avancés au cas par cas. Des subventions de l'IDA peuvent aussi être obtenues avant le point de d'achèvement.

Le cinquième aspect a trait au rôle joué par les autres créanciers appelés à offrir des conditions d'allègement identiques ou meilleures. Le sixième aspect est le financement de l'Initiative. Chaque créancier doit assumer une part équitable de l'allègement. La Banque mondiale, par exemple, a créé un fonds d'affectation spéciale avec une contribution initiale de 500 millions de dollars; des contributions supplémentaires de 43 millions de dollars y ont été versées et des montants non déterminés provenant d'autres institutions multilatérales de développement sont attendus.

Les participants à la conférence ont été informés qu'en ce qui concerne l'état d'avancement de l'Initiative, l'Ouganda était le premier pays dont le cas a été présenté au Conseil. Ceux du Burkina, de la Côte d'Ivoire et de la Bolivie devaient être examinés par le Conseil à une date ultérieure. À la fin de 1997, les cas de six autres pays devraient être présentés au Conseil.

2. Critères d'admissibilité et de performance et analyse de la viabilité de la dette

Tout en se félicitant de l'Initiative, la conférence a soulevé des points qui préoccupent les pays africains et qui ont trait aux facteurs suivants: critères d'admissibilité au bénéfice de l'Initiative; critères de performance applicables à l'Initiative; analyse de la viabilité de la dette permettant de juger de l'admissibilité; importance des facteurs exogènes et des questions de vulnérabilité dans l'analyse; traitement du service de la dette; durée de la période d'achèvement ouvrant droit à l'Initiative; niveau des ressources financières engagées pour l'Initiative; et difficultés liées aux pays non membres du Club de Paris.

Les participants se sont préoccupés des conditions générales, de principes directeurs, de la conception et des hypothèses de l'Initiative.

En ce qui concerne les critères d'admissibilité, la conférence a relevé les points suivants: la non inclusion de la dette intérieure dans le calcul du service de la dette; le fait que la valeur des exportations soit le dénominateur dans le calcul des ratios essentiels dans le cadre de l'analyse de la viabilité de la dette; et l'imprécision des critères utilisés pour cette analyse. On a ainsi estimé qu'il fallait constamment réviser les modalités d'établissements des critères d'admissibilité et de performance pour tenir compte des diverses préoccupations tant des créanciers que des débiteurs.

Les participants à la conférence ont estimé qu'en ce qui concerne la viabilité, la série de ratios retenus comme critères ne suffisaient pas. Les pays africains et leurs partenaires devraient également tirer parti des expériences passées et comprendre que tous les "dons" concessionnels n'ont pas contribué à la croissance économique. Le concept de viabilité devrait, par conséquent, englober aussi des mesures visant à aider l'Afrique à ne pas retomber dans une situation non viable en matière de dette à l'avenir.

Néanmoins, on a reconnu que l'Initiative était le résultat d'un équilibre minutieux entre les intérêts des institutions participantes. Il s'agit d'une avancée remarquable étant donné qu'il y a seulement quelques années, la dette multilatérale ne pouvait même pas faire l'objet d'un rééchelonnement. Les participants sont convenus que les analyses de la vulnérabilité aient un caractère national. La liste des pays retenus devrait être révisée en tenant compte de l'analyse de la viabilité de la dette. En outre, étant donné que le montant de l'allègement consenti serait fonction du ratio réel au point d'achèvement, les retards accusés dans les activités à réaliser pour atteindre vers ce point réduiraient le montant escompté.

Il a été indiqué que le niveau retenu pour les ratios dette/exportations et service de la dette/exportations a empêché certains pays africains de bénéficier de l'Initiative. Par ailleurs, les participants se sont demandés si ces ratios, qui sont basés sur l'expérience des pays d'Amérique latine, pouvaient s'appliquer à la situation et aux réalités des pays africains.

En outre, les critères de performance, applicables au titre des programmes d'ajustement structurel de l'Initiative, pourraient être trop rigoureux. Les participants étaient également d'avis que l'analyse de la viabilité de la dette permettant de juger de l'admissibilité aux différentes étapes de l'Initiative et les hypothèses établies pour cette analyse pourraient être irréalistes. De même, l'importance accordée aux facteurs exogènes et

aux questions de vulnérabilité conditionnerait l'analyse. Cette question engendrait des doutes, en particulier en ce qui concerne la capacité des pays africains d'y répondre.

Les participants se sont également préoccupés du sort réservé à la charge financière du service de la dette et de l'aptitude des pays africains à maîtriser les déficits budgétaires, question qui n'aurait pas eu l'attention voulue. Si la période de préparation était trop longue, les difficultés des pays africains s'en trouveraient prolongées, ce qui compromettrait le succès de l'Initiative.

3. Adéquation et reconstitution de la base de ressources nécessaires au financement de l'Initiative

Des questions ont été également posées quant à la quantité et à la disponibilité des ressources nécessaires au financement de la composante multilatérale de l'Initiative ainsi qu'aux modalités de décaissement de la contribution de chaque institution.

À cet égard, la Banque mondiale a indiqué qu'elle était disposée à accroître les ressources du Fonds d'affectation spéciale, qui passeraient de 500 millions de dollars à 2 milliards de dollars. Le FMI, pour sa part, a fait état de son intention de compléter sa contribution par des ressources bilatérales qu'il mobiliserait. La vente de réserves d'or serait envisagée si les ressources bilatérales n'étaient pas suffisantes.

Le niveau des ressources nécessaires au financement de l'Initiative et les engagements à cet effet paraissaient toujours douteux.

Il a été indiqué que le FMI ne prendrait ne ferait pas de contributions directes entre les points de décision et d'achèvement mais qu'il userait de la FASR comme un instrument suffisamment souple pour répondre aux besoins financiers des pays participants à l'Initiative. On a réaffirmé que l'Initiative visait à aider les pays à sortir du processus de rééchelonnement de la dette et qu'elle n'empêchait pas d'obtenir de nouvelles ressources pour le développement.

4. Durée et calendrier de l'Initiative

Les participants se sont préoccupés de la longueur de la période nécessaire pour atteindre le point d'achèvement, d'autant que les gouvernements doivent rapidement prendre des mesures dans les domaines des investissements sociaux et des infrastructures. Cependant, les intervenants ont indiqué qu'il fallait faire preuve de résultats en matière de réforme et prévenir le risque moral. Il a donc été décidé que l'Initiative prenne en compte autant que possible la question du risque moral tout en tenant compte du caractère particulier de la performance passée de chaque pays. Dans ce contexte, l'Ouganda a défendu son cas et préconisé que l'Initiative réponde aux besoins et aux aspirations des pays ayant enregistré les meilleurs résultats.

5. Autres facteurs visant à renforcer la mise en oeuvre de l'Initiative

Les participants ont fait observer que la mise en oeuvre de l'Initiative serait entravée si on ne s'attachait pas à élargir la participation tripartite, traiter le problème de la dette à l'égard de la Russie, prévoir des garanties pour empêcher que les pays ne retombent dans le piège de la dette et éviter les retards inutiles. Les difficultés à traiter avec le Club de Paris, en particulier pour les questions concernant l'admissibilité de la dette considérée comme étant préalable ou consécutive à la période de suspension, et surtout à rechercher un traitement comparable auprès des créanciers non membres du Club de Paris, ont pu être sous-estimées.

La conférence a engagé les institutions financières multilatérales à faire preuve de plus de souplesse dans leurs politiques de prêt et à être plus soucieuses des objectifs de développement général des pays africains.

Deuxième partie

A. Communications sur le renforcement et l'utilisation des capacités en Afrique en vue de la gestion de la dette

1. Introduction par le Président

M. Basuga-Nsadhu

Ministre d'État,

Ministre des finances de la République d'Ouganda

M. le Président,

Je voudrais, à travers vous, transmettre nos remerciements à nos orateurs et animateurs. Je suis heureux de constater qu'en fin de compte nous sommes tous des étudiants qui continuent d'apprendre et de rechercher des améliorations et que les institutions financières multilatérales ont pris note de nos craintes et feront preuve de souplesse dans leur approche.

Je voudrais passer à la deuxième phase des débats, qui a trait aux questions liées à la gestion de la dette et au titre de laquelle nous devons évaluer un domaine très important, à savoir la gestion efficace de la dette. Ce débat devrait nous permettre d'éviter que ne se reproduisent les erreurs commises dans le passé par les pays africains du fait de politiques d'endettement peu judicieuses et d'une mauvaise gestion de la dette. Nous devons également évaluer les défis que doivent relever les pays africains en matière de planification et d'analyse de la gestion de la dette et recenser des initiatives réussies dans ce domaine.

Nous envisageons également d'examiner des initiatives visant à réduire le poids de la dette, en particulier l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés et d'autres mesures pragmatiques prises dans le passé en complément de la stratégie internationale en matière de dette, sous un angle qui soit avantageux tant pour les créanciers que pour les débiteurs. Ces mesures comprennent notamment l'utilisation optimale des mécanismes de conversion de la dette en vue d'une réorientation des ressources financières modiques, qui servent actuellement à assurer le service de la dette extérieure et à financer divers projets et programmes de

développement, le but étant de créer un environnement propice à l'investissement productif dans les pays débiteurs.

Nous allons donc évaluer les moyens permettant à l'Afrique de relever les défis et de profiter des possibilités offertes par les programmes de conversion de la dette qui complètent les stratégies de gestion de la dette. Nous invitons nos deux intervenants émérites à faire leurs exposés.

2. M. John B. Ross
Vice-Président et Directeur,
New York Bay Associates

M. le Président,
MM. les Ministres des finances,
MM. les Gouverneurs des Banques centrales,
Mmes et MM. les responsables financiers et représentants,

C'est pour moi un plaisir et un honneur d'être invité à vous entretenir des mécanismes de conversion de la dette. J'ai été plutôt émerveillé hier par le Secrétaire exécutif de la Commission économique de l'Afrique qui a conclu son propos par un proverbe: "Un homme trop modeste a faim". Je voudrais commencer mon propos par un proverbe assez courant: "Le plus long voyage commence par un petit pas". En ce qui me concerne, je me suis rendu compte que les plus longs voyages ont commencé par un petit pas dans la mauvaise direction; je pense que ce proverbe nécessite quelques petits aménagements. Parfois, les voyages sont plutôt longs parce que nous ne les poursuivons pas résolument. Le problème de la dette est, à mon avis, l'exemple d'un voyage très long et difficile en partie parce que les uns et les autres se fixent des destinations différentes.

J'ai commencé à m'occuper des problèmes de la dette lorsque je travaillais pour une grande banque commerciale; j'étais donc un peu responsable d'une partie des prêts accordés sur le plan international. Je participais alors à la renégociation des prêts dans le cadre du Comité directeur de la banque. À l'époque, nous avions notamment des difficultés d'abord à convaincre la direction de la banque et des autres banques commerciales que celles-ci ne seraient pas rembourser à la valeur nominale de leurs engagements. C'était un problème très grave.

Amener les responsables à envisager d'autres méthodes constructives telles que la conversion de la dette n'était pas facile. Après m'être installé à Washington et avoir assisté aux discussions entre créanciers bilatéraux, y compris mon propre pays, j'ai entendu maintes fois les créanciers bilatéraux et commerciaux répéter les mêmes arguments selon lesquels les prêts devraient être remboursés à leur valeur nominale. Certains créanciers bilatéraux ne sont toujours pas disposés à céder leur dette sur le marché secondaire, quoique nombre d'entre eux le fassent et que nous procédions avec eux à de nombreuses conversions de dette.

L'important, je crois, c'est de reconnaître qu'il n'y a pas une solution universelle au problème de la dette et que si vous souhaitez que les créanciers annulent entièrement votre dette pour vous permettre de consacrer toutes vos ressources aux investissements intérieurs, les créanciers eux veulent en recouvrer autant que possible.

Il faut donc trouver une voie médiane. Je pense, à cet effet, que l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés constitue un tournant décisif et je suis convaincu qu'au cours des prochaines années, elle deviendra plus souple à mesure que les banques commerciales et les créanciers bilatéraux feront preuve de plus de souplesse en matière de restructuration de la dette.

Je voudrais souligner ce qui a été dit la semaine dernière à la réunion des experts. La conversion de la dette n'est pas une solution. L'Initiative ne sera pas la solution aux difficultés créées par le montant de la dette contractée par vos pays. C'est un instrument qui peut être utilisé et, comme déjà indiqué, la conversion de la dette n'est pas une idée théorique susceptible de porter des fruits. De 1985 à 1994, les conversions de dette ont atteint une valeur d'au moins 111 milliards de dollars. Malheureusement, moins de 5% concernait l'Afrique. Ma propre organisation, New York Bay Company, et le groupe que je dirigeais auparavant ont procédé à des conversions de dette d'une valeur d'environ un demi-milliard de dollars. Conscients que le problème est particulièrement grave en Afrique, nous avons procédé à environ 40% des conversions avec des pays africains.

Toutefois, même un pays comme le Mexique, qui a fait des progrès dans la gestion de sa dette, continue d'être un important marché pour nous. Nous y procédons à des conversions de dette pour aider le pays à financer des projets dans des domaines à haut impact social tels que la construction de logements à faible coût, l'appui aux orphelinats et d'autres

types d'activités. Je devrais peut-être préciser ce qu'est la conversion de la dette, quoique je sois sûr que tout le monde le sait. La conversion de la dette consiste pour un créancier à reconnaître qu'il ne pourra sans doute pas recouvrer la valeur totale de ses créances; toutefois, voulant utiliser les fonds à d'autres fins stratégiques, il les cède au rabais et fait des arrangements avec le gouvernement concerné pour que celui-ci rembourse en monnaie locale ou sous forme de biens locaux dont le produit est supérieur au prix des créances.

Divers cas ont eu lieu dans le passé. Par exemple, la dette du Mexique a été rachetée à soixante cents par dollar É-U et libérée à quatre-vingts cents par peso mexicain pour des projets de développement dans le pays. Certains programmes de conversion mis en place au milieu des années 80 laissaient à désirer et, comme déjà indiqué lors des débats de la semaine écoulée, il faut tenir compte des sources de préoccupation et y remédier. Je pense que la Côte d'Ivoire en particulier a été très claire en indiquant qu'il fallait obtenir l'accord des créanciers. À ma connaissance, il y a eu seulement un ou deux cas où les banques commerciales ont refusé que des créances bilatérales fassent l'objet de conversions de la dette.

Si, à l'heure actuelle, certains créanciers bilatéraux ne le font pas, pour notre part nous rachetons souvent des créances bilatérales auprès de divers gouvernements en vue de conversions de dette. Je pense que certains créanciers européens et d'autres créanciers bilatéraux font preuve d'assez de souplesse dans l'interprétation et l'application des règles du Club de Paris. Toutefois, les créanciers bilatéraux obéissent à une règle formelle selon laquelle ils peuvent presque automatiquement être autorisés à procéder à des conversions de dette concernant leurs créances à l'exportation, jusqu'à concurrence de 10% ou de 10 millions ou 20 millions (le plus grand montant étant retenu), en fonction de l'importance de l'économie. Ils cèdent donc leurs créances et permettent qu'elles soient utilisées. Jusqu'à 100% des prêts qu'ils ont consentis au titre de l'aide publique au développement peuvent ainsi être également utilisés à des fins de conversion de dette.

Comme je l'ai déjà dit, la prise en compte de la dette multilatérale dans l'Initiative ouvre une nouvelle ère; toutefois, je ne pense à ce stade, ni dans un avenir proche, qu'elle puisse être utilisée à des fins de conversion de dette. Non seulement il faut l'accord des créanciers privés mais aussi il faut un système garantissant l'utilité des projets exécutés au titre de la conversion de la dette. Quiconque consent une réduction de dette de 111 milliards de dollars, devrait dégager d'importantes ressources pour couvrir

la composante en monnaie locale et faire en sorte que les programmes mis en place au titre de la dette soient judicieux.

Il faut également s'assurer que l'on dispose de fonds pour appliquer les programmes de conversion de dette. Il n'y a pas lieu de consentir une réduction de dette si cela revient à imprimer des billets de banque et à engendrer l'inflation. Toutefois, cela encouragera la privatisation. Certains investisseurs désireux d'investir en Afrique s'inquiètent de ce que j'ai appelé la période de transition. Je comprend le représentant du Nigéria lorsqu'il dit que malgré tous les efforts faits en matière d'incitations politiques en vue d'entreprendre ces réformes et ajustements, les investisseurs se font attendre.

Nombreux sont les investisseurs qui se demandent si on pense que ces pays poursuivront les réformes. Nous sommes donc dans une période de transition et je pense que la conversion de la dette peut être un moyen d'accélérer la transition car l'investisseur en bénéficie automatiquement. Il faut aussi reconnaître, pendant l'établissement du budget, que toutes les conversions de dette ne se règlent pas en espèces. Celles réalisées sous forme de privatisation, dont nous avons parlé et qui peuvent contribuer énormément au développement du marché financier, peuvent se régler en actions, sans incidences monétaires.

De nombreux groupes d'investisseurs souhaiteraient mettre en place ce que j'appellerais des fonds fiduciaires à long terme. Certains de mes clients les qualifient de fonds de dotation. Je conseillerai de ne pas mettre en place des fonds de dotation comme la Fondation Rockefeller ou quelque chose de semblable dans des économies qui ne sont pas encore tout à fait prêtes à les accueillir. On peut néanmoins procéder à une conversion de dette et de nombreux groupes seraient intéressés, notamment en faveur d'activités d'appui à la survie de l'enfant. Nous avons exécuté un projet de ce type en Bolivie, pour un montant de 7 millions de dollars et sur une période de dix ans.

Il n'y a pas lieu de verser tout l'argent d'emblée, mais plutôt par tranches. Je connais des gens dans le secteur de la recherche agricole qui discutent avec des donateurs et les responsables de programmes spéciaux de recherche agricole à la Banque mondiale en vue d'obtenir des ressources pour créer des fonds fiduciaires à long terme. Bref, il faut trouver ce qui correspond le mieux à sa situation, comment effectuer les remboursements, comment structurer les paiements de sorte à ne pas dépasser son budget.

Comme je l'ai déjà dit, de nombreuses personnes ont intérêt à ce que des investissements soient réalisés en Afrique, qui se demandent si les pays du continent poursuivront les réformes. Des délégations représentant des groupes d'Africains résidant aux États-Unis qui souhaiteraient investir en Ouganda ou dans d'autres pays africains et voudraient savoir comment y procéder. Ils se demandent s'ils peuvent engager un processus de conversion de dette. La conversion de la dette, comme toute transaction financière, est plutôt une opération à forte proportion de main-d'oeuvre. Si l'on dispose de 10 000 dollars, ce n'est pas une option viable. Cependant, je pense que les fonds mutuels et d'autres arrangements pourraient être mis en place.

Si on accepte la conversion de la dette, on peut attirer des ressources financières considérables provenant du rapatriement des capitaux sortis et des avoirs des Africains qui ont des intérêts dans leurs pays d'origine. Dans certains pays, des dispositions sont déjà prises pour amener les expatriés à envisager sérieusement leur retour, ceux-ci estimant que si les réformes se poursuivaient, davantage de possibilités leur seraient offertes dans leurs pays que la vie aux États-Unis.

Par conséquent, je pense qu'il faut être imaginatif lorsqu'on a recours à la conversion de la dette tout en reconnaissant ses insuffisances. C'est un programme complémentaire et non une solution unique comme je l'ai déjà dit. On peut offrir des terres en règlement. Plusieurs groupes qui construisent des logements à faible coût seraient très intéressés par les conversions de dette s'ils pouvaient obtenir des terres sur lesquelles construire ces logements. Toutefois, il faut également veiller à ce que ces projets soient bien exécutés et chercher à comprendre ce que représente la valeur de la dette.

Nous avons essayé de mener une action en faveur des pays francophones de la zone CFA mais certains créanciers m'avaient initialement indiqué qu'étant donné que ces pays n'étaient pas classés parmi les situations non viables au titre de la nouvelle Initiative de la Banque mondiale en faveur des pays pauvres très endettés, ils devraient rembourser la valeur nominale de leur dette. Il faut s'affranchir de l'idée selon laquelle un pays qui n'est pas considéré comme une situation "non viable" n'a pas de problème de dette. Je crois que le Mexique est un exemple éloquent d'un pays qui a recours à la conversion de la dette comme un moyen de coopération avec d'autres pays. Il faut être disposé à négocier. Il faut être

disposé à persévérer. Les créanciers veulent récupérer autant qu'ils peuvent des prêts consentis, l'idéal pour eux étant un remboursement total.

Toutes les initiatives concernant la dette que je connais visent à ramener la dette à un niveau viable pour qu'elle puisse être financée à l'avenir. Il n'existe, à ma connaissance, aucune proposition sérieuse examinée par les créanciers et au titre de laquelle ils vont annuler complètement la dette des pays concernés. L'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés est la bienvenue parce qu'elle permet une réduction de la dette multilatérale. N'attendez donc pas une réduction automatique de 80% votre dette dans un avenir proche. Le montant total de la réduction sera beaucoup plus modeste. Il faudra donc recourir à d'autres mécanismes s'inscrivant dans un cadre financier et économique bien conçu pour promouvoir les investissements. L'objectif n'est pas seulement de ne pas avoir de dette, mais plutôt de la ramener à un niveau où le service de la dette peut être assuré et de promouvoir les investissements et le développement du pays.

Je suis convaincu que l'Afrique a fait le premier pas qui la mènera sur un chemin long et difficile. Il s'agira d'établir des corrélations entre les réformes dont il a été question dans les diverses interventions. La réforme du secteur financier, la réforme des changes et la réforme du marché des capitaux doivent aller de pair; elles sont toutes nécessaires quand bien même il faudrait un certain agencement. Le problème de la dette ayant eu une incidence sur tous ces secteurs, le mécanisme de conversion de la dette pourrait être plus largement utilisé en Afrique comme ce fut le cas en Amérique latine et ailleurs. Il faut savoir qu'aucune de ces initiatives n'éliminera la dette. L'aide classique des donateurs va décroissant et, comme cela a déjà été indiqué, une plus large proportion est consacrée aux secours d'urgence et aux missions de maintien de la paix, ce qui réduit d'autant la part consacrée au développement.

Comme l'a dit le représentant du FMI, il faut se mettre l'évidence que la dette sera seulement réduite afin de rendre son service plus supportable. La question qu'il faut se poser est donc la suivante: "Que pouvons-nous faire nous-mêmes pour tirer parti de cette dette et la transformer en investissement véritable nous permettant d'accroître la productivité et d'améliorer les conditions de vie des pauvres?" La conversion de la dette est un moyen à cet égard.

Je vous remercie.

3. M. A.M. Maruping
Gouverneur de la Banque centrale du Lesotho,
Président du Conseil des gouverneurs de MEFMI

Merci M. le Président.

M. l'Animateur,

Mmes et MM. les Ministres et invités,

Mmes et MM. les hauts fonctionnaires des organisations internationales,

Chers collègues Gouverneurs,

Je prend la parole non pas en mon nom personnel mais au nom de mes collègues Gouverneurs et des hauts fonctionnaires des Finances car ce sont eux qui sont chargés de la réflexion et du dur labeur: je ne suis que leur porte-parole et toute méprise serait évidemment ma responsabilité.

C'est pour moi un réel honneur et un privilège de pouvoir partager avec les illustres participants leurs données d'expérience en matière de gestion de la dette. Je voudrais dire d'emblée que les initiatives prises en Afrique de l'Est et en Afrique australe en matière de gestion de la dette et des réserves ont déjà débouché sur la création d'un institut de gestion macroéconomique et financière.

Les initiatives de réduction de la dette dont nous avons entendu parler aujourd'hui et au cours des dernières années ne réussiront que si des capacités suffisantes, appropriées et durables sont mises en place dans le domaine de la gestion de la dette et dans les domaines connexes. Par exemple, les pays dont le poids de la dette est insupportable doivent élaborer, adopter et appliquer des politiques, stratégies et pratiques en matière de gestion de la dette visant à empêcher qu'ils s'empêtent davantage; ils devraient ainsi se sortir de la dette grâce à ces initiatives et non retomber dans des situations insupportables.

Même les pays dont le poids de la dette est supportable ne demeureront dans cette situation et n'enregistreront une croissance économique rapide que s'ils disposent de capacités suffisantes et appropriées pour élaborer des politiques de la dette judicieuses, concevoir des stratégies de qualité et suivre des pratiques efficaces en matière de gestion de la dette. Je dirai que ces deux groupes de pays peuvent éviter les pertes

financières inutiles généralement associées à une mauvaise gestion de la dette en améliorant leurs systèmes de gestion de la dette.

La mise en place et la pleine utilisation des capacités sont indispensables à une gestion macroéconomique judicieuse en général et à une bonne gestion de la dette en particulier. Le manque de capacités suffisantes et appropriées a été l'un des principaux obstacles à cet égard. Une bonne gestion de la dette, comme je l'ai déjà dit, évite les pertes inutiles et donne confiance aux créanciers. On peut en retirer d'énormes avantages.

On a tendance à associer le renforcement des capacités à la formation alors qu'elle n'en est qu'un aspect, les autres étant les questions et procédures d'organisation, les systèmes, les instruments, la qualité et même l'utilité des ressources et installations à utiliser. La motivation et les incitations au personnel qualifié contribuent également à accroître la productivité et à maintenir les capacités et donc à assurer la durabilité.

L'introduction d'apports en vue de la réalisation de certaines activités permet d'accroître les capacités de la cellule de gestion de la dette, qu'elle relève du ministère des finances, du ministère du plan, de la Banque centrale ou de tout autre organisme. Le manque d'incitations, de reconnaissance professionnelle et de possibilités de carrière entraîne la fuite des compétences et compromet la durabilité.

Il faut du personnel suffisamment qualifié, efficace et motivé à tous les niveaux (direction, gestion, supervision et opération). Tous les services publics essentiels en Afrique, y compris les services de gestion de la dette, doivent être dotés de cadres créatifs, orientés vers l'avenir et méticuleux. Il manque des cadres ayant les qualifications requises pour reconnaître et identifier tôt les possibilités et les atouts, formuler des politiques judicieuses, élaborer des stratégies appropriées et efficaces, concevoir des programmes d'action minutieux et réalistes, mobiliser efficacement les ressources nécessaires, gérer, administrer et exécuter avec compétence les programmes, surveiller et évaluer les programmes, faire des prévisions et établir des voies de communication verticales et latérales au sein des organisations.

Il en est de même de la gestion de la dette, domaine dans lequel il faut redoubler d'efforts en matière de renforcement des capacités. Les pays ont grand besoin d'améliorer leurs systèmes de gestion de dette. Jusqu'à maintenant, la gestion de la dette a été perçue sous l'angle étroit de l'enregistrement de la dette dans la plupart des cas. En fait, la gestion de la

dette va beaucoup plus loin. Elle consiste à élaborer, adopter et appliquer des politiques, stratégies et pratiques en matière de gestion de la dette permettant d'assurer des emprunts sans risque, à maintenir les équilibres macroéconomique et financier et à mettre en place et renforcer des structures institutionnelles et organisationnelles appropriées appuyées par une main-d'oeuvre qualifiée et adéquate ainsi que par des services financiers et fiscaux suffisants et d'autres ressources.

Ainsi donc, l'Initiative de gestion de la dette et des réserves en Afrique de l'Est et en Afrique australe (ESAIDARM) a donné lieu à l'Institut de gestion macroéconomique et financière d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe (MEFMI). Il a pour mandat d'aider les neuf pays membres à améliorer leurs capacités en vue de gérer convenablement leur dette et leurs réserves et à élaborer et appliquer des politiques, stratégies et pratiques judicieuses en matière de dette. Doté de ce mandat élargi, l'Institut doit dispenser une formation aux aspects pratiques de la gestion macroéconomique et financière. Cet aspect ainsi que la gestion des réserves étaient considérés comme les éléments les plus urgents des efforts nécessaires dans l'immédiat pour empêcher les pertes financières déplorables.

C'est comme les premiers soins à administrer lorsqu'on arrive sur le lieu d'un accident ou comme une situation d'urgence. D'abord, les médecins traitent le patient pour le traumatisme subi puis, lorsque son état se stabilise, ils traitent le vrai problème, en l'occurrence ils cherchent à arrêter le saignement. Le saignement - l'hémorragie - provoqué par la dette doit être arrêté. Il est dû à une mauvaise gestion de la dette et des maigres réserves. Il fut un temps où les réserves de la plupart des pays ne couvraient que trois à cinq semaines d'importations. Nous avons commencé par la gestion de la dette et des réserves puis nous avons élargi notre mandat au problème essentiel, qui est de renforcer la capacité des pays à gérer leurs économies efficacement.

La méthode mise au point et adoptée est celle du modèle de renforcement des capacités actuellement appliquée dans de nombreux pays de la sous-région. Elle se fonde sur une approche fonctionnelle consistant à recueillir des données relatives à l'enregistrement de la dette, élaborer des stratégies judicieuses en matière de dette extérieure, assurer efficacement le service de la dette et mettre en place des structures et systèmes appropriés ainsi que des facilités et des ressources adéquates, qu'elles soient humaines, fiscales, financières ou autres.

Le problème pour l'Afrique était de savoir comment adapter et modifier cette méthode en vue de la mise en place de capacités pour entreprendre ses efforts de développement. C'était l'un des principaux objectifs de l'ESAI DARM dans le domaine de la gestion de la dette. En fait, les discussions ont commencé en 1992 mais le lancement de l'initiative n'est intervenu qu'en 1994. À l'époque, son mandat se limitait à la gestion de la dette et des réserves. En 1995, une équipe indépendante l'a évaluée au moment où il a été envisagé d'élargir le mandat du MEFMI à la gestion macroéconomique. Une autre évaluation a eu lieu. Les deux rapports étaient très positifs. Ainsi, en 1996, un projet pilote visant à dispenser des cours de gestion macroéconomique et financière simultanément avec des cours de gestion de la dette et des réserves a été exécuté. En janvier, les efforts déployés ont abouti à la création du MEFMI.

Quelles sont les méthodes utilisées? On a recours à des ateliers, des séminaires, des cours de gestion de la dette et des réserves et des services consultatifs fournis dans les pays sur la gestion de la dette et des réserves. De jeunes cadres brillants à la carrière prometteuse sont sélectionnés sur concours et subissent une formation intensive, l'idée étant de créer une masse critique d'experts, un réservoir de ressources régionales auquel tous les pays peuvent recourir le cas échéant. On évite ainsi les frais qu'occasionne le recrutement d'experts internationaux. Les jeunes cadres formés se spécialisent dans plusieurs domaines, notamment l'homologation des données relatives à la dette, l'analyse du portefeuille de la dette, la stratégie en matière de dette, les systèmes informatisés de gestion de la dette, les négociations sur la dette et divers aspects de la gestion des réserves.

Une autre approche consiste à établir des réseaux et échanger des informations, concevoir des produits et services opérationnels adaptés à la situation de chaque État membre et organiser des forums à l'intention des gouverneurs des banques centrales et des hauts fonctionnaires des finances. Il s'agit d'assurer la participation de tous, de la base au sommet, afin de renforcer l'engagement, la satisfaction et l'appui de nos jeunes experts nouvellement formés, mais aussi de permettre un échange d'idées et de vues entre homologues d'amener les uns et les autres à élaborer des plans pour leurs organisations respectives. Nous nous employons à y associer nos ministres; tous ceux qui s'occupent de la gestion économique doivent y participer. Des cours sur mesure en gestion macroéconomique et financière sont aussi dispensés.

Quels résultats avons-nous enregistré? Le MFEMI a exécuté un programme de travail intensif en deux ans et demi. Il a organisé plus de 40 cours particuliers, ateliers et séminaires. Il a monté 40 missions consultatives techniques dans les pays, sélectionné et formé 27 stagiaires régionaux, mis au point un plan type de renforcement des capacités ainsi que des normes et des indicateurs de performance en matière de gestion de la dette et des réserves, outre les deux forums de haut niveau organisés à l'intention des gouverneurs de banques centrales et des secrétaires permanents/principaux des ministères des finances.

Au Malawi, une retraite de haut niveau organisée à l'intention des responsables économiques a favorisé le renforcement et la restructuration du ministère des finances, en particulier l'amélioration des services de gestion de la dette intérieure et extérieure. En Ouganda, une assistance a été fournie pour préparer le pays en vue de sa participation éventuelle mais difficile à l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés. En Zambie, une retraite de haut niveau a débouché sur la création d'un service unique de gestion de la dette et de l'aide.

Nous pensons que notre force réside dans le fait que les initiatives sont notre propriété, qu'elles sont conduites par les utilisateurs et qu'elles permettent de renforcer les capacités, non pas pendant un certain temps mais de façon permanente. En outre, elles ont un caractère régional et sont donc plus adaptées aux besoins de la région, la coordination effective entre les partenaires permettant d'assurer un appui sans faille. Quels en sont les résultats?

On peut relever les suivants: prise de conscience accrue des questions de gestion de la dette à tous les niveaux dans les pays membres; orientation nationale et régionale plus efficace et meilleure perception des méthodes de gestion de la dette et des réserves; amélioration des statistiques sur la dette et les réserves, qui sont plus précises et complètes et établies en temps voulu; homologation des données sur la dette dans quatre pays membres; et renforcement des capacités et compétences techniques régionales nécessaires pour établir des portefeuilles de dette et de réserves et analyser et élaborer des stratégies en matière de dette.

On assiste également à une amélioration des mécanismes de service de la dette, au renforcement et à la rationalisation de ces mécanismes, à une meilleure circulation de l'information entre bureaux régionaux et à la mise en place d'une masse critique de connaissances spécialisées à l'échelle

régionale. En outre, certains membres ont réalisé des économies substantielles et quantifiables du fait de l'amélioration de la gestion de la dette. Ils peuvent déterminer combien ils ont économisé grâce à la gestion de la dette.

M. le Président,

M. l'Animateur,

En conclusion, on peut tirer des enseignements de principes importants tels que le sentiment de propriété, les processus conduits par les utilisateurs et la durabilité. Il vaut mieux adopter une approche globale et intégrée en matière de renforcement des capacités et commencer plutôt modestement car il faut des capacités pour mettre en place d'autres capacités. Il faudrait assurer la participation de toutes les parties prenantes à toutes les étapes.

Par conséquent, à ceux qui souhaitent tenter cette expérience, nous disons qu'il faut s'efforcer de mettre en place des capacités suffisantes, appropriées et viables et les utiliser pleinement. Il faut se rappeler les principes de propriété, de durabilité et de participation des intéressés. Il convient de procéder à un suivi et à un examen périodique des activités afin d'affiner et d'adapter progressivement les méthodes. L'expérience a montré que cette approche basée sur la coopération régionale peut porter des fruits. Elle est efficace par rapport au coût et engendre des synergies positives. Elle favorise l'harmonisation des politiques et pratiques à l'échelle régionale, jetant les bases de l'intégration régionale.

Il n'y a pas lieu de refaire le monde. Nous sommes reconnaissants d'avoir eu l'occasion de mettre ces méthodes à l'essai. Nous remercions nos partenaires de leur assistance technique et financière.

Je vous remercie.

B. Résumé des débats de la deuxième partie

Les débats sur le thème "**Renforcement et utilisation des capacités en Afrique en vue de la gestion de la dette**" étaient axés sur la nécessité pour les pays africains d'élaborer des stratégies appropriées de gestion de la dette, de mettre en place les capacités voulues pour la gestion de la dette et les négociations concernant la dette, de connaître des méthodes parallèles

de gestion de la dette, y compris les mécanismes de conversion de la dette, et d'assurer une saine gestion des ressources empruntées.

Il faut mettre en place des programmes de renforcement des capacités de gestion de la dette qui visent à répondre à divers besoins, notamment en matière de perfectionnement des compétences, de développement institutionnel, de mise en valeur et de maintien des ressources humaines ainsi que de planification stratégique. Le premier objectif du renforcement des capacités est de former, de motiver, d'utiliser et de retenir un noyau d'agents qualifiés au niveaux national et régional.

Outre les initiatives visant à réduire la dette des pays pauvres très endettés, les participants à la conférence ont estimé que les pays africains devaient prendre d'autres mesures pratiques complémentaires qui soient avantageuses à la fois pour les créanciers et les débiteurs. Il s'agirait notamment d'utiliser au mieux les mécanismes de conversion de la dette en vue de réorienter les ressources modiques, consacrées actuellement au service de la dette extérieure, en faveur du financement de divers projets de développement et/ou d'investissements productifs dans les pays débiteurs.

L'Assemblée générale des Nations Unies et les gouvernements africains ont pleinement souscrit au principe de la conversion de la dette. Il a permis d'économiser des milliards de dollars de dette extérieure, contribuant ainsi substantiellement aux projets de développement et d'investissement dans les pays en développement. Toutefois, un certain nombre d'insuffisances, notamment la méconnaissance des possibilités offertes et le manque d'une main-d'oeuvre suffisante pour les exploiter, ont entravé une utilisation optimale de cette modalité en Afrique.

La conférence a donc examiné les moyens propres à permettre aux pays d'Afrique de relever les défis et de tirer parti des possibilités offertes par les programmes de conversion de la dette en appui à leurs stratégies générales de gestion de la dette extérieure.

Les questions examinées au titre de ce thème comprennent l'analyse des possibilités qu'offrent les mécanismes de conversion de la dette aux pays africains et la nécessité de renforcer les capacités de gestion de la dette en Afrique. Le représentant de New York Bay Company a entamé son exposé en soulignant que les réformes dans les secteurs des marchés financiers et des changes sont complémentaires. Il a précisé que la conversion de la dette n'est pas la solution définitive au problème de la dette de

l'Afrique mais elle peut constituer un important outil de gestion de la dette. Cependant, il a indiqué clairement que les conversions de dette mal conçues pourraient compliquer la gestion financière. En revanche, si elles sont bien conçues, elles s'intègrent parfaitement à tout programme judicieux de gestion économique et financière générale.

Les participants ont été informés que moins de 5% des conversions de dette d'une valeur de 111 milliards de dollars réalisées entre 1985 et 1994 ont eu lieu en Afrique. En comparaison, New York Bay Company a exécuté des projets de conversion de dette d'une valeur de 500 millions de dollars, dont 40% en Afrique. La possibilité d'appliquer la conversion de la dette peut permettre d'attirer des investissements étrangers, voire favoriser le retour des capitaux sortis. En outre, les gouvernements peuvent recourir à ce mécanisme, dans le cadre de la stratégie générale de gestion de la dette, pour réaffecter les ressources financières à d'autres secteurs à fort impact social. Parmi les exemples de programmes de conversion de la dette, on peut citer la lutte contre l'onchocercose, l'appui aux programmes de planification familiale et de santé de base, la construction de logements à faible coût, l'éducation de base et la formation professionnelle, la protection de l'environnement, le financement des institutions financières qui fourniraient des capitaux à risque aux microentreprises, et le financement du développement à long terme.

La conférence a constaté que des problèmes demeuraient en ce qui concerne l'application des programmes de conversion de dette. Ils ont trait à la conception, à la vente et aux mécanismes de contrôle des programmes de conversion de dette, aux difficultés rencontrées dans la négociation de remise et de rabais sur le taux du marché secondaire ainsi qu'à l'échelonnement approprié des paiements. On a souligné que les conversions de dette ne devraient pas réduire le montant total de la dette au détriment de la discipline financière et monétaire et qu'il faudrait, en finançant ces conversions, veiller à atténuer cet aspect.

En procédant à ces conversions, il faut établir un équilibre entre des intérêts contradictoires car les créanciers souhaitent obtenir le meilleur prix possible pour leurs créances, les organisations commerciales et bénévoles souhaitent obtenir les remises les plus élevées possibles sur les montants qu'elles versent pour le rachat des créances de sorte à rentabiliser leur investissement dans le pays débiteur, et les États débiteurs souhaitent réduire les paiements et les échelonner. Il faut donc faire preuve de patience et de persistance pour concilier ces intérêts divergents.

S'agissant du renforcement des capacités de gestion de la dette en Afrique, la conférence a été informée des activités entreprises par l'Institut de gestion macroéconomique et financière de l'Afrique australe et de l'Afrique de l'Est (MEFMI). Divers programmes exécutés par l'Institut ont permis de renforcer et d'utiliser les capacités en Afrique australe et en Afrique de l'Est. Ces programmes visaient à aider les pays à appliquer des réformes macroéconomiques judicieuses et à améliorer les systèmes de gestion de la dette et les pratiques en la matière, conditions préalables à une saine gestion de la dette.

Il a été indiqué que les programmes de renforcement des capacités en vue de la gestion de la dette devraient se fonder sur des méthodes ciblées et pratiques permettant de répondre à divers besoins, notamment en matière de formation et de perfectionnement des compétences, de développement institutionnel, de mise en valeur des ressources humaines et de planification stratégique. Leur objectif final devrait être l'utilisation et le maintien de la main-d'oeuvre nationale et régionale qualifiée. La motivation du personnel et les mesures d'incitation devraient faire l'objet d'une attention particulière à cette fin.

Les programmes de renforcement des capacités du MEFMI portent sur ces questions et sont dispensés grâce à des ateliers, séminaires, missions de services consultatifs dans les pays, bourses d'études visant à mettre en place le noyau d'experts nécessaires ainsi qu'à l'établissement de réseaux et à la diffusion d'informations par le biais de divers mécanismes. Les principes fondamentaux des programmes de l'Institut étaient le sentiment de propriété, le rôle moteur joué par les utilisateurs, le caractère régional des programmes ainsi que l'engagement et l'esprit d'organisation des partenaires. Les principaux résultats de l'initiative de renforcement des capacités du MEFMI sont notamment une efficacité accrue des responsables de la gestion des ressources à l'échelle régionale, un enregistrement judicieux des données, l'amélioration des systèmes et le renforcement des capacités institutionnelles. L'application de politiques appropriées, une meilleure planification, le réaménagement des structures et la réalisation de travaux de recherche pratique peuvent permettre de renforcer les capacités de gestion de la dette.

Les participants ont souligné qu'il fallait mettre en place des capacités nationales de gestion de la dette pour aider les pays africains à gérer leur dette extérieure et ont encouragé ces derniers à utiliser judicieusement les ressources provenant des prêts contractés. S'agissant en particulier du

renforcement des capacités pour la gestion de la dette en Afrique, les participants étaient d'avis que les pays africains devraient:

a) Mettre en place et maintenir des capacités locales de gestion de la dette

Les participants ont souligné qu'il fallait mettre en place des capacités nationales de gestion de la dette propres à permettre aux pays africains de gérer leurs dettes intérieure et extérieure et de s'affranchir du spectre de l'endettement. Si la formation permet de renforcer les capacités de gestion de la dette, il faut toutefois aller au-delà de la formation et de l'élaboration de documents directifs pour aborder des questions telles que les méthodes d'organisation, une gestion plus efficace des ressources à l'échelle régionale, l'enregistrement approprié des données, l'amélioration des systèmes et le renforcement des institutions, l'application de politiques judicieuses, l'introduction de meilleures méthodes de gestion, l'ajustement des structures et la réalisation de travaux de recherche afin de trouver les solutions voulues.

Les instituts de formation à la gestion financière et les instituts de recherche appliquée tels que le MFEMI ont un rôle spécial à jouer pour aider l'Afrique à se doter de méthodes de gestion durable de la dette. On a souligné l'existence de plans de renforcement des capacités visant à aider les États membres à assurer leur développement institutionnel, y compris le modèle permettant de faire la synthèse des insuffisances en matière de gestion et de rédiger les documents relatifs aux activités proposées.

On a estimé que ces changements structurels faisaient parfois partie du renforcement des capacités. Les ministères des finances restructurés fonctionnaient plus efficacement, tout comme les cellules uniques de gestion de la dette et de l'aide mises en place dans certains pays, ce qui réduit le double emploi des fonctions d'enregistrement. L'éducation de la population permet de mieux traiter les questions économiques et financières, et ne devrait pas se limiter à l'enseignement dispensé par les universités et les instituts de recherche.

b) Coordonner le renforcement des capacités

Pour établir un partenariat intégral entre les pays et les donateurs, il faut des mécanismes et structures de coordination renforcés et durables ainsi qu'un échange d'informations. Pendant des décennies, le PNUD a

privilégié le renforcement des capacités et la coordination des initiatives de développement des capacités et s'est employé à amener les autres institutions à en faire autant. Parmi les nombreuses initiatives qu'il a mises en oeuvre, on peut citer la coopération technique entre pays en développement (CTPD), qui visait à promouvoir la coordination interinstitution aux niveaux régional et sous-régional ainsi que le renforcement des capacités techniques des institutions.

c) Utiliser judicieusement les ressources empruntées

La conférence s'est penchée sur la nécessité pour les pays africains d'utiliser judicieusement les ressources empruntées afin de ne pas tomber dans le piège de la dette. Les participants se sont préoccupés de l'emploi qui a été fait des énormes montants empruntés qui ont donné lieu à l'accumulation de la dette. Où sont passés les fonds? Dans certains cas, des proportions trop élevées ont été consacrées à la consommation au détriment de la production. Les participants ont été invités recenser dans leurs pays et en Afrique les ouvrages et monuments qui traduisent une utilisation non productive des ressources, et donc à s'efforcer de laisser des ouvrages positifs et productifs pendant leur période de gestion. L'utilisation malavisée des prêts va à l'encontre de la volonté de réaliser les investissements nécessaires pour sortir le continent de l'abîme de la pauvreté.

Il s'est dégagé un consensus selon lequel les promoteurs de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés doivent reconnaître avec le temps que les prêts consentis par les institutions financières multilatérales et les banques commerciales n'avaient pas tous fait l'objet d'investissements productifs. Par conséquent, les pays auraient des difficultés à mobiliser l'équivalent en monnaie locale des dettes dont il faut assurer le service.

d) Planifier la gestion à long terme de la dette

Les participants se sont préoccupés du fait que les responsables financiers africains, empêtrés dans les efforts qu'ils déploient en vue de satisfaire les conditions imposées par les programmes de rééchelonnement des institutions financières multilatérales et dans les crises budgétaires, n'avaient guère plus de temps à consacrer aux objectifs de développement à long terme de leurs pays. Il fallait donc faire en sorte que les activités à court terme de ces responsables ne les empêchent pas d'élaborer des objectifs à long terme. En fait, des mesures à court et moyen terme devraient être prises pour amener les pays à se doter d'une perspective à long terme.

Les participants ont également fait observer que dans de nombreux pays, les structures héritées des puissances coloniales européennes n'étaient pas nécessairement adaptées aux besoins de développement actuels des pays africains. Les chercheurs devraient donc analyser les éléments de la culture africaine qui favorisent le développement afin de les moderniser et de les utiliser comme l'a fait le Japon. L'Afrique a hérité de structures qui servent les intérêts des puissances coloniales et qu'elle devrait adapter et réaménager pour servir au mieux ses propres intérêts.

On ne soulignera jamais assez l'importance du développement des capacités en Afrique, non seulement pour la gestion de la dette mais aussi pour la gestion économique générale et la planification. L'Afrique doit trouver sa propre voie en matière de développement.

V. Table ronde III: Nouveaux marchés financiers en Afrique: défis et possibilités

Première partie

A. Communications sur les défis et les possibilités en matière de développement des marchés financiers nationaux et régionaux en Afrique

1. Introduction de l'Animateur:

**M. Jacques Chateau de Baylon,
Vice-Ministre des finances de Maurice**

M. la Président,
Mesdames et Messieurs,

Cette session sera consacrée aux questions liées au développement des marchés de capitaux. Deux aspects seront examinés: d'une part, les défis et les possibilités en matière de développement des marchés nationaux et régionaux de capitaux en Afrique et, d'autre part, le renforcement des capacités et les technologies d'information pour la mise en place effective de marchés de capitaux.

Je voudrais, tout d'abord, indiquer que le fait d'inscrire cette question à l'ordre du jour de cette auguste conférence témoigne de l'importance et de l'urgence de la mise en place et du renforcement de tels marchés comme instruments indispensables à la mobilisation de ressources accrues, tant intérieures qu'extérieures, pour le développement de l'Afrique. Ces marchés pourraient en particulier permettre de fournir des capitaux à long terme et d'allouer les ressources voulues aux secteurs productifs. On s'accorde à reconnaître le rôle qu'il joue pour ce qui est de fournir des capitaux à risque.

L'évolution des marchés de capitaux en Afrique ces dernières années témoigne de ce constat et de la nécessité d'attirer des investissements étrangers en Afrique. On assiste sur le continent à une relance des activités

sur certains anciens marchés tandis que de nouveaux voient le jour ou sont prévus. Cet essor est dû à des facteurs économiques et politiques positifs. Le renforcement du secteur privé et la privatisation des entreprises publiques a également donné une impulsion. Toutefois, certaines conditions préalables à l'évolution des marchés financiers à succès font toujours défaut.

Ces conditions doivent être définies, les données d'expérience partagées, les priorités fixées et les modalités établies. Au titre du point visant à identifier et aborder les défis et les possibilités en matière de développement des marchés financiers nationaux et régionaux en Afrique, certains éléments doivent être pris en compte, notamment:

- L'instauration d'un environnement macroéconomique propice au développement;
- La réorientation des réformes du secteur financier afin de faciliter les opérations sur les marchés de capitaux;
- La mise en place de l'infrastructure d'appui, en particulier des intermédiaires financiers non bancaires (sociétés fiduciaires, sociétés de courtage, etc) et d'un réseau de communication fiable;
- La nécessité de mettre en place des marchés sous-régionaux et d'établir des liens hors du continent;
- Comment mettre en place ou renforcer des marchés de capitaux dans le contexte des programmes de réforme.

Je passe maintenant la parole à nos animateurs pour qu'ils nous entretiennent de la première partie des questions

2. M.Lemma W. Senbet
Professeur de finance (William E. Mayer Professor)
Maryland Business School, Université du Maryland

M. le Président,
MM. les Ministres et Gouverneurs,
M. le Secrétaire exécutif,
Distingués représentants,
Mesdames et Messieurs,

C'est pour moi un grand honneur de pouvoir partager avec vous quelques idées sur le développement des marchés financiers en Afrique, et je remercie le Secrétaire exécutif de son invitation. Faute de temps, je n'utiliserai pas de diapositives. Des documents plus détaillés ont été distribués et les participants pourront se procurer des exemplaires de mon allocution plus tard.

Je vais me pencher sur le développement des marchés des valeurs bien que ces derniers ne constituent qu'une partie du marché financier en général.

Tout d'abord, les flux des marchés favorisent surtout l'Asie et l'Amérique latine. La part de l'Afrique, quoique limitée, s'accroît. Si la croissance se confirme, les choses pourraient s'accélérer. Il faut se rappeler qu'il y a seulement dix ans, les pays d'Amérique latine et d'Asie de l'Est n'avaient qu'un faible niveau de capitalisation.

Je commencerai mon propos par quelques observations. La création de bourses des valeurs ne suffit pas à la croissance des marchés de capitaux. Une bourse des valeurs n'est pas seulement un musée où les valeurs sont exposées. La bourse des valeurs est un lieu d'échange de valeurs et il faut le reconnaître. Pour que la bourse des valeurs contribue au développement et à l'efficacité, les échanges de valeurs doivent être fréquentes.

L'une des questions auxquelles sont actuellement confrontées les bourses des valeurs en Afrique est l'absence de liquidités et l'étroitesse des marchés. En outre, le développement des marchés des valeurs est conditionné par un principe simple mais important, la confiance. La confiance du public est indispensable au bon fonctionnement de tout marché des valeurs. Cela signifie que le marché doit être caractérisé par l'ouverture et l'honnêteté, un traitement équitable des participants de la part des gestionnaires de titres et des autorités de réglementation et une gestion honnête et transparente des sociétés émettrices de valeurs.

Je ne dis pas que l'économie des marchés de valeurs doit être parfaite car elle ne le sera jamais. Toutefois, il ne faudrait pas se contenter de mettre en place des lois et règlements, mais aussi les appliquer rigoureusement. Ainsi donc, l'application de la réglementation est un élément primordial du développement des marchés de valeurs ou de capitaux.

Enfin, d'aucuns soutiennent que l'acceptation et l'ouverture des marchés financiers internationaux n'est pas un phénomène constant mais plutôt la mode. Je ne le crois pas car l'Afrique n'a guère d'autre choix que de s'intégrer à l'économie mondiale. Le développement des marchés financiers est un moyen indispensable à cette intégration et permettra à la région d'être au fait des meilleures pratiques. C'est le thème de mon intervention.

L'une des caractéristiques essentielles de la "décennie perdue" des années 80 en Afrique est le fait que le continent n'a pas profité des flux massifs d'investissements étrangers en faveur des pays en développement à l'origine de l'ouverture de l'économie mondiale dans les années 80.

Nous sommes maintenant dans les années 90, une décennie de défis et de possibilités qui constitue le pont avec le XXI^{ème} siècle, et certaines informations dont on dispose sont encourageantes.

Il est encourageant de constater que l'Afrique compte 16 marchés des valeurs. Il est également encourageant que les réformes financières et économiques approfondies entreprises par de nombreux pays de la région commencent à porter des fruits, d'abord sous forme de résultats concrets et ensuite du fait de l'intérêt que les investisseurs étrangers accordent à la région.

Divers arguments de poids militent en faveur du développement des marchés financiers en Afrique. D'abord, il existe un lien entre les finances et le développement économique. La région devrait y voir un énorme intérêt car il existe un lien indirect entre le développement du secteur financier, le développement des marchés de capitaux et la lutte contre la pauvreté ainsi que la création d'emplois.

Selon les données disponibles, les mesures relatives au développement des marchés financiers, notamment aux liquidités, au volume des transactions et à la capitalisation, sont intimement liées à la croissance, à la productivité et à l'accumulation de capitaux. Il faut toutefois savoir que les fonctions générales des marchés financiers vont au-delà de la simple mobilisation des capitaux ou des ressources intérieures. Elles comprennent aussi la mise en commun et le partage des risques entre participants.

Facteur plus important encore mais méconnu, les marchés financiers offrent un mécanisme permettant d'améliorer la gestion des sociétés car ils peuvent servir de mécanisme de contrôle. Lorsqu'on parle de développement des marchés financiers, il faut reconnaître que ceux-ci jouent divers rôles.

Comme je l'ai déjà indiqué, la création de bourses des valeurs ne suffit pas, surtout si l'environnement ne favorise pas les possibilités de partage des risques. En outre, l'existence de banques ne prête pas à conséquences si celles-ci se contentent d'acquérir des titres de l'État et d'effectuer des retraits de crédits privés. En fait, ce type d'intermédiation défailante est largement observé en Afrique.

Heureusement, la réflexion sur les marchés financiers n'a pas lieu dans le vide. Non seulement la région compte 16 bourses des valeurs mais aussi des réformes financières sans précédent ont accompagné la récente euphorie suscitée par le développement des marchés de valeurs. Dans nombre de ces marchés, des réformes fiscales sont entreprises, qui visent à suspendre voire éliminer l'impôt sur les plus-values en capital, réduire le taux de l'impôt retenu à la source sur les dividendes et atténuer les distorsions dues aux multiples niveaux d'imposition.

En outre, des efforts sérieux sont entrepris pour réduire les obstacles aux flux internationaux de capitaux sous forme de l'élimination des règles discriminatoires à l'égard des investisseurs étrangers et de la mise en oeuvre de réformes juridiques en matière de rapatriement du produit des investissements.

Cette démarche commence à porter ses fruits. Les investisseurs de Wall Street et d'Europe ont commencé à inclure l'Afrique dans les possibilités mondiales d'investissement et les fonds visant l'Afrique participent maintenant aux transactions en Europe et en Amérique du Nord. Au nombre d'une quinzaine actuellement, ces fonds totalisent un investissement d'un milliard de dollars alors qu'ils ne représentaient rien en 1992, ce qui est assurément un bon bond formidable. Pourquoi?

D'abord, chose étonnante, certains marchés d'Afrique enregistrent des rendements de capital impressionnants du fait d'une bonne performance. Plus fondamentalement, il existe une dynamique mondiale en faveur du partage des risques. En d'autres termes, les investisseurs examinent les possibilités d'investissement sous l'angle d'un dosage risque/rendement.

Par conséquent, l'aptitude d'une région comme l'Afrique à attirer des capitaux est fonction de sa position concurrentielle eu égard au rapport mondial risque/rendement.

La raison en est simple. Les économies n'évoluent pas en tandem. Il existe des corrélations imparfaites entre les elles, et ce encore plus entre les économies africaines et celles du reste du monde. Cette situation milite donc fortement en faveur d'une diversification, ce qui explique en fait les flux de capitaux vers l'Amérique latine et l'Asie de l'Est. Néanmoins, la corrélation imparfaite n'est pas une raison suffisante en soi; aussi, avons-nous décidé de parler des mesures nécessaires pour développer et renforcer les marchés financiers. Je traiterai de ces questions dans un instant.

Même les marchés émergents sont sous-représentés dans le portefeuille mondial, dont ils ne représentent que 10%. Quant à l'Afrique, elle est même sous-représentée dans les marchés émergents. L'aspect positif de cette situation, c'est que des possibilités s'offrent à cette région pour participer au portefeuille de capitaux croissant à l'avenir.

Je voudrais maintenant passer aux défis et aux possibilités en matière de développement des marchés financiers en Afrique. Malgré l'évolution et la restructuration positives et encourageantes des systèmes financiers, les marchés des valeurs ne se sont développés que très partiellement en Afrique. À l'exception de l'Afrique du Sud, les marchés des valeurs en Afrique sont de loin les plus petits au monde, tant du point de vue des valeurs cotées que de l'importance de la capitalisation.

Qui plus est, les marchés des valeurs d'Afrique souffrent énormément de la modicité des liquidités par rapport aux normes d'autres pays. Je le dis parce que les liquidités constituent un important indicateur du développement des marchés des valeurs qui est intimement lié aux résultats économiques.

M. le Président,

La modicité des liquidités, plus que la taille des marchés, devrait préoccuper davantage l'Afrique car tout porte à croire qu'il existe un lien entre les liquidités disponibles sur le marché et la croissance économique. Les services de courtage laissent à désirer et les procédures opérationnelles et de règlement sont lentes. D'une manière générale, les normes comptables sont déficientes et la transparence insuffisante. Plus grave encore, les règles

et et normes sont habituellement mal appliquées. La mauvaise diffusion des informations est aggravée par des facteurs de risque liés à l'instabilité macroéconomique, aux changements imprévisibles de politiques et à l'absence de structures de couverture du risque de change et des fluctuations des cours des produits de base par le biais de marchés dérivés.

Que faut-il donc faire? Je voudrais relever des domaines importants où des actions peuvent permettre de surmonter les obstacles au développement et au renforcement des marchés financiers en Afrique. Je pars d'une perspective régionale ou mondiale en me basant sur le principe que les capitaux ne connaissent pas de frontières. Je vais donc mentionner des éléments qui sont nécessaires non seulement pour attirer des capitaux de l'extérieur mais surtout pour retenir les capitaux intérieurs.

La première question a trait à la confiance du public et à l'efficacité des système d'information. Le gouvernement a un rôle vital à jouer en veillant à l'application des contrats privés et au versement des produits des investissements, au respect des procédures comptables et des normes juridiques et à l'instauration d'un environnement propre à assurer la transparence et à susciter la confiance des investisseurs. Il ne suffit pas de disposer de lois consacrant les droits de propriété. Celles-ci ne manquent pas en Afrique. Il faut un appareil judiciaire indépendant qui applique et protège fermement ces droits. L'application des normes comptables et juridiques est indispensable au développement des marchés financiers qui ont un caractère à la fois régional et mondial.

Le deuxième élément a trait à la promotion des marchés financiers par la régionalisation, et je n'en dirai pas plus car cette question sera traitée par mon collègue. Je voudrais ajouter que l'une des conséquences du développement des marchés régionaux des valeurs est le fait que le suivi transfrontière et l'application des lois renforceraient la concurrence entre pays membres et la confiance du public dans les marchés.

Un autre élément qu'on ne soulignera jamais assez a trait à la mise en valeur des ressources humaines dans notre région. L'Afrique subsaharienne fait face non seulement à une grave pénurie de ressources financières mais aussi à un manque de capital humain formé au marché financier. En fait, la région a connu une fuite massive tant de ressources financières que de ressources humaines. Les marchés financiers internationaux sont devenus très sophistiqués ces dernières années du fait des progrès des technologies de l'information. Ils sont de plus en plus

caractérisés par des valeurs exotiques et de pointe, y compris toute une série de valeurs dérivées, ce qui exige une formation financière appropriée des opérateurs. Par conséquent, la formation de la main-d'oeuvre financière devrait occuper une place de choix dans le développement des marchés financiers en Afrique.

La question du développement des marchés financiers par la privatisation sera également traitée par la prochaine table ronde, mais je voudrais faire une déclaration à ce sujet. Dans les pays où il existe des bourses des valeurs, la privatisation des sociétés d'État renforce la marchés existants et, surtout, permet un partage équitable. L'utilisation des marchés financiers à des fins de privatisation est un important moyen de dépolitiser la privatisation car elle permet de privatiser à grande échelle et de fixer des prix équitables pour les avoirs à céder tout en assurant une plus large répartition.

Le dernier élément a trait à la mondialisation des marchés financiers africains. Il s'agit d'un élément important. Je voudrais donner quelques exemples concrets de ce que je considère comme étant les avantages de la diversification internationale, à savoir l'accès aux capitaux sur le marché international et le partage des risques entre les investisseurs mondiaux sur les marchés des valeurs en Afrique. Le premier avantage concerne la présence d'une source diversifiée de ressources financières extérieures au lieu de compter excessivement sur la dette souveraine et les crises y afférentes, sujet que nous avons déjà traité aujourd'hui. Les investisseurs partagent beaucoup plus les risques, comme ce fut en particulier le cas des prises de participations grâce aux prêts consortiaux des années 70. Le coût du capital-actions s'en trouve réduit tandis que la promotion des institutions financières est assurée et leur crédibilité établie.

La demande émanant des investisseurs internationaux peut obliger le gouvernement à renforcer l'état de droit, appliquer les contrats et accroître le flux des informations disponibles. Ainsi, la mondialisation permet aux marchés des valeurs africains de se familiariser avec les meilleures pratiques et normes, ce qui amène à introduire des réformes sur le marché local des valeurs.

En conclusion, M. le Président, je voudrais appeler votre attention sur la perception erronée qu'on a de l'Afrique en ce qui concerne les risques au niveau mondial. Malgré les réformes politiques, économiques et financières sans précédent entreprises sur le continent, l'Afrique continue

d'être associée à la guerre, à la famine, à la corruption massive, à l'échec des projets, à une mauvaise gestion due à l'indiscipline et aux violations des droits de l'homme. Il s'en dégage évidemment la perception que les investisseurs font face à des risques élevés, voire potentiellement intenable, en Afrique.

Comment faire face au risque d'afro-pessimisme? Le problème découle en partie de la perception monolithique qu'on a de l'Afrique comme s'il s'agissait d'un seul pays. En réalité, nous savons tous que l'Afrique est un continent constitué de nombreux pays d'une grande diversité. Je le dis parce que je pense qu'il faut procéder à la collecte de données plus représentatives, plus détaillées et plus fiables faisant ressortir la diversité de l'Afrique ainsi que des données sur la situation financière des institutions privées du système financier officiel.

Ainsi donc, le risque potentiel en Afrique est généralement plus élevé que le risque réel. La ponctualité et la fiabilité des données financières sont indispensables pour établir des estimations fiables des risques en matière d'investissement en Afrique. Je conclurai en disant que les gouvernements et le secteur privé doivent jouer un rôle important en mettant en place et en exploitant de nouvelles sources de données financières. On trouvera dans mon document une liste des domaines auxquels les gouvernements devraient, à mon avis, accorder l'attention voulue en matière d'information.

Je vous remercie.

3. M. Léon Naka
Président de la Bourse des valeurs d'Abidjan,
Côte d'Ivoire

MM. les Ministres,
MM. les Gouverneurs des Banques centrales
Mesdames et Messieurs,

Depuis quelques temps, le vent de la privatisation souffle sur l'Afrique. Toutefois, la dynamique de l'économie de marché attendue après la série de restructuration, avec le grand retour à l'orthodoxie libérale, supposait l'existence de sociétés bien gérées, bénéficiant d'un apport régulier de ressources de sources bien connues. En fait, le financement extérieur à

partir de crédits internationaux, qui aujourd'hui semblent évidemment se tarir, a montré, comme tout le monde le sait, ses limites et ses insuffisances.

En outre, à un moment où les financements extérieurs sont en baisse, la nécessité de créer des centres d'offre et d'appui se fait sentir. L'organisation, sur le continent, de marchés de capitaux en général et de marchés financiers en particulier répond à cette nécessité. Cependant, la promotion des marchés financiers en Afrique devrait aller de pair avec l'efficacité opérationnelle. En fait, il ne s'agit pas seulement de créer ça et là des embryons de marchés mais également de disposer des ressources nécessaires pour mobiliser l'épargne intérieure et extérieure en vue du développement de nos pays.

J'examinerai la question à laquelle il nous a été demandé de réfléchir sous un double angle: d'une part, la nécessité de promouvoir les marchés financiers et d'autre part, la nécessité de les rendre attractifs. D'une manière générale, je dirais que le marché financier se définit comme étant la rencontre entre des agents économiques ayant une capacité financière et des agents économiques qui ont besoin de ressources financières. Dans le cadre de cette rencontre, les premiers financent les seconds et tout le processus contribue au financement général de l'économie. La rencontre se situe aux deux niveaux constitués par les premiers et les seconds agents.

Ainsi, des flux de capitaux sont organisés entre les deux branches du marché et un centre de financement se forme pour les affaires, les institutions bancaires, les collectivités locales et l'État.

Mesdames et Messieurs,

De cet aperçu général du marché financier se dégage la nécessité de créer des centres d'apports financiers pour faire face aux énormes besoins financiers de l'Afrique. Dans ce contexte, comment notre continent qui se sacrifie souvent sur l'autel de la dette extérieure pour satisfaire ses besoins peut-il être insensible aux "sirènes de la finance internationale" et sonner le glas de l'indépendance et de l'interdépendance financières. Dans la situation actuelle marquée par la crise économique et le redressement, la création et le développement de marchés financiers africains est une nécessité urgente.

En fait, le nombre de bourses des valeurs que compte le continent est encore faible. Par exemple, dans les pays francophones d'Afrique, il n'existe qu'une seule bourse des valeurs, celle d'Abidjan, et pourtant il y a

un grand besoin de ressources financières. Nos pays devraient donc, sans tarder, mettre en place des marchés financiers en vue de fournir ne serait-ce qu'une partie des fonds nécessaires.

À cette fin, notre continent pourrait, par cercles concentriques et grâce à ses zones monétaires, mettre en place, dans divers endroits, des centres d'apports financiers, par le biais de marchés financiers africains tournés vers "l'afro-émission". Ainsi, un pays ou une entreprise pourrait, pour mobiliser des ressources financières:

- Émettre des obligations internationales africaines dans un pays africain; ou
- Procéder à une "afro-émission" dans plusieurs pays africains en même temps, à l'intérieur de la même zone monétaire.

Pour leur part, les opérateurs économiques africains devraient pénétrer les mystères du marché des valeurs et s'habituer aux opérations sur ce marché. Quel que soit le nombre de marchés des valeurs existant sur le continent, les marchés financiers doivent satisfaire des conditions minimales de fonctionnement et de dynamisme. Ils doivent par conséquent se fonder sur une organisation et un cadre juridique clairs et fiables. Ils doivent également faire preuve d'une efficacité optimale.

Le premier aspect consiste à sécuriser les investissements car la sécurité renforcera la confiance. Un système de réglementation doit être mis en place, qui définira les modalités de fonctionnement du marché sans ambiguïté. Ainsi, si un opérateur économique a besoin de capitaux ou voudrait acheter ou vendre des titres sur le marché, il doit comprendre clairement les conditions et les modalités de fonctionnement de ce marché.

Les acteurs et les partenaires sur le marché doivent également entreprendre leurs activités dans un cadre législatif et réglementaire bien défini. Toutefois, plus que la sécurité et la transparence, il convient d'organiser le marché de sorte à rendre le coût de l'intermédiation concurrentiel. Les facteurs concernés sont l'impôt direct et l'impôt indirect sur les titres et l'allègement des frais déduits par les intermédiaires et les organisateurs du marchés.

En outre, pour attirer les investisseurs étrangers, le système économique devrait être libéralisé, en particulier dans les domaines du

contrôle des changes et des transferts de revenus provenant des titres. De même, le mécanisme doit être maintenu et appuyé par une saine gestion du pays et de l'économie, la stabilité politique, un système juridique efficace et la croissance économique. L'objectif de cet organisme est de veiller à ce que les investisseurs ne soient pas détournés par un marché où règnent la confusion et le désordre, des droits élevés, un système juridique qui n'inspire pas confiance et l'instabilité politique.

Un marché financier bien organisé et placé dans un environnement incitatif devrait toutefois se conformer aux normes les plus élevées. L'expansion de l'espace économique pourrait également être envisagée dans le cadre de la régionalisation des marchés par exemple. L'actuel décroisement des marchés financiers et le phénomène général de la mondialisation favorisent cette tendance.

À cet égard, je voudrais indiquer que la régionalisation sera bientôt mise en oeuvre en Afrique de l'Ouest. En fait, sept pays de la sous-région, à savoir le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo, ont décidé d'organiser à partir d'Abidjan, la capitale économique de la Côte d'Ivoire, un marché financier commun. C'est ainsi que dans un proche avenir, deux importantes organisations seront installées à Abidjan:

- Un conseil de l'épargne et des marchés financiers, institution de surveillance chargée du contrôle des acteurs et du marché;
- Une bourse régionale des valeurs, avec des succursales dans chaque pays chargées de transmettre les ordres au niveau national tandis que le siège régional centralise les opérations.

Étant donné sa taille, le marché financier régional de l'Union monétaire ouest-africaine devrait pouvoir insuffler le dynamisme et la vigueur qu'exigent les conditions et les défis de la mondialisation, ce qui devrait également favoriser l'intégration économique de la zone. C'est donc la voie à suivre à l'avenir pour éviter la fragmentation et permettre une mobilisation à grande échelle des capitaux pour financer nos économies.

Dans le domaine plus concret de la mobilisation de l'épargne sur le marché primaire, en général, et par le biais de la privatisation dans plusieurs pays, en particulier, deux conditions essentielles doivent être satisfaites. La première a trait à la diffusion de l'information et la seconde à la fixation des

prix des titres sur le marché. Par ailleurs, informer à l'avance le public des ventes aux enchères est une exigence du marché. Pour se décider à acheter un titre, on doit savoir non seulement le bénéfice réalisé sur l'achat mais aussi la date et le lieu de sa mise en vente.

Des efforts doivent être faits pour décloisonner l'espace et fournir en temps voulu toutes les informations nécessaires à la prise des décisions, ce qui assure la transparence des opérations. S'agissant des transferts, les prix ne correspondent pas nécessairement au calcul théorique de la valeur. En fait, on ne devrait jamais perdre de vue le fait que le meilleur prix est celui qui est accepté par l'acquéreur car il est abordable dans les limites de son portefeuille.

Toutes les formules connues d'évaluation ont des limites que leur impose la loi du marché. Le prix réaliste ne peut fluctuer d'un extrême à l'autre. Il faut donc pouvoir allier le réalisme et les exigences du marché à l'honnêteté des prix.

Mesdames et Messieurs,

Je ne vais pas m'appesantir sur certains points car ils ont été traités par d'autres intervenants avant moi. Je voudrais toutefois faire quelques remarques concernant la mise en place de centres financiers en Afrique. En effet, nos économies devraient non seulement disposer d'atouts pour attirer les flux financiers extérieurs mais surtout s'habituer à s'autofinancer elles-mêmes.

Le tarissement actuel des flux financiers extérieurs vers l'Afrique nous offre une occasion remarquable. À cet égard, nous devrions toujours nous rappeler que la sécurité de l'Afrique et des Africains ne eut être assurée que par les efforts de l'Afrique et des Africains eux-mêmes. L'avenir est ce prix.

Je vous remercie.

4. M. Eric Postel
Principal, Pangae Partners,
États-Unis d'Amérique

Merci et bonsoir, M. le Président.

MM. les Ministres,
MM. les Gouverneurs,
Mesdames et Messieurs,

Je vous remercie de m'avoir invité à faire un exposé comme contribution à vos travaux sur les réformes du secteur financier. La CEA m'a demandé d'examiner brièvement les défis et les possibilités en matière de développement des marchés financiers en Afrique. Étant donné le temps imparti, je ne parlerai que brièvement de la plupart des domaines concernés, et j'ai laissé aussi à M. Naka le soin de traiter de la question des bourses régionales des valeurs. Mon propos sera axé sur les questions opérationnelles et des propositions pratiques. La version imprimée de mon exposé et les annexes donnent plus de détails.

Malgré les grandes différences entre les marchés financiers en Afrique, j'espère que mes remarques seront utiles à tous les participants ici présents. Je voudrais tout d'abord dire que la chose la plus importante à relever est l'effort considérable déployé par tous les pays pour améliorer leur infrastructure en matière de marchés financiers. Des progrès remarquables ont été accomplis ces dernières années, mais il faut toujours persévérer pour élargir et renforcer les marchés financiers.

Le développement des marchés financiers est une vaste opération dont les succès exige des actions concertées. Les régulateurs du marché, les institutions de développement et les consultants grassement payés n'ont cessé de parler de la nécessité d'un contrôle de l'infrastructure des marchés. Ce point sera traité en détail par des orateurs expérimentés cet après-midi. Qu'il me soit permis toutefois de faire les trois observations suivantes:

- Si la réglementation et l'infrastructure sont essentielles, il n'est pas vrai qu'un système énorme soit la seule structure possible pour un marché financier. Chacun de vous, et non les donateurs ou les consultants, est bien compétent pour analyser les coûts, les avantages et les exigences de son propre marché. Parfois, des consultants ou des fonctionnaires des organismes donateurs n'ayant guère d'expérience en matière de marché financier ont aisément encouragé et fourni des fonds pour l'exécution, en Afrique, de projets qui étaient démesurés eu égard aux circonstances.
 - On a gaspillé du temps et/ou de l'argent en mettant en place l'infrastructure des marchés financiers, soit du fait des doubles
-

emplois, soit en rédigeant des rapports qui n'aident guère les pouvoirs publics à appliquer les recommandations générales formulées. Il y avait de bonnes propositions théoriques qui n'ont toutefois pas permis d'entreprendre des activités concrètes.

- Bien que nécessaires, les mécanismes de contrôle réglementaire et de formation ne garantissent pas qu'un pays aura un marché financier florissant. Il faut donc, en mettant ces structures en place, veiller à les intégrer et à les coordonner soigneusement avec d'autres aspects du développement économique, notamment la privatisation, la réforme du régime de retraite, la réforme du secteur bancaire, la réforme des procédures comptables ainsi que la réforme de la politique monétaire et fiscale. Si un pays ne crée pas de capitaux et n'épargne pas, il ne peut disposer de capitaux pour investir dans les titres.

Le fait de compter uniquement sur les sources extérieures de capitaux a peu de chance de porter des fruits et peut déséquilibrer les marchés. Un pays doté d'un système de réglementation parfait, de structures de formation, etc ne disposera pas vraiment d'un marché où les titres sont échangés s'il enregistre une inflation élevée, un faible taux d'épargne, une dépréciation constante de la monnaie, des politiques fiscales inhibitives, etc.

L'accroissement de l'épargne est indispensable au développement économique et financier. Par rapport aux efforts faits en ce qui concerne l'infrastructure des marchés, la réforme du régime de retraite a été relativement négligée. À mon avis, c'est le plus important domaine nécessitant une attention d'urgence. Il faut toutefois éviter les doubles emplois. Certains pays africains connaissent les mêmes problèmes et pourraient ainsi bénéficier d'initiatives conjointes dans ce domaine.

Il n'y a pas lieu de créer un marché si on ne peut bénéficier d'une offre décente de titres. Le manque d'offre entraîne un désintérêt des investisseurs ainsi qu'un manque de revenus pour couvrir les frais de fonctionnement des organismes de réglementation, des bourses des valeurs et des sociétés de courtage. En outre, sans une offre suffisante de titres, l'augmentation de la demande ne peut qu'entraîner une surévaluation. La surévaluation peut, à terme, compromettre le développement des marchés car la réévaluation des prix à des niveaux rationnels peut porter préjudice aux petits investisseurs du marché. Trop souvent, les organismes de privatisation et les autorités chargées des marchés financiers ne collaborent

pas assez étroitement, ce qui est déplorable car chaque groupe peut contibuer au succès de l'autre.

Les émissions doivent être structurées par les deux parties car leurs préoccupations propres sont importantes. Accroître le nombre d'inscription à la cote n'est pas, à mon avis, une question d'instruments. C'est plutôt une question d'incitation des sociétés privées à s'inscrire et de flottement d'autant de sociétés publiques que possible. En effet, je pense que ce serait un gaspillage d'argent que de commencer à mettre en place une infrastructure de marché sans avoir l'engagement ferme qu'un groupe donné de sociétés pourrait être lancé à une date précise.

En ce qui concerne les liquidités, les organismes de privatisation doivent veiller à ce que les émissions se permettent de vendre au moins 25% des actions de la société concernée, 50% et plus étant évidemment mieux. Si les particuliers ne détiennent pas un grand nombre d'actions, les transactions manqueront de liquidités et les actionnaires auront des difficultés à vendre leurs actions au moment voulu. En tout état de cause, il vaut mieux vendre 30% des actions d'une société que 15% des actions de deux sociétés distinctes.

Avant de poursuivre, je ne crois pas, comme l'a laissé entendre un exposé, que le manque de liquidités soit imputable essentiellement aux obstacles aux apports de portefeuille étrangers. Certes, les obstacles aux investissements étrangers sont nuisibles. Néanmoins, il s'agit plus d'un problème d'insuffisance de l'offre de titres ou de l'émission d'une portion insignifiante des actions des sociétés et/ou de la non émission des actions des grandes sociétés du pays.

Passons maintenant à la gestion des sociétés, un autre domaine qu'on n'associe pas d'habitude au développement des marchés financiers alors qu'il influe considérablement sur ces derniers. C'est également l'une des questions de l'après-privatisation à laquelle on n'accorde guère l'attention dans l'empressement à conclure les accords de cession. Examinons brièvement deux situations récentes ayant trait au développement des marchés financiers. L'un des cas les plus connus de privatisation d'une compagnie aérienne en Afrique, que d'aucuns considéraient comme un vaste succès, s'est récemment empêtré brièvement dans questions de gestion.

Les actionnaires publics étaient si mécontents de ne pas être représentés que leur protestation a retardé l'élection des administrateurs de la société. Dans un autre pays, l'organisme de privatisation a vendu 10% des actions d'une manufacture locale de cigarettes. Les institutions locales détenaient 15% ou 20% des actions, le reste étant détenu par une grande société multinationale de tabac. Au moment de la cession, aucune disposition n'avait été prise pour la nomination d'administrateurs représentant les actionnaires publics. En conséquence, la société est donc gérée par la société multinationale comme si elle la contrôlait 100%.

Pour régler ces questions, les organismes de privatisation et les autorités chargées des marchés financiers doivent soigneusement examiner les aspects liés à la gestion des sociétés après leur privatisation. Pendant les négociations, il faudrait examiner notamment les statuts ainsi que la composition du conseil d'administration de la société concernée. Dans certains cas, même les politiques relatives aux dividendes peuvent faire l'objet de discussions.

En ce qui concerne la mise en place de capacités locales, je pense par expérience que le manque d'experts locaux est dû au manque de formation. Étant donné la situation actuelle, je proposerai que les pays conjuguent leurs efforts plutôt que d'élaborer séparément des programmes et qu'ils conçoivent des cours dans les domaines suivants: services de garde, fonction de recherche, contrôle de l'application de la réglementation, responsabilités des administrateurs de sociétés à capitaux publics, gestion des investissements et/ou émissions.

L'Association des bourses des valeurs africaines pourrait aisément collaborer avec une banque commerciale à l'élaboration d'un cours sur la gestion des émissions en cas de privatisation. Ces cours doivent largement se fonder sur des études de cas et, en l'occurrence, les participants devraient s'attacher à étudier de manière approfondie deux ou trois opérations de privatisation achevées.

La gestion des privatisations est certainement compliquée mais ce n'est pas l'apanage des banquiers de Londres ou New York. La formation est certes indispensable mais je pense que la formation scolaire classique et les voyages d'étude à l'étranger peuvent montrer leurs limites. En fait, les banques d'investissement de Wall Street n'apprennent pas leur travail dans des écoles professionnelles ou des stages de formation sur les titres. Ils l'apprennent en cours d'emploi.

Bien entendu, on peut se demander comment acquérir des compétences en cours d'emploi lorsqu'on part de rien. Je pense qu'il y a deux façons de procéder: laisser les intermédiaires locaux participer largement à chaque opération de privatisation et de flottement et permettre aux sociétés locales de créer des coentreprises.

Pour encourager la participation locale, il est indispensable que les organismes de privatisation et les donateurs ne favorisent pas les grandes institutions. Le nom seul ne garantit pas de bons résultats. Il faudrait offrir une place de choix aux sociétés locales dans toutes les opérations de privatisation si elles peuvent montrer leur savoir-faire. Les sociétés étrangères qui soumettent des propositions devraient prouver que des sociétés locales vont y participer, et ce à tous les niveaux et non à titre de figurants.

Même si les sociétés locales n'ont pas beaucoup d'expérience, leurs apports sont essentiels car elles connaissent le pays. En outre, il est indispensable que les organismes de privatisation insistent pour que les sociétés locales participant aux émissions soient membres de la bourse des valeurs. En donnant des mandats aux non membres de la bourse, on affaiblit rapidement le marché. Si l'essentiel des recettes du marché est consacré à la gestion de larges émissions publiques, il est peu probable que les membres de la bourse forment suffisamment de capital, effectuent assez de travaux de recherche ou intensifient la formation du personnel.

Comme dernier exemple des nombreux domaines qui influent sur le développement des marchés financiers, je voudrais mentionner les systèmes de paiement et de téléphone. Dans un secteur où des achats et des ventes atteignant des millions voire des milliards sont effectués à la seconde, des systèmes de messagerie aérienne lents ou de paiement peu fiables peuvent être un obstacle majeur. Il en est de même des systèmes de téléphone, principal moyen de transmission rapide de l'information.

Sans systèmes fiables de paiement et de téléphone, les opérateurs à l'extérieur du centre des affaires ne peuvent faire de transactions aisément. En effet, j'ai vu des règlements échouer simplement parce qu'une télécopie ne pouvait pas passer. Dans d'autres cas, des opérateurs des grandes villes qui disposent de plus d'informations ont parfois eu un avantage sur de petits investisseurs de l'intérieur.

Pour conclure, M. le Président, j'espère avoir donné quelques idées utiles permettant de développer les marchés africains. Bien que cette ses-

sion porte sur le développement des marchés, je pense qu'il est absolument primordial de replacer la question dans son contexte. On peut créer le marché le plus parfait du monde en Albanie, avec un dépositaire central, des certificats de titres non matérialisés, des transactions informatisées, de faibles commissions, des intermédiaires brillants et pas d'impôts, mais le marché ne sera jamais florissant.

N'oublions pas que l'infrastructure du marché n'est pas le premier élément dont s'enquière les investisseurs lorsqu'ils s'intéressent à un marché. Ils recherchent d'abord et surtout des sociétés rentables présentant une bonne trésorerie qui peuvent accroître leur revenu de 10% à 15% en valeur réelle par an, la possibilité d'améliorer la situation économique, la stabilité politique, une monnaie librement convertible, des actions aux prix abordables et des politiques fiscales raisonnables. Ils ne posent des questions concernant l'infrastructure que s'ils trouvent tout ou la plupart de ces éléments.

Je vous remercie encore une fois de m'avoir invité à participer à cette conférence.

B. Résumé des débats de la première partie

Examinant la question des **"Défis et possibilités en matière de développement des marchés financiers nationaux et régionaux en Afrique"**, la conférence a fait ressortir combien il était important, voire urgent, de créer et/ou renforcer ces marchés en Afrique comme un moyen indispensable de mobiliser les ressources nécessaires au développement économique du continent. Ces marchés pourraient en particulier permettre de fournir des capitaux à long terme et d'affecter judicieusement les ressources aux secteurs productifs. Leur rôle pour ce qui est de fournir des capitaux à risque a été particulièrement mis en relief.

L'évolution des marchés financiers en Afrique ces dernières années tient à ce constat et à la nécessité d'attirer des investissements étrangers. Il a été indiqué qu'en Afrique, ces dernières années, certains anciens marchés connaissent une reprise de l'activité alors que de nouveaux marchés voient le jour ou sont prévus. Plusieurs facteurs économiques et politiques expliquent cette relance. Le renforcement du secteur privé et la privatisation des entreprises publiques y a également contribué. Cependant, certaines des

conditions préalables à l'expansion des marchés à succès font toujours défaut.

Les représentants étaient d'avis que la conférence avait été une occasion unique d'identifier ces éléments fondamentaux nécessaires au développement des marchés financiers en Afrique, d'échanger des données d'expérience à cet égard et de définir les priorités et les modalités de développement de ces marchés.

Parmi les facteurs favorables requis, on a notamment cité les suivants: l'instauration d'un environnement macroéconomique propice; la réorientation des réformes du secteur financier afin de faciliter les transactions sur les marchés financiers; la mise en place de l'infrastructure d'appui, en particulier la présence d'intermédiaires financiers non bancaires performants (sociétés fiduciaires, sociétés de courtage, etc), et d'un réseau de communication fiable; les conditions propices à la création de marchés sous-régionaux ayant des liens hors du continent; les modalités de mise en place et de renforcement des marchés financiers dans le contexte des programmes de réforme financière.

1. Bien-fondé du développement des marchés des valeurs

La conférence a noté que le développement des marchés des valeurs en Afrique se justifie par leurs fonctions multiples. Ces marchés étaient un mécanisme d'échange et de mobilisation de capitaux. Les transactions permettaient l'application de stratégies de trésorerie et de sortie. Du fait du lien existant entre la finance et le développement économique, le développement des marchés des valeurs est directement lié à la lutte contre la pauvreté, à l'emploi et aux autres indicateurs du progrès économique et social.

Le marché des valeurs était un mécanisme permettant d'améliorer la gestion des sociétés, les sociétés mal gérées étant toujours reprises par les investisseurs; les investisseurs peuvent voter au moyen de leurs fonds en vendant des actions, ce qui déprime les prix; la transparence est assurée car les marchés financiers scrutaient les opérations et les résultats des sociétés inscrites à la cote; les frais d'agence provoqués par les gestionnaires dont les intérêts divergent de ceux des actionnaires étaient atténués par les systèmes incitatif de compensation liés aux prix des actions, notamment les options de souscription.

En outre, les marchés des valeurs permettent de partager le risque. Au lieu qu'une seule personne contrôle une société et supporte tout le risque, plusieurs actionnaires se le partagent (différents niveaux de tolérance du risque), et risque est étalé grâce à la diversification.

La réduction des apports financiers internationaux à l'Afrique a amené à prendre des dispositions pour maximiser la mobilisation de capitaux intérieurs. Cependant, l'Afrique pourrait également accroître les flux de capitaux internationaux si elle disposait de marchés financiers performants. Toutefois, les pays africains devaient relever des défis dans ce domaine, en partie parce que leurs marchés financiers sont les plus étroits du monde, aussi bien du point de vue de la capitalisation que du nombre de sociétés inscrites à la cote. Les liquidités sont modiques, ce qui crée ce qu'on pourrait appeler le "le syndrome du piège du cafard". Comme on le sait, lorsque le cafard tombe dans un piège, il ne s'en sort pas.

2. Création de marchés financiers en Afrique

Le manque d'institutions appropriées, la déficience des systèmes comptables et réglementaires et les insuffisances des normes juridiques sont des facteurs qui ont entravé le développement des marchés financiers en Afrique. En effet, le nombre réduit d'opérateurs sur les marchés financiers africains ne pouvait en faire un modèle de compétitivité. Il en est résulté une aggravation du problème lié au manque de liquidité qui a entraîné l'immobilisme des prix. Les systèmes de paiement sont déficients et les moyens de télécommunication ne sont pas fiables. En outre, la situation est aggravée par le manque de savoir-faire.

Les principales recommandations de la conférence concernant le renforcement du rôle des marchés financiers en Afrique visent à améliorer et à renforcer le cadre juridique et réglementaire des marchés financiers. Cependant, il ne suffit pas de mettre en place un cadre juridique. Les lois doivent être appliquées rigoureusement. Il faut un appareil judiciaire indépendant. Les droits de propriété doivent être respectés. Un cadre juridique solide accroît la confiance du public, tout comme la fourniture en temps voulu des informations nécessaires et l'application de normes comptables généralement acceptées.

La création de marchés financiers doit être soigneusement coordonnée avec les autres aspects du développement économique, notamment la

privatisation, la réforme des régimes de retraite, du secteur bancaire et des procédures comptables et une saine gestion macroéconomique. La bonne gouvernance aussi au niveau national qu'à celui des sociétés revêt une importance. Au niveau national, la politique gouvernementale devrait assurer la stabilité et être cohérente. Les changements arbitraires au niveau des politiques créent des chocs sur les marchés et une instabilité inutile. La bonne gouvernance au niveau des sociétés devrait permettre d'élire les membres du conseil d'administration de sorte à assurer une représentation équitable de toutes les catégories d'actionnaires.

À long terme, l'Afrique devrait aller dans le sens de la création de bourses régionales des valeurs comme celle de l'Union monétaire ouest-africaine, dont le siège sera à Abidjan, et qui servira le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo et aura des succursales dans chaque pays. Les prix devraient être équitables et se conformer aux lois du marché. On ne peut pas avoir un marché de valeurs où les prix ne font qu'augmenter.

On pourrait remédier au manque d'offres de titres en fournissant des incitations à l'inscription à la cote, en suscitant des investisseurs institutionnels, en privatisant les entreprises publiques par le biais des marchés de valeurs, en favorisant la mise en valeur de la main-d'oeuvre financière, en encourageant les coentreprises, en ayant recours aux sociétés locales pour la privatisation, et en amenant les pays à conjuguer leurs efforts pour élaborer des programmes de bourses et de formation.

Tout en reconnaissant qu'il était important de créer des marchés financiers en Afrique, les participants à la conférence ont toutefois mis en garde contre certains aspects de ce processus. En ce qui concerne la promotion des marchés financiers régionaux, il est apparu que, du fait de l'absence de monnaies communes dans de nombreuses régions d'Afrique, les inscriptions transfrontières seraient préférables à la mise en place de bourses régionales des valeurs. Il serait par conséquent souhaitable que chaque pays crée un marché des valeurs. L'absence de bourses régionales ne signifie pas qu'il ne peut y avoir de bourses locales. Les deux types de bourses pourraient être nécessaires, les opérateurs locaux pouvant, par exemple, avoir plus d'informations dans tel ou tel domaine.

3. Rôle des investisseurs institutionnels

Les investisseurs institutionnels contribuent à accroître le marché des titres. Il faudrait, par conséquent, s'employer à susciter des investisseurs institutionnels en privatisant les caisses de retraite et en assouplissant les règles régissant les fonds propres détenus par les compagnies d'assurance.

Pour ce qui est de remédier à l'instabilité due essentiellement aux "capitaux fébriles", c'est-à-dire aux fonds en quête de rendement, il a été indiqué que ces capitaux étaient le résultat de taux d'intérêt élevés, comme ce fut le cas au Mexique. Les données disponibles montrent que les investissements réagissaient principalement aux facteurs fondamentaux. Les fonds émergents investis en Afrique visaient majoritairement le long terme. Il faut donc faire preuve de discernement. Il faudrait adopter des politiques permettant aux marchés de faire face aux effets pervers des fluctuations des taux d'intérêt.

Les participants se sont également préoccupés du fait que le volume des flux monétaires extérieurs pourrait, dans certains cas, perturber les politiques de contrôle monétaire et de stabilisation en injectant trop de liquidités dans le système lorsque les moyens dont dispose le gouvernement pour contrôler ces flux sont limités. Cependant, les pays africains devaient mettre en place des politiques visant à contenir les capitaux à la recherche de hauts rendements dans des limites qui n'entravent pas la poursuite de leur politique monétaire.

4. Sensibilisation du public aux marchés financiers

La question des moyens de faire face à la faible demande d'instruments du marché financier a aussi été soulevée. Il a été indiqué que la meilleure solution serait de renforcer les activités d'éducation, de mener des campagnes de sensibilisation, d'appuyer le développement des investisseurs institutionnels et d'encourager la mise en place de fonds fiduciaires et de caisses de retraite.

S'agissant des problèmes de diffusion de l'information en Afrique, où la majorité de la population est analphabète, les participants étaient d'avis que tout le monde n'avait pas besoin d'être bien informé des marchés. La formation d'acteurs clés tels que les courtiers était un bon départ. En leur qualité de conseillers en investissement, ils pourraient transmettre les informations à leurs clients.

5. Spéculation sur les marchés des valeurs

Le gaspillage éventuel des ressources, qui pourraient être consacrées à la spéculation plutôt qu'à des investissements productifs, a été une source de préoccupation. À cet égard, on a indiqué également que les fonds qui sont injectés sur les marchés financiers constituaient une créance sur les biens productifs. C'était la raison pour laquelle les investisseurs participaient aux bénéfices générés par les biens productifs. Le marché primaire avait pour objectif de veiller à ce que les sociétés reçoivent des fonds propres directement pour les investissements productifs. Les transactions secondaires étaient un pari que faisaient les investisseurs sur la valeur fondamentale des biens productifs acquis avec les apports initiaux de capitaux du marché primaire. Cela offrait une base pour le calcul de la valeur des créances sur les biens productifs qui devraient être transférées.

Deuxième partie

A. Communications sur le renforcement des capacités et les technologies de l'information en vue de la création de marchés financiers efficaces

1. Introduction par l'Animateur: M. Chateau de Baylon Vice-Ministre des finances de Maurice

Pour que les marchés financiers puissent fonctionner efficacement aux niveaux régional et international, il faut accorder une attention particulière à ce domaine important, notamment aux éléments suivants:

- La mise en place d'un cadre juridique approprié qui définisse les droits et les obligations des prêteurs et des emprunteurs;
 - La mise en place d'un cadre réglementaire pour la conduite des opérations sur les marchés et l'adaptation des normes internationales;
 - Le lancement de fonds d'investissement privés pour des régions entières;
-

- La formation des opérateurs pour gérer les bourses des valeurs;
- Comment l'Afrique pourrait-elle de tirer parti des meilleures pratiques, notamment celles suivies en Amérique latine et en Asie du Sud et de l'Est;
- Comment la révolution technologique pourrait contribuer à promouvoir les marchés financiers africains?

Nos orateurs, qui sont tous des experts renommés dans ce domaine, nous ferons part de leur expérience inestimable et de leurs vues.

**2. Communication de M. Arnold Ekpe,
Directeur général d'ECOBANK,
Lomé (Togo)**

Merci M. le Président.
MM. les Ministres,
MM. les Gouverneurs,
Mesdames et Messieurs,

Je voudrais remercier la CEA de m'avoir invité à faire cette communication pour deux raisons:

- Le Groupe ECOBANK est un petit groupe de banques basées en Afrique de l'Ouest (présentement dans six pays), une société multinationale et une société africaine;
- La deuxième raison pour laquelle je suis particulièrement reconnaissant pour l'occasion qui m'est offerte est due au fait qu'après avoir passé 17 ans (dont six dans les euromarchés) à aider les emprunteurs à mobiliser des fonds, je pense que j'ai quelques idées concernant les questions que nous examinons aujourd'hui.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, je voudrais indiquer qu'ECOBANK est présente directement ou indirectement sur les trois marchés des valeurs d'Afrique de l'Ouest (Lagos, Accra et Abidjan), et connaît donc les défis et les questions liés au renforcement des capacités.

L'objectif de tout programme de renforcement des capacités d'un marché financier est de développer le marché concerné en attirant des investisseurs, étrangers et locaux, et toute action doit tendre vers la réalisation de cet objectif. Par investisseurs, j'entend aussi bien les investisseurs étrangers que locaux. Tous, à mon avis, ont les mêmes objectifs en matière d'investissement, à savoir rechercher un rendement acceptable. De par mon expérience, je pense que les investisseurs intérieurs et nationaux sont aussi déterminés à atteindre ce résultat que leurs homologues étrangers. Il leur faut, à cet égard, toute une gamme d'informations, des infrastructures et un environnement leur permettant de prendre des décisions motivées.

Mes propos seront un peu dogmatiques et provocateurs, si vous me le permettez. La principale perspective à laquelle nous sommes confrontés est celle de la psychologie de la réglementation des marchés financiers. Par définition, les marchés financiers ne devraient pas être excessivement réglementés. Il faut évidemment les réglementer pour protéger les investisseurs, mais je pense qu'on a parfois tendance à trop réglementer. Nous entrevoyons des problèmes qui n'existent pas. Il faudrait plutôt mettre l'accent sur la "transparence" afin de permettre aux investisseurs de prendre des décisions en toute connaissance de cause.

Les investisseurs voient les choses différemment. Les uns sont disposés à prendre les risques que les autres ne sont pas disposés à prendre. Toutefois, je pense - et je pourrais me tromper - que, parfois, on suppose que l'investisseur est ignorant, les autorités de réglementation considérant qu'il leur revient de déterminer ce qui est le mieux pour l'investisseur.

Je pense que d'un point de vue purement opérationnel et technique, il serait utile que les autorités de réglementation soient informées des transactions. Toutefois, rechercher une approbation préalable chaque fois qu'on veut entreprendre une transaction crée divers problèmes, non seulement eu égard au temps nécessaire mais aussi aux liquidités. Une fois que les règles sont établies, la plupart des opérateurs, qui sont des gens prudents, respecteront ces règles et, en cas de doute, demanderont des précisions.

Le deuxième point que je voudrais soulever a trait au contrôle des changes. À mon avis, le contrôle des changes est le plus grand obstacle au développement des marchés financiers en Afrique. L'expérience et la recherche montrent clairement qu'il ne produit pas les résultats escomptés. À titre d'exemple, loin d'arrêter la fuite des capitaux, je pense plutôt qu'il

l'encourage. Qui plus est, le contrôle des changes décourage l'investissement étranger et le retour des capitaux fugitifs. Les autorités sont opposées à une levée totale et complète du contrôle des changes alors qu'elle stimulerait les marchés financiers grâce à une augmentation du nombre d'investisseurs et des apports financiers.

Le troisième point a trait aux lois discriminatoires. J'aborde cette question car le Groupe ECOBANK étant une société multinationale basée en Afrique, nous sommes des deux bords. Nous bénéficions des avantages des lois discriminatoires au niveau de nos filiales dans les pays mais nous en subissons les inconvénients au niveau de la société mère. Je pense que les lois discriminatoires à l'égard des investisseurs étrangers sont de mauvais augure. Par exemple, le fait d'exiger des investisseurs étrangers une approbation préalable pour tout investissement à réaliser ou des conditions qui ne sont pas exigées des investisseurs locaux est non seulement inutile parfois mais aussi peut porter au découragement.

Pour en venir au marché lui-même, il ressort de l'expérience que j'ai acquise à la Citibank, où j'étais chargé de l'Afrique, que lorsque les marchés s'ouvrent, les investisseurs y font généralement leur entrée là où le risque est jugé moindre. En réalité, en Afrique, très peu de pays et de gouvernements encouragent l'investissement étranger dans leurs marchés monétaires.

L'Amérique latine est l'exemple éloquent d'une région où le retour des capitaux fugitifs s'est fait par le biais des marchés financiers et du financement du commerce avant de s'opérer sur les marchés de capitaux. Je pense que la participation active des investisseurs étrangers aux opérations sur les marchés monétaires est extrêmement importante pour le développement des marchés financiers.

Les nouveaux investisseurs, les ressortissants résidant à l'étranger ou les ressortissants vivant dans le pays et disposant de fonds de placement "offshore" préfèrent généralement commencer par réaliser des investissements à court terme et à faible risque. À quelques rares exceptions, la réglementation en Afrique tend à les décourager. Je comprend les préoccupations des autorités de réglementation et des autorités bancaires et monétaires qui veulent éviter l'instabilité potentielle. Toutefois, ces risques peuvent être maîtrisés de diverses manières, notamment en fixant un montant maximum qui serait alloué aux investisseurs non résidents.

C'est le cas en Zambie tandis qu'au Ghana, par exemple, le rendement des placements à court terme en bons du trésor est actuellement d'environ 50%. J'ai reçu des appels d'investisseurs désireux de faire des placements car ils trouvent les taux intéressants. Étant donné que le cedi est dévalué d'environ 20% par an, il en résulte un rendement net réel de 30%.

Je comprend cependant que les autorités s'inquiètent des effets de ces "capitaux fébriles" pour la gestion de l'inflation.

Passons à la fiscalité. Je pense qu'il faut supprimer les impôts qui entravent les investissements étrangers et intérieurs sur les marchés financiers, notamment l'impôt sur les plus-values en capital et la retenue à la source. Dans de nombreux cas, ces impôts ont des effets plus préjudiciables que positifs et ne représentent qu'une infime proportion des recettes fiscales nationales.

Divers droits et frais prélevés par les autorités de réglementation constituent une autre forme d'impôt qui pourrait décourager les investisseurs. En fait, selon les données provenant de certains pays, une réduction des ces droits et frais pourrait accroître considérablement le volume des transactions et stimuler l'activité.

S'agissant des opérations de couverture des risques, de nombreux pays africains ont malheureusement des monnaies "faibles" ayant fait l'objet de dévaluations prononcées. Par conséquent, les investisseurs étrangers et nationaux présents sur les marchés financiers font face à la possibilité réelle de perdre leurs plus-values en capital ou leur revenu du fait d'une évaluation de la monnaie locale.

Je pense que les investisseurs sont disposés à prendre ces risques. Dans de nombreux cas, les investisseurs des marchés émergents sont préparés à prendre ces risques tant qu'ils peuvent adopter des stratégies appropriées de couverture.

Toutefois, de par mon expérience de la réglementation, de nombreux pays africains rendent impossible ou extrêmement difficile pour tout investisseur étranger de se couvrir contre les risques. Les propositions de couverture sont habituellement rejetées. Je pense que tant que les pays n'auront pas stabilisé leur monnaie, les investisseurs étrangers devraient être autorisés à couvrir leurs risques.

En ce qui concerne la technologie et les moyens de télécommunication, nous avons tous entendu parler des autoroutes de l'information, d'Internet, etc. Il va sans dire qu'il faut un minimum de moyens en matière de technologie et de télécommunication pour assurer le développement des marchés de capitaux, et donc de l'économie. La corrélation manifeste entre le développement technologique et des télécommunications et le développement des marchés financiers dans le monde n'est certainement pas une coïncidence. Dans de nombreux cas, l'un stimule l'autre.

L'Afrique connaît un double obstacle: des tarifs de télécommunications élevés et des moyens technologiques et de télécommunication qui figurent parmi les plus déficients du monde. Toutefois, des changements sont en cours, dont certains sont encourageants.

La privatisation peut jouer un rôle essentiel dans le développement des marchés de capitaux en servant de source de nouvelles transactions. L'autre aspect de la privatisation, l'amélioration des infrastructures, est souvent occulté. Comme le montrent les travaux de recherche, la privatisation permet généralement d'accroître l'efficacité, les nouveaux propriétaires des sociétés privatisées cherchant à rentabiliser leur investissement. Ce faisant, ils améliorent l'infrastructure en ajoutant de nouvelles lignes téléphoniques, des centrales électriques plus fiables, etc, ce qui à terme renforce les capacités.

Comme l'ont indiqué les orateurs précédents, les ressources humaines sont essentielles, que ce soit les courtiers, les analystes de recherche, les gestionnaires de portefeuille, etc. Toutefois, elles viennent après le développement des marchés. Les marchés qui stagnent avec seulement quelques sociétés inscrites à la cote n'encouragent pas à réaliser des investissements en faveur des ressources humaines, étant donné les coûts. Je pense donc la mise en valeur des ressources humaines nécessaires suivra le développement des marchés.

Pour conclure, je voudrais dire que le renforcement des capacités en faveur des marchés financiers en Afrique doit nécessairement partir de la base vers le sommet. Il faut créer l'environnement propice et fournir les incitations voulues pour attirer les investisseurs. Les investisseurs ne sont pas tenus d'investir en Afrique. Il revient à l'Afrique de les attirer en présentant plus d'atouts que les autres marchés de sorte à attirer une part substantielle des capitaux privés nécessaires pour renforcer ses capacités.

Je vous remercie.

**3. M. George Akamiokhor,
Directeur général de la Securities Commission du Nigéria
et Président du Conseil d'administration intérimaire du
Forum des marchés financiers africains**

Merci M. le Président.
MM. les Ministres,
MM. les Gouverneurs de Banques centrales,
M. le Secrétaire exécutif de la CEA,
Mesdames et Messieurs,

Avant de commencer, je voudrais exprimer ma profonde gratitude au Secrétaire exécutif de la CEA de m'avoir donné l'occasion de faire un exposé cet après-midi et d'avoir fourni une assistance au Forum des marchés financiers africains.

Il faut savoir que je suis un agent de réglementation. Aussi, mon document, qui vous a été distribué, porte-t-il sur le cadre réglementaire. Après avoir écouté les précédents exposés, il me semble que le Forum des marchés financiers africains a du pain sur la planche.

Le thème de mon exposé est néanmoins le renforcement des capacités dans le contexte des marchés financiers, c'est-à-dire l'approfondissement et l'élargissement des marchés financiers en vue de les rendre le plus performants possible. Le renforcement des capacités touche donc divers domaines, notamment les marchés, le cadre juridique, réglementaire et institutionnel, la mise en valeur des ressources humaines ainsi que les systèmes de collecte et de diffusion de l'information. Sont également concernés les transactions, les procédures de compensation et de règlement et les systèmes de comptabilité et de divulgation de l'information.

La plupart de ces variables sont inefficaces, déficients ou inadaptés dans les marchés financiers du continent. Les marchés sont étroits, sans liquidités et manquent de compétences et de dynamisme. Ils ne peuvent assurément pas être compétitifs, comme en témoigne leur inaptitude à attirer une part substantielle des flux d'investissements étrangers. Pour traiter convenablement la question, il faut, à mon avis, recenser d'abord les

problèmes qui se posent au continent, et en particulier aux marchés financiers.

Sans entrer dans les détails, je voudrais aborder certains des problèmes fondamentaux auxquels se heurtent les marchés financiers africains, notamment la déficience du cadre juridique et réglementaire, l'inadaptation du cadre institutionnel, des structures de marché qui laissent à désirer, le manque de professionnalisme, la mauvaise qualité de l'information et des systèmes de diffusion et un faible niveau de sensibilisation.

Un examen approfondi des indicateurs du FMI montre que les marchés financiers africains sont vraiment à la traîne. Des données plus détaillées figurent dans mon document. Si on prend la situation en janvier 1997, on voit que les marchés africains représentent environ 10% des valeurs inscrites à la cote sur les nouveaux marchés et moins de 15% des capitalisations sur ces mêmes marchés.

De même, ils n'ont représenté que 2% de la valeur des transactions des nouveaux marchés. Rapporter à la situation mondiale, l'Afrique ne représente que 5% des inscriptions, 2% des capitalisations et 0,2% de la valeur des transactions.

Toutefois, si on exclut l'Afrique du Sud de ces statistiques, les chiffres sont encore plus décevants. Si vous regardez le tableau de mon document, vous verrez la structure des transactions et la position de l'Afrique du Sud, de l'Égypte et du Nigéria.

Le Forum des marchés financiers africains a été lancé en 1996 (l'année dernière) au Ghana, par le Président du Zimbabwe, M. Mugabe, à la conférence des chefs d'État, des directeurs généraux et des experts en investissement, qui était parrainée par la CEA. Les objectifs fondamentaux de ce Forum sont de promouvoir les marchés financiers en Afrique, la coopération entre les institutions africaines chargées des marchés financiers et une enceinte d'échange d'idées entre ces institutions.

Après le lancement, un conseil a été mis en place pour élaborer des politiques et programmes en vue d'assurer le démarrage du Forum sans heurts. Quatre comités, chargés respectivement de la planification des programmes, des membres, de l'évaluation et de la mobilisation de fonds, ont été créés et ont accompli les fonctions qui leur ont été assignées au

cours des mois écoulés. Hier, le Forum a tenu une réunion pour examiner les rapports des différents comités. Le programme d'action examiné et approuvé hier revêt un intérêt particulier pour la question à l'examen.

Conformément aux objectifs généraux du Forum, le programme a été conçu et approuvé avec des volets à court, moyen et long terme. À court terme, le Forum déterminera la situation exacte des marchés financiers africains pour ce qui est des besoins immédiats et des obstacles au processus de développement à moyen et long terme. Il s'agira notamment de procéder à une évaluation préliminaire des progrès accomplis par les institutions ainsi que de l'efficacité opérationnelle et technique des marchés existants.

À moyen et long terme, le Forum effectuera des études complètes et systématiques et fera des recommandations visant à accroître l'efficacité opérationnelle et technique, l'efficacité des systèmes d'information et la confiance du public. Le programme d'action portera également sur la mise en place d'une base de données sur les marchés financiers, dont le but sera de faciliter l'accès aux informations aux investisseurs étrangers mais aussi de permettre aux institutions multilatérales désireuses d'aider les marchés financiers africains de disposer d'une source unique d'informations sur tous les marchés.

Le programme comporte également un volet sur la formation et l'assistance dans le domaine de la mise en valeur des ressources humaines. Les acteurs visés seront les opérateurs du marché, notamment les courtiers, les agents de transaction et les gestionnaires de fonds. Seront aussi concernés les administrateurs de marchés financiers tels que les administrateurs de bourses des valeurs, etc. Nous pensons aussi aux autorités de réglementation des marchés financiers et aux responsables des commissions des valeurs et des groupes antitrust.

Vous vous apercevrez que le marché financier est différent de tout autre marché. Quelqu'un en donnait une explication très simpliste en essayant de la comparer à la vente de bananes ou d'ignames. C'est plutôt différent. Les marchés financiers ne dépendent des informations. On ne voit même pas ce qu'on achète. Aucune inspection matérielle n'est exigée. On dépend donc de l'information fournie. Ainsi donc, la disponibilité et la qualité de l'information revêtent une importance cruciale dans la prise des décisions.

Sur ces marchés, où on ne peut se rendre soi-même pour trouver quelqu'un à qui acheter des biens, se trouvent des professionnels dénommés courtiers. Ils ont été formés pour effectuer cette tâche, et doivent agir en votre nom. Ce sont les intermédiaires. Sur toutes les places financières, des dispositions sont normalement prises pour qu'ils soient enregistrés auprès des bourses des valeurs ou des commissions des valeurs pour s'assurer qu'ils sont aptes à accomplir leurs fonctions.

Encore une fois, pour qu'ils puissent accomplir leurs fonctions, certaines conditions doivent être réunies. Tout d'abord, quelle formation ont-ils reçue pour effectuer ce travail? En d'autres termes, s'ils décident des marchés et des prix, qu'est-ce qui les autorise à fixer le prix exact étant donné qu'on dispose de peu d'informations en Afrique? Sans doute que les comptes des sociétés sur lesquels ils se basent sont dépassés de six mois, ou que le jour de la publication des comptes d'il y a six mois constitue la base du prix! Cela est-il réaliste?

Sont-ils suffisamment formés pour entreprendre des recherches sérieuses afin d'orienter les personnes qui s'adressent à eux? Ils sont aussi des conseillers. Voici donc la situation dans les marchés financiers. C'est la raison pour laquelle les gens en ont une idée différente, comme s'il s'agissait d'un phénomène mystique, parce qu'ils ne comprennent pas comment ces marchés fonctionnent. Il nous incombe donc à tous de susciter une prise de conscience à cet égard. Les méthodes adoptées varient d'un pays à l'autre.

Je suis optimiste de nature. Je pense que les marchés financiers africains ont de l'avenir. Le continent africain est le marché du XXI^e siècle. Les marchés d'Europe, d'Amérique latine et d'Asie ont pratiquement atteint leur niveau de saturation. Davantage de possibilités s'offriront en Afrique. C'est la raison pour laquelle nous avons le devoir de créer un environnement propice, de faire en sorte que les structures voulues soient mises en place afin de nous permettre de réaliser des transactions.

Cela m'amène à un autre sujet, à savoir comment les marchés financiers africains peuvent aider les pays voisins à résoudre leurs problèmes. À cet égard, j'estime que les marchés financiers africains doivent être en mesure de fournir des services spécialisés à leurs propres membres. Ils doivent disposer de moyens propres pour fournir ces services.

À moins que les pays africains ne décident de recourir aux marchés financiers pour réaliser leurs programmes de privatisation, ils se heurteront à des problèmes. En premier lieu, les politiques pourraient être rapportées si le public apprenait qu'il y a concentration ou injustice dans l'exécution de ces programmes. En second lieu, les citoyens pourraient tout aussi douter de la façon dont le programme est exécuté, ce qui pourrait entraîner son arrêt.

Ce sont les raisons qui m'ont amené à accepter que, dans la mesure des possibilités, il vaut mieux recourir aux marchés financiers si les structures sont en place car on peut assurer plus d'équité et les éviter les revers éventuels.

J'en arrive ainsi à un domaine déjà examiné, celui de la coopération en matière de marchés financiers. Le FMFA a adopté une position dans ce domaine, qui consiste à encourager la création de marchés régionaux, reconnaître les inscriptions croisées de titres à la cote et promouvoir l'harmonisation des politiques, règles et règlements dans les sous-régions.

La mondialisation des marchés financiers africains est un autre domaine couvert par le programme d'action. Il s'agit d'établir des liens stratégiques avec d'autres marchés financiers et avec les institutions internationales et de réduire l'écart entre le risque perçu et la réalité.

J'ai suivi les interventions des représentants des pays qui ont pris toutes les dispositions voulues sans qu'il y ait d'entrées de capitaux. Cela me ramène à la question de la perception, de la création d'une idée dans l'esprit des gens qu'il se pose un problème même lorsque les faits sont éloquentes.

Les Africains doivent donc faire des efforts concertés pour se vendre, pour vendre leur pays. Je sais que la tendance est au chacun pour soi mais les Africains devraient bien pouvoir trouver le moyen de parler d'une seule voix dans ce domaine.

On a aussi parlé de la mondialisation et de la forme qu'elle pourrait prendre. Je suis convaincu que tant que nous n'aurons pas de systèmes d'information performants, tant que nous n'aurons pas informatisé nos systèmes d'information et que nous ne serons pas reliés à Internet et aux systèmes d'information mondiaux, nous aurons assurément des difficultés à faire connaître nos marchés.

Quelqu'un disait que les Africains avaient des problèmes particuliers: les uns n'ont pas la télévision, les autres ont la radio, etc. Je pense qu'aux grands maux, les grands remèdes. Au Nigéria, il fut un temps où de nombreuses personnes ne savaient pas grand chose des marchés financiers. Certaines institutions, dont la Bourse des valeurs, se sont imposées le devoir de sensibiliser le public. Cela peut se faire par le biais de la radio, le moyen le plus facile.

Si on considère le marché comme il devrait être, si les courtiers en bourse, les conseillers financiers auxquels le client se fie ont accès à l'information, alors ce dernier a aussi accès à l'information. Toutefois, une grande partie de la population devrait pouvoir y participer. Encore une fois, cette participation peut prendre diverses formes.

Au Nigéria, différents groupes sont visés. Tout d'abord, nous visons les différents protagonistes du marché des valeurs, le but étant de leur faire comprendre le fonctionnement des marchés en organisant des conférences, séminaires et ateliers. Ensuite nous avons décidé de viser les universités et de produire des publications mensuelles, trimestrielles et annuelles. Les gens sont ainsi de plus en plus sensibilisés. En fait, de nombreux donateurs s'intéressent à nos activités.

Au nom du Conseil d'administration, je saisis cette occasion pour remercier M. Amoako, Secrétaire exécutif de la CEA, de son appui et de son engagement indéfectibles en faveur du travail du Forum. J'ajouterai pour terminer que nous nous joindrons à vous également pour préparer le banquet de l'avenir.

Je vous remercie.

**4. M. Stephen W. Starnes,
Directeur général
Van Eck Global, Prudential Securities Incorporated**

Merci M. l'Animater et M. le Président.
M. le Secrétaire exécutif,
MM. les membres du Groupe de travail,
MM. les Ministres des finances,
Banquiers de toute l'Afrique,

C'est pour moi un grand plaisir d'être présent ici. Je dois m'excuser car je suis légèrement désavantagé. Premièrement, je viens de New York et je dois donc parler plus lentement pour que tout le monde me comprenne. Deuxièmement, je suis un gestionnaire de fonds, ce qui peut paraître plutôt étrange à bien des gens.

Troisièmement, il se trouve que je suis le dernier orateur que vous devrez écouter avant de pouvoir prendre un verre, dîner et vous adonnez au sommeil dont vous avez tant besoin. Aussi, vais-je essayer d'être bref afin de ne pas vous endormir avec mes commentaires.

En effet, mesdames et messieurs, je suis votre client ou le représentant de votre client. Notre société est une société de gestion de fonds installée aux États-Unis qui réalise des investissements partout dans le monde et qui, ces derniers temps, s'intéresse particulièrement à l'Afrique dans le domaine des prises de participations. Ainsi donc, moi-même, provenant de Van Eck, et mon partenaire de Prudential, nous devrions apporter un éclairage intéressant ou plutôt unique au débat sur la création, la stabilité et l'augmentation des marchés financiers en Afrique.

J'espère vous faire part de ce que nous recherchons et des possibilités que nous entrevoyons en Afrique ainsi que des différences que percevons et qui pourraient, du point de vue des 44 000 autres gestionnaires de fonds en activité, rendre cette occasion vraiment unique.

Tout d'abord, je voudrais faire quelques remarques sur la concurrence mondiale pour le dollar. Beaucoup a été dit aujourd'hui, du point de vue de vos pays, concernant les crédits en dollars que vous espérez obtenir des investisseurs institutionnels et des investissements que vous avez vous-mêmes réalisés dans vos pays respectifs. Ces quinze dernières années, la course aux dollars dans le monde a pris une tournure décisive.

Les pays figurant dans la liste qui vous est présentée, qui sont hors d'Afrique, ne se sont pas vraiment disputés des dollars en fonds propres sur les marchés financiers mondiaux jusqu'à il y a quelques années. Par conséquent, au moment où vous cherchez des moyens pour attirer des dollars auprès d'investisseurs institutionnels et individuels du monde entier, surtout en ce qui concerne les capitaux propres, la concurrence est particulièrement rude.

Toutefois, des occasions uniques s'offrent à vous, qui, pour nous gestionnaires de fonds, sont propres à accroître la formation de marchés financiers et les possibilités d'investissement. La première est ce que j'appellerai brièvement le recours à un gouvernement fort. Vous avez cette possibilité que la plupart des pays plus développés du monde n'ont pas, et qui est votre aptitude à introduire des changements plutôt ambitieux voire radicaux en vue de favoriser l'avènement, dans vos pays, de marchés financiers stables et évolutifs.

Un précédent orateur a brièvement parlé d'un sujet que nous considérons comme une possibilité remarquable: l'Afrique, je le répète, est unique car elle est en mesure de procéder à la privatisation dont nous avons entendu parler au niveau des sociétés et qui concernerait les entreprises publiques dans les secteurs de l'électricité, de l'énergie, du développement agricole, des produits de consommation et du tabac.

Parallèlement, elle a la possibilité, en fait, d'émuler le miracle chilien dont nous avons eu des échos, du moins dans la presse occidentale ces derniers temps, à savoir la privatisation du régime national de retraite. Ces changements sont le type de possibilités remarquables qui s'offrent à l'Afrique pour faire des progrès en vue de devenir concurrentielle dans la lutte sur les marchés financiers mondiaux et émergents.

Je reconnais que ces changements seront difficiles à introduire. Je reconnais aussi que l'absence d'une population majoritairement âgée sur le continent réduit d'autant le coût relatif du financement de cette privatisation par rapport à ceux de nombre des autres nouveaux concurrents dans le monde. En effet, le moment est tout à fait opportun maintenant. Permettez-moi de parler en quelques minutes de nous, les investisseurs institutionnels (dans un sens péjoratif) qui représentons les actifs cumulés de fonds de retraite, de coopératives d'épargne et de crédit, de fonds de dotation pour les universités, de régimes de retraite pour fonctionnaires ainsi que d'investisseurs individuels des États-Unis et de places financières du monde entier.

Nous voyons et nous recherchons les possibilités sur les places financières. La question primordiale pour nous est probablement la stabilité gouvernementale. Je pense que comme l'a dit un intervenant ce matin, la question de savoir si les changements introduits seront maintenus revêt une grande importance pour les investisseurs institutionnels. Je répète, c'est la question primordiale. Il ne s'agit pas nécessairement de la stabilité à long

terme. Tous ces facteurs ont trait plus au progrès à réaliser qu'au bilan à long terme.

Le deuxième élément, paru sur la couverture de la revue *The New Economist* cette semaine, a trait au renforcement des politiques d'enseignement. Nous nous intéressons énormément aux efforts faits en matière d'enseignement, tant au niveau du premier cycle universitaire qu'au niveau plus avancé, ainsi qu'au niveau de l'enseignement secondaire. Plus important encore, comme l'a déjà mentionné un participant de la Zambie, nous nous intéressons à l'enseignement et à la compréhension élémentaires car un système d'éducation en croissance qui utilise effectivement la plus grande ressource naturelle dont nous disposons dans le monde, à savoir nos enfants, est un facteur très positif pour ce qui est de renforcer à long terme les marchés financiers.

Le développement des infrastructures, non seulement en ce qui concerne les moyens de télécommunications mais aussi pour ce qui est de fournir des produits et services dans le continent, revêt une importance primordiale. Pour nous, le réinvestissement dans le marché local, dont il a été question pendant le débat sur la privatisation, présente des aspects positifs en permettant aux populations locales de saisir les possibilités d'investissement dans leur milieu, dans le pays, plutôt que de recourir à des experts internationaux, ces messieurs à la malette qui viennent d'ailleurs à la recherche de possibilités qu'ils finissent par trouver.

Un marché gris en déclin ou captif est important, pour ce qui est de la transparence dont nous avons entendu parler, devient un problème crucial car il faut mobiliser davantage de capitaux dans le pays lui-même, d'où l'importance extrême des liquidités et de l'attrait des investissements.

Enfin, parlons des possibilités de coentreprises. Ces derniers temps, nous avons réalisé, pour nos investisseurs américains, des investissements dans des coentreprises dans le domaine de l'énergie sur la côte ouest-africaine ainsi que dans des sociétés en Afrique mais aussi aux États-Unis et au Canada, où des coentreprises ont été créées avec des sociétés africaines.

En conclusion, j'aimerais parler brièvement de ce que nous considérons comme étant une possibilité mais qui n'a pas encore été perçue par la majorité des gestionnaires de fonds institutionnels. En effet, nous avons parcouru le continent depuis les années 50 pour rechercher les nouvelles possibilités de marchés, évaluer ces possibilités, déterminer les

possibilités uniques qui ne sont ni exploitées ni découvertes, et l'élément positif c'est que, pour nous, l'Afrique est le lieu approprié aujourd'hui.

Je voudrais également terminer en répondant à une question que nombre d'entre vous que j'ai eu le plaisir de rencontrer ces deux derniers jours m'ont posée, la question essentielle qu'on pose partout dans le monde à tout gestionnaire de fonds provenant des États-Unis, à savoir: où se situera le cours industriel du Dow Jones à la fin de l'année. Je peux vous dire sans équivoque que ni moi ni mes collègues n'en n'avons absolument aucune idée.

Toutefois, je peux aussi vous assurer que pour l'investisseur institutionnel que je suis, il existe des possibilités de placement sur les marchés des actions. Les marchés financiers peuvent se développer grâce aux marchés des actions. Il ne s'agit pas simplement de rechercher un rendement sur les taux d'intérêt à court terme et d'oublier la valeur des prises de participations.

Je vous remercie de votre temps.

B. Résumé des débats de la deuxième partie

Le débat sur le sous-thème "**Renforcement des capacités et technologies de l'information en vue de la création de marchés financiers efficaces**" était axé sur l'importance pour les pays africains de mettre en place des compétences, un cadre institutionnel et des structures d'appui nécessaires pour assurer l'efficacité des marchés. Cela suppose inévitablement le renforcement des compétences et des infrastructures institutionnelles ainsi que les structures nécessaires pour réglementer ces marchés. Pour que les marchés puissent fonctionner efficacement aux niveaux national et sous-régional, il faut accorder une attention particulière à cet important domaine.

Pour que les marchés financiers fonctionnent efficacement, il faut un cadre juridique approprié qui définisse les droits et les obligations des prêteurs et des emprunteurs. De même, la mise en place d'un cadre réglementaire approprié pour régir le marché et l'adapter aux normes internationales est également essentiel. Le lancement de fonds de placement privés pour les pays et l'ensemble de la région constitue un autre

facteur important de développement des marchés financiers tout comme la formation des opérateurs chargés de gérer les bourses des valeurs. L'Afrique gagnerait à tirer parti des meilleures pratiques suivies dans d'autres régions, en particulier en Amérique latine et en Asie du Sud et de l'Est.

Des progrès technologiques remarquables ayant été enregistrés sur les marchés financiers internationaux, l'Afrique doit s'adapter afin de bénéficier des flux financiers massifs sur ces marchés. La Conférence a par conséquent examiné comment la révolution technologique pourrait contribuer à promouvoir les marchés financiers africains.

1. Renforcement des capacités en vue de la réglementation des marchés financiers

Les participants ont reconnu qu'il fallait mettre en place des capacités en Afrique en vue de réglementer les marchés financiers. Dans la plupart des pays africains où des marchés financiers ont été créés, certains mécanismes de réglementation ont été mis en place, que ce soit des "commissions des titres et valeurs" ou des "autorités chargées des marchés financiers". Il faut donc renforcer les moyens de réglementation dans certains de ces pays.

Dans d'autres pays africains, on a tendance à recourir à une réglementation excessive, les autorités compétentes mettant indûment l'accent sur la "protection" plutôt que sur la "transparence". Les contrôles des changes sont apparus comme un obstacle majeur au développement des marchés financiers. Loin de prévenir la fuite des capitaux, ils l'encouragent. Les lois discriminatoires à l'égard des investisseurs étrangers découragent les investissements tandis que la législation fiscale accroît le coût des transactions. À cet égard, il fallait établir un équilibre entre la réglementation visant à accroître l'efficacité des marchés et la réglementation susceptible de les étouffer.

Les débats ont également porté sur l'équilibre nécessaire entre l'autoréglementation et la réglementation formelle. L'une ne peut se substituer à l'autre. Elles sont complémentaires, la réglementation formelle servant à contrôler l'autoréglementation, voire à l'encourager. Les mécanismes d'autoréglementation du secteur privé connaissent parfaitement leurs fonctions quotidiennes et ont intérêt à ce que le système perdure. Par ailleurs, le rôle de contrôle des mécanismes de réglementation formelle ne diminue en rien la nécessité d'une réglementation prudentielle tendant à

assurer l'intégrité du système financier. Il faut donc mettre en place des capacités d'autoréglementation des marchés financiers.

2. Renforcement des capacités en vue du développement des marchés des actions

Des questions ont été soulevées en matière de renforcement des capacités en vue du développement des institutions, de la formulation de méthodes et de développement du capital humain, notamment dans les domaines des transactions, de la compensation, des règlements, de la technologie et des communications. L'Afrique manque en effet des compétences techniques et spécialisées nécessaires au fonctionnement des marchés financiers ainsi que d'une prise de conscience de la contribution potentielle de ces marchés au processus de développement. Néanmoins tout en reconnaissant que l'Afrique doit renforcer ses capacités dans ces domaines, les participants sont arrivés à la conclusion qu'elle n'était pas la seule région où les connaissances faisaient défaut en la matière. On avait tendance à exagérer l'ignorance de l'Afrique dans ce domaine, étant donné que même aux Etats-unis, le citoyen moyen ne savait guère comment sélectionner des titres et que les plans Ponzi existaient toujours. Les expériences du Ghana et de la Tunisie indiquaient que des marchés bien financés pouvaient se développer en Afrique.

Il s'est dégagé un consensus selon lequel tous les pays africains n'avaient pas besoin de créer des marchés des actions. Ils pourraient plutôt éliminer les obstacles aux marchés financiers régionaux en profitant du processus d'intégration régionale. Tous les pays africains devaient développer leurs infrastructures au-delà des moyens de télécommunications, notamment en vue de fournir des biens et services dans tout le continent.

Les participants ont noté que le manque de compétences en matière d'investissement allant de pair avec le mauvais état du système scolaire pourrait constituer un obstacle grave à la formation à l'administration des affaires dans les universités africaines. Dans les pays développés, ce sont ces institutions qui fournissaient les connaissances de base dont les professionnels des finances ont besoin pour exercer leurs fonctions dans les banques d'investissements et les autres institutions financières. Il importe que des établissements d'enseignement commercial bien équipés produisent le capital humain nécessaire au développement de ces marchés. La formation en cours d'emploi a été défini comme un moyen important d'acquérir les compétences en matière de gestion des marchés des actions. Les

politiques d'éducation de pays africains influençaient les décisions des investisseurs qui devaient tenir compte des besoins en personnel à long terme et de la compréhension des populations.

3. Privatisation et développement des marchés financiers en Afrique

On a reconnu que la privatisation pouvait contribuer au développement des marchés financiers en Afrique. Il n'est pas facile d'appliquer des programmes de privatisation car il n'existe pas de formule universelle, les systèmes financiers étant différents d'un pays à l'autre. Il faut donc trouver des moyens pour intéresser l'investisseur, tant local qu'étranger, à l'Afrique et attirer les fonds institutionnels et les investissements privés sous forme de prises de participations. Les possibilités de création de coentreprises étaient également sous-exploitées, tout comme les possibilités de conversion de la dette. Il faut donc mettre en place des capacités dans les pays africains pour mener le processus de privatisation.

4. Investissement institutionnel

En Afrique, les possibilités d'investissement institutionnel sont sous-exploitées. Les placements d'actifs des fonds de retraite, des caisses d'épargne et de crédit, des fonds de dotation et des régimes de retraite des fonctionnaires sont limités par manque de capacités pour les utiliser. Les responsables et les gestionnaires d'actifs financiers africains doivent être audacieux et imaginatifs tout étant procéduriers. L'Afrique recèle d'énormes possibilités de privatisation des sociétés des secteurs publics de l'électricité, de l'énergie, du développement agricole, des produits de consommation, du tabac, etc. ainsi que de privatisation des régimes nationaux de retraite.

Bien que les possibilités soient largement inexploitées ou méconnues en Afrique, les Africains devraient en prendre conscience et se préparer en conséquence car les gestionnaires de fonds du monde commencent à réaliser que l'Afrique sera la place de choix pour les investissements au XXI^e siècle, à condition que la stabilité politique ainsi que les réformes et la transparence dans le secteur financier soient assurées sans discrimination.

Les participants à la Conférence étaient d'avis que l'investissement institutionnel pourrait jouer un rôle important en Afrique en mobilisant des apports financiers générateurs de dette, en accroissant les prises de partici-

pations et en créant davantage de possibilités de croissance à long terme. En outre, ces investissements offrent l'espoir de créer des emplois en Afrique et d'assurer le développement des infrastructures.

5. Blanchiment d'argent et développement des marchés financiers

Les participants ont fait part de leur préoccupation de voir les marchés financiers africains devenir un instrument de blanchiment d'argent, et ont par conséquent insisté sur la nécessité de lutter contre cette pratique. Les pays africains devraient se rappeler les erreurs des autres pays lorsqu'ils acceptent des "capitaux fébriles" ou des fonds à haut rendement et d'éviter les engrenages. L'Organisation internationale des commissions des valeurs avait un code exigeant des membres qu'ils prennent des mesures pour contrôler le blanchiment d'argent. La solution la plus efficace était de bien connaître le client. Il s'est dégagé un consensus selon lequel les problèmes africains devaient trouver des solutions africaines. Il s'agit, en l'occurrence, de transformer les "modèles de Wall Street" en "modèles d'inspiration africaine" adaptés à l'Afrique.

Annexe : exposés liminaires officiels

La sixième session de la Conférence des ministres africains des finances s'est tenue à Addis-Abeba (Éthiopie) du 31 mars au 2 avril, au nouveau Centre de conférences des Nations Unies de la CEA.

Pour la sixième session, le Bureau a élu :

Président	Éthiopie
Premier vice-président	Algérie
Deuxième vice-président	Cameroun
Troisième vice-président	Nigéria
Rapporteur	Botswana

À la suite de l'élection du Bureau, le nouveau Président de la Conférence, Son Excellence M. Sufian Ahmed, ministre des finances de la République démocratique fédérale, a pris la parole et a officiellement ouvert la réunion. La Conférence a été menée conformément au nouveau format, la priorité étant donnée aux présentations et discussions de groupes pour susciter une participation maximale. Chaque session de groupe a été présidée par un ministre des finances, et un rapporteur a résumé les exposés et discussions pour le récapitulatif de la dernière session.

1. Déclaration du Président sortant : M. Herbert Murerwa, ministre des finances de la République du Zimbabwe

Votre excellence, M. le vice-premier ministre d'Éthiopie,
Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine (OUA),
Secrétaire exécutif de la CEA,
Messieurs les Ministres,
Nos invités, les vice-présidents de la Banque mondiale,

Je tiens tout d'abord à exprimer à quel point j'apprécie la chance qui m'a été offerte de présider à l'ouverture officielle de cette très importante session, la sixième, de la Conférence des ministres africains des finances.

Permettez-moi d'emblée d'exprimer en votre nom, nos remerciements et notre reconnaissance au Gouvernement de la République

démocratique fédérale d'Éthiopie ainsi qu'au peuple éthiopien pour l'hospitalité chaleureuse et fraternelle qu'il nous a réservée depuis notre arrivée dans cette belle ville qu'est Addis-Abeba.

J'aimerais également exprimer toute ma gratitude et, j'en suis certain, la vôtre, à Son Excellence M. Kasu Yilala, vice-premier ministre de la République fédérale démocratique d'Éthiopie pour avoir gracieusement accepté d'ouvrir officiellement cette conférence en faisant le discours liminaire en dépit d'un emploi du temps que j'imagine très chargé.

Je tiens aussi à dire à quel point j'apprécie la présence en ces lieux, en dépit d'emplois du temps extrêmement pleins, de tous ces ministres, des gouverneurs de banques centrales et des deux vice-présidents de la Banque mondiale, du vice-président la Banque africaine de développement, des hauts responsables d'organisations internationales et sous-régionales et des directeurs généraux des Bourses, et je les remercie d'avoir trouvé le temps d'assister à la conférence.

Les exposés liminaires seront prononcés par M. Kasu Yilala, vice-premier ministre éthiopien, M. K.Y. Amoako, Secrétaire général adjoint des Nations Unies et Secrétaire exécutif de la CEA, M. Salim Ahmed Salim, Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et M. Ferhat Lounes, vice-président de la Banque africaine de développement.

Je désire vous faire savoir que la conférence marque une étape importante du renouveau de la CEA et constitue, en fait, un symbole des nombreux changements que, dans une période limitée, la Commission a entrepris de mettre en place et qu'elle continuera de mener à bien. Nous tenons à les féliciter de certaines mesures, à les encourager dans cette voie, et nous nous réjouissons à la perspective des discussions futures que nous aurons dans le cadre de nos délibérations.

Je tiens à remercier les responsables dont l'aide a été essentielle à la préparation de cette conférence. Cela, je le sais, a nécessité un travail énorme. J'espère que cela débouchera sur un dialogue constructif et instructif. Le prochain président donnera davantage de détails sur la teneur de la conférence même.

Chers collègues, vous n'êtes pas sans savoir que la cinquième session s'est tenue à Libreville en 1994, sous la présidence du Gabon; un certain nombre de questions y ont fait l'objet de discussions et certaines,

du fait de leur importance, seront également soulevées au cours de cette conférence.

J'ai maintenant l'honneur de demander à M. Kasu Yilala, vice-premier ministre éthiopien de prendre la parole. Votre Excellence.

2. Déclaration de Son Excellence, M. Kasu Yilala, vice-premier ministre de la République démocratique fédérale d'Éthiopie

M. le Président,
M. Salim Ahmed Salim, Secrétaire général de l'OUA,
M. K.Y. Amoako, Secrétaire général adjoint des Nations Unies et
Secrétaire exécutif de la CEA,
Mesdames et Messieurs les ministres et Gouverneurs des Banques
centrales,
Mesdames et Messieurs les représentants,
Mesdames et Messieurs,

Au nom du peuple éthiopien, je vous souhaite la bienvenue à Addis-Abeba, siège de deux institutions de renom, l'OUA et la CEA. J'espère très sincèrement que vos délibérations seront très productives et que votre séjour à Addis-Abeba sera des plus plaisants.

Je suis très heureux d'ouvrir la sixième session de la Conférence des ministres africains des finances qui fait suite à la Réunion du groupe d'experts intergouvernemental des ministères des finances et des Banques centrales.

M. le Président,
Mesdames et Messieurs les représentants,

Le continent africain traverse une période de réformes politiques et économiques sans précédent dans son histoire. De nombreux pays se sont embarqués dans des réformes démocratiques, socio-économiques, politiques et de marché, et nous commençons à en voir les bienfaits. Le produit intérieur brut (PIB) de l'Afrique sub-saharienne a augmenté de 4% en 1995, alors que la croissance moyenne du PIB durant la période allant de 1991 à 1995 était de 1,4%. C'est la première fois en plus de dix ans que

l'Afrique a connu une croissance positive du revenu par habitant. Les prévisions pour 1996 sont encore plus positives.

Cette tendance encourageante est le résultat de choix graves, et parfois, de mesures économiques difficiles prises par les dirigeants et les décideurs africains. L'échange des diverses expériences entre les différents pays, les prescriptions pour faire face à nos problèmes économiques, et les réformes en profondeur lancées par les différents pays ont tous eu un impact mutuellement bénéfique.

Je crois que les délibérations de la conférence porteront sur les questions thématiques critiques, à savoir, entre autres, les réformes financières, la gestion de la dette et les mécanismes des taux de change qui aideront l'Afrique dans ses efforts visant à maintenir cette impulsion et à faire face aux défis du développement durable.

M. le Président,
Mesdames et Messieurs les représentants,

Il ne faut pas sous-estimer l'influence de systèmes financiers efficaces sur la croissance et le développement socio-économique. Nous pouvons élargir l'infrastructure financière des zones urbaines aux zones rurales. On peut perfectionner les instruments financiers conventionnels en augmentant l'intermédiation financière. Ce type d'initiatives assurera la transition et l'intégration de la région au réseau financier mondial. Essentiel à cette activité est le développement des marchés financiers.

Mais pour développer les marchés financiers, il est nécessaire de disposer d'un secteur financier viable, sain et en bon état de marche. Les réformes du secteur financier requerront :

- Une formulation des cadres régulateurs, législatifs et institutionnels adéquats;
 - Des dispositions relatives à l'accès aux services financiers pour l'économie des zones rurales et les micro-entreprises;
 - Un renforcement de la concurrence parmi les participants au marché;
 - La création d'environnements macroéconomiques favorables à la durabilité des réformes.
-

Ainsi, les pays africains qui veulent développer leurs marchés financiers sont confrontés à des défis nombreux et à dimensions multiples. Outre un secteur financier efficace, ces marchés ont besoin, pour pouvoir se développer, d'une infrastructure matérielle ainsi que de capacités humaines. Également essentiel est un environnement porteur, en particulier la stabilité politique et économique et une gestion prudente de l'économie.

L'Afrique ne peut plus se permettre de rester un simple observateur du système financier mondial. Nous devons nous préparer à jouer un rôle actif et explorer à tout prix les diverses possibilités qui existent de développer les marchés financiers. Ces marchés seront à même de mobiliser en Afrique comme dans le reste du monde les capitaux dont nous avons tant besoin. J'espère que cette question fera l'objet d'un débat approfondi.

M. le Président,

Mesdames et Messieurs les représentants,

Alors que le ratio entre la dette cumulée et les exportations s'est amélioré en 1995 pour toutes les autres régions en développement, le ratio de la dette en Afrique sub-saharienne ne semble pas être en voie de baisser. Il a atteint 270% en 1995. En tant que ministres des finances et Gouverneurs de Banques centrales, vous n'êtes pas sans savoir que la dette constitue un sérieux obstacle aux possibilités pour l'Afrique d'une croissance et d'un développement durables. Dans pratiquement tous les pays de notre continent, le poids de la dette entrave nos efforts en vue d'attirer les ressources nécessaires au financement de nos besoins essentiels de développement.

Les ressources sans cesse croissantes consacrées au service de la dette sont des ressources qu'il faut hélas détourner d'un rôle d'appui à des activités économiques productives et à des services sociaux de base nécessaires à la croissance. Dans des cas extrêmes, le service de la dette accapare 90% des ressources budgétaires, et malgré tous les efforts déployés pour rembourser un maximum, les arriérés ne cessent de s'accumuler.

Quand la communauté internationale a pris conscience de la persistance de la crise que la dette entraîne en Afrique, en dépit des mécanismes traditionnels d'allègement de la dette, elle a décidé de revoir la question et de ré-examiner les mécanismes existants d'allègement de la dette. Un des résultats en a été l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (Initiative PPTE). Mais nous continuons d'avoir des doutes quant aux critères de conditionnalité et d'éligibilité de l'Initiative.

Elle devrait faire montre d'une plus grande flexibilité et examiner chaque cas séparément afin que le plus grand nombre possible de pays africains puissent en tirer profit.

M. le Président,
Mesdames et Messieurs les représentants,

La gestion des taux de change est devenue un élément essentiel de la gestion économique. La politique d'un pays en matière de taux de change a un impact sur le niveau des prix à l'intérieur du pays, sur les politiques de prix, et l'ensemble de l'économie. Nous devons être au fait de la complexité des politiques des taux de change et des dispositions y afférentes, en particulier compte tenu de notre niveau de développement et de nos structures de production et de consommation.

Il y a eu diverses tentatives visant à mettre en place des régimes efficaces de taux de change. Certains pays ont constitué des zones monétaires. D'autres ont libéralisé les transactions sur les taux de change en éliminant les restrictions sur les taux de change. Cette conférence devrait examiner la meilleure façon de choisir des régimes de taux de change durables et optimaux pour les pays africains sans que leur situation économique particulière en pâtisse.

M. le Président,
Mesdames et Messieurs les représentants,

L'Éthiopie partage, avec tous les pays africains frères, les problèmes que j'ai décrits. Nous ne les connaissons que trop bien et nous avons pris des mesures précises pour faire face aux réformes économiques. Permettez-moi de vous en exposer quelques-unes :

- La réforme du secteur financier de notre programme d'ajustement structurel. Nous avons délibérément choisi de poursuivre les réformes financières dans un ordre approprié, et je suis heureux de vous annoncer que nous sommes progressivement arrivés à des résultats remarquables;
 - Dans le cadre de la libéralisation du secteur financier, les banques commerciales privées ont été autorisées à fonctionner en même temps que les institutions financières publiques. L'objectif de cette mesure
-

est d'étendre l'intermédiation financière, et d'accroître l'efficacité et la compétitivité du secteur financier;

- Les préférences en matière de crédit accordées au secteur public par rapport au secteur privé ont déjà été éliminées et le crédit accordé au secteur privé s'accroît rapidement;
- En ce qui concerne les instruments de la dette, on a introduit sur le marché des bons du Trésor ayant différentes dates d'échéance;
- Un cadre juridique et de contrôle a également été mis en place.

Malgré cela, nos structures bancaires et financières ne sont pas développées comme elles devraient l'être, et les instruments financiers continuent d'avoir une portée limitée. Nous sommes, cependant, déterminés à accroître nos efforts en vue d'améliorer la dispersion de l'infrastructure financière, d'augmenter les instruments financiers, et de continuer à renforcer les capacités du secteur de mobiliser des ressources financières et de les allouer efficacement.

Vous n'êtes pas sans savoir que l'Éthiopie est un des pays à bas revenu le moins développé et le plus endetté. Mais, conformément au programme d'ajustement que nous poursuivons depuis 1992, nous avons obtenu une restructuration de la dette d'environ 380 millions de dollars dans le cadre des conditions Naples. Encore environ 167 millions de dollars de notre dette devraient être restructurés dans un proche avenir dans le cadre du même accord.

Par ailleurs, par le biais du programme de rachat des dettes commerciales, un total de 256 millions de dollars a été supprimé grâce à des fonds de la Banque mondiale, du Royaume Uni et des Pays-Bas. L'Éthiopie devrait sans doute aussi être un des bénéficiaires éligibles (débiteurs) dans le cadre de l'Initiative PPTE.

Mon Gouvernement espère que toutes ces initiatives et toutes ces mesures réduiront le poids de la dette éthiopienne à un niveau tolérable et continueront de renforcer notre programme de réforme dont on peut déjà voir d'importants résultats. À cette fin, nous sommes résolus à améliorer nos capacités de gestion de la dette et de l'aide.

L'Éthiopie est un des pays africains qui est doté d'un régime de taux de change flottant. Les rapports que je reçois indiquent déjà l'impact positif de cette politique sur la balance des paiements, l'inflation, l'offre et la concurrence avec l'extérieur. Les ventes de devises qui ont lieu sur une base hebdomadaire nous ont permis d'allouer efficacement les devises disponibles et de réduire l'écart entre le marché officiel et le marché parallèle.

M. le Président,
Mesdames et Messieurs les représentants,

En conclusion je dirai que parmi les principaux défis à une croissance et à un développement continu, nous devons nous attacher à améliorer la performance du secteur financier et à trouver des régimes de taux de change optimaux et durables en Afrique. Ces défis sont énormes mais pas insurmontables. L'engagement des échelons les plus élevés du gouvernement et du secteur privé peut garantir le renforcement des marchés, une meilleure coopération interrégionale et l'appui continu de la communauté internationale.

De nouveau, permettez-moi d'espérer que cette réunion sera fructueuse et que votre séjour à Addis-Abeba sera des plus agréables.

**3. Déclaration de M. K.Y. Amoako,
Secrétaire général adjoint et Secrétaire exécutif de la
Commission économique pour l'Afrique**

Votre Excellence, M. Kasu Yilala,
Vice-premier ministre de la République fédérale d'Éthiopie,
Messieurs les ministres
Messieurs les Gouverneurs des banques centrales,
Votre Excellence, M. Salim Ahmed Salim
Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine (OUA),
M. Ferhat Lounes, vice-président de la Banque africaine de
développement,
Mesdames et Messieurs les représentants,
Chers collègues et amis,

Bienvenue à la sixième session de la Conférence. J'ai le grand honneur de m'adresser à cette prestigieuse assemblée. Je suis également très heureux

de vous recevoir dans le nouveau centre de conférence des Nations Unies, une installation régionale de qualité édifiée pour des réunions importantes comme celle-ci.

La Commission économique pour l'Afrique du système des Nations Unies vous souhaite aussi la bienvenue. Existant depuis près de 40 ans et actuellement en pleine réorganisation, elle est, plus que jamais, votre Commission, une Commission qui aborde les questions que vous estimez hautement prioritaires et qui feront passer l'Afrique de la pauvreté à la prospérité du commerce et des finances internationaux.

En votre nom, Messieurs les ministres et Messieurs les Gouverneurs, et en mon nom propre, j'aimerais remercier le vice-premier ministre éthiopien pour son discours de ce matin où il a, avec tant d'éloquence, exprimé les questions essentielles dont nous allons discuter au cours de la conférence. Je voudrais également féliciter le gouvernement éthiopien pour la performance exceptionnelle de l'économie éthiopienne ces dernières années. Ce pays récolte déjà les bienfaits de réformes économiques fructueuses. Nombre de nos pays tireront sans doute d'utiles leçons de cette expérience.

Je suis persuadé que cette conférence permettra d'améliorer nos perspectives politiques et de poser les fondations qui soutiendront nos décisions futures. Nous avons opté pour un type de réunion différent et plus productif afin que vous en tiriez le plus grand profit.

La façon dont cette réunion a été structurée illustre la nouvelle CEA – qui développe des réseaux, qui met en valeur les talents africains, qui facilite les choses et aide l'ensemble de l'Afrique à trouver de nouvelles synergies. Les thèmes de votre programme ont été déterminés après de nombreuses consultations avec les ministres, les gouverneurs et autres hauts responsables. Le résultat est que cette réunion reflète nos positions et souhaits collectifs et nos responsabilités communes.

Au cours des nombreuses discussions qui ont eu lieu dans divers pays, certains ont exprimé la crainte qu'en Afrique, les sources traditionnelles d'appui au développement soient en déclin, tandis que les nouveaux moteurs mondiaux de la finance nous ignorent. Cette crainte est, à bien des aspects, justifiée.

Ces dix dernières années, l'aide nette aux pays en développement a stagné ou baissé. Mesurée en dollars constants de 1994, le montant net de l'aide publique au développement (APD) dont ont bénéficié les pays en développement était de 53 à 61 milliards de dollars entre 1986 et 1994 et l'année dernière, ce montant a effectivement baissé. Les subsides et les crédits officiels à bas revenu qui constituent la majeure partie de l'aide extérieure, ont baissé de 1,4 milliard de dollars l'an passé, ce qui représente une baisse en termes réels de 0,33% par rapport au niveau de 1990. Malheureusement, l'Afrique dépend beaucoup de cette forme d'aide au développement. Dans l'Afrique sub-saharienne en particulier, l'APD constitue une proportion plus importante des apports financiers extérieurs que dans n'importe quelle autre région en développement.

En plus de cela, la teneur de l'aide a changé. Une plus grande partie de l'APD est utilisée pour des situations urgentes ou catastrophiques, pour l'aide aux réfugiés, et pour les opérations de maintien de la paix – de 2% à 12% du total en 1990, et une moins grande partie est dépensée pour le développement à long terme et l'allègement de la pauvreté.

Mais, alors que l'APD est en déclin partout dans le monde, des montants records de capitaux privés sont acheminés vers les pays en développement. Dans l'ensemble, les apports de capitaux privés dans les pays en développement sont passés de 44 milliards de dollars en 1990 à 244 milliards en 1996, dont 73% sont allés à 12 pays, principalement en Amérique latine et en Asie. Les apports que reçoit l'Afrique sont plus bas, en tant que pourcentage du PIB, que dans tous les autres pays en développement. Seuls 3% des apports de capitaux privés sont dirigés vers l'Afrique sub-saharienne.

Pourquoi pas l'Afrique? L'expérience a montré que les investisseurs choisissent les pays dont l'environnement politique et économique est stable. Nous nous devons donc d'accroître ou de rétablir la stabilité macro-économique pour créer un climat plus propice aux investissements; poursuivre la coopération et l'intégration au niveau régional afin d'agrandir les marchés intérieurs; tenter de mettre en place des régimes d'investissements plus ouverts vers l'extérieur et plus basés sur le marché; élargir l'infrastructure matérielle, financière, humaine et institutionnelle en Afrique; promouvoir des politiques de marché du travail qui réduisent les coûts de production; et mettre un terme aux guerres civiles et aux conflits, qui alimentent la perception de risques, afin de rendre l'Afrique plus attractive pour les investisseurs.

Mais il y a des raisons d'être optimistes. Des développements positifs, notamment le pluralisme politique, qui ont introduit des changements politiques dans de nombreux pays d'Afrique, ont donné un nouvel élan à l'activité des marchés financiers africains. Premièrement, certains pays africains ont ouvert leurs Bourses aux étrangers. L'enthousiasme créé par les Bourses africaines se voit par le regain d'intérêt que Wall Street porte à l'Afrique, l'augmentation des fonds d'investissement échangés à New York et en Europe – de zéro en 1992 à plus de 1 milliard de dollars à l'heure actuelle, et l'augmentation du nombre de Bourses en Afrique – 16.

Deuxièmement, il y a des signes encourageants de l'intérêt croissant dans les portefeuilles d'investissements. Depuis 1994, plus de 12 fonds « africains » ont été établis. Initialement, ils se concentraient sur l'Afrique du Sud, mais leur base s'est élargie et inclut des pays comme le Botswana, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Kenya, Maurice, la Zambie et le Zimbabwe.

Troisièmement, les rapports sur les investissements étrangers directs ont été en général bien plus élevés dans cette région. D'après un récent rapport de la Banque mondiale – Comment l'Afrique sub-saharienne peut-elle attirer davantage de capitaux privés? – de 1990 à 1994, les rapports des Investissements étrangers directs (IED) étaient en moyenne de 24 à 30% contre 16 à 18% pour l'ensemble des pays en développement.

Votre Excellence, M. le vice-premier ministre,
Messieurs les ministres et messieurs les gouverneurs,
Mesdames et Messieurs,

Nous devons faire fond sur ces tendances positives. Les questions que nous allons aborder – réformes du secteur financier, développement des marchés financiers, et le problème de la dette africaine – nous permettront de tirer meilleur profit des marchés mondiaux de la finance, de l'investissement et du commerce.

Pourtant nos systèmes financiers et bancaires restent axés sur les grandes villes et les grosses entreprises, ignorant l'énorme potentiel d'épargne et les besoins financiers d'investissement de nos concitoyens et les économies informelles et à petite échelle si prometteuses.

Si nous pouvons aborder la question des réformes du secteur financier avec imagination et réalisme, nous nous rendrons un grand service. Les pays ont besoin d'intensifier leurs efforts en vue d'améliorer le proces-

sus d'intermédiation financière en Afrique, de développer des marchés financiers efficaces, et d'améliorer les liens entre les secteurs financiers structurés et non structurés.

A cet égard, le micro-crédit peut constituer un instrument critique contre la pauvreté et un moyen de promouvoir le travail indépendant de par le monde. En s'assurant d'introduire les composantes du micro-crédit dans la réforme des secteurs financiers en Afrique, les gouvernements peuvent garantir que les petites et moyennes entreprises peuvent participer aux activités économiques suscitées par ces réformes, et en tirer profit.

A propos des marchés financiers, je voudrais faire trois observations. Tout d'abord, les marchés financiers devraient jouer un rôle bien plus vaste. J'imagine une époque où nos marchés négocieront les instruments de la dette, ce qui nous permettra d'émettre des bons pour le financement public et pour le développement de projets précis de développement social et industriel.

Deuxièmement, nous devrions faire fond sur les nouvelles expériences du marché d'Abidjan et créer des marchés financiers régionaux. Si nous nous préparons dès aujourd'hui à ces développements, nous pouvons modifier notre cadre et notre réglementation juridiques pour les mettre davantage à notre service à l'avenir.

Troisièmement, nous devons garder le contact tout en développant ces marchés. En Afrique, les innovations et les marchés financiers se développent rapidement. Aucun de nos pays ne devrait rester dans l'ignorance. C'est pourquoi lors d'une Conférence de chefs d'États, de PDG et d'experts en investissement organisée par la CEA à Accra en juin dernier, un certain nombre d'institutions publiques et privées soutenues par la CEA ont annoncé la création d'un Forum africain des marchés financiers.

Ce forum rassemble l'expertise existant en Afrique, les dirigeants des pays à devises fortes et les experts financiers du monde entier pour échanger des informations, fournir des possibilités de formation, et commanditer des recherches. J'espère qu'il vous sera d'un grand service quand vous chercherez à développer les marchés dans vos propres pays. Nous serons informés des activités du forum et du programme de travail proposé dont le Conseil de gouvernement intérimaire se réunit ici aujourd'hui.

M. le Président,
Mesdames et Messieurs,

La question financière la plus préoccupante reste la crise internationale liée à notre dette. La question a été longuement examinée la semaine dernière à la réunion d'experts et se trouve à l'ordre du jour des discussions. Au centre de ces discussions, l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (Initiative PPTE). Il faut féliciter les dirigeants du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale d'avoir pris une telle initiative.

Mais, comme l'a indiqué le vice-premier ministre, il reste encore des problèmes importants, principalement dans les domaines suivants :

- Les critères restrictifs d'éligibilité des pays, en particulier le rapport dette-exportations et service de la dette-exportations;
- Le fait de ne pas considérer que la charge fiscale de la dette est une variable centrale de l'analyse de viabilité de la dette;
- Le temps de trouver une solution, ce qui pourrait prendre jusqu'à six ans;
- La promesse de fournir le financement adéquat et un calendrier approprié, en particulier de la part des donneurs bilatéraux.

Ces questions, comme l'a indiqué le vice-premier ministre, soulignent l'importance de l'application de l'Initiative PPTE avec souplesse. Il faudra, pour réussir, maintenir une bonne perspective, sinon, tout pourrait sembler très bien sur le papier mais ce ne serait pas d'un grand profit pour nombre de pays africains qui ploient sous le poids de la dette et qui méritent de l'aide. Le danger, c'est que si l'Initiative PPTE est appliquée avec insuffisamment de souplesse, ce serait, comme me le disait un ami ici présent, comme si la montagne accouchait d'une souris.

En supposant que l'Initiative soit appliquée de manière à atteindre ses objectifs, il faudrait également s'assurer que l'Afrique ne se retrouve pas à l'avenir dans la même situation. C'est pourquoi la question de la gestion de la dette est aussi à l'ordre du jour.

Les conclusions de nos discussions sur la dette et sur l'Initiative PPTE devraient non seulement guider nos actions, mais devraient aussi constituer la base des interactions futures entre les pays africains, les pays donateurs et les institutions financières multilatérales qui auront leur mot à dire sur le financement du développement et de la croissance en Afrique et sur le rôle de leurs institutions. Bien sûr, nous ne sommes pas de simples observateurs désintéressés de ces institutions. Nous avons des idées et des espoirs qui pourraient bien déboucher sur de nouvelles actions. Nous voulons des flux nets importants pour le développement de l'Afrique. Il y a aussi les questions de l'évolution des partenariats qui remettent en cause le changement de la conditionnalité. Il n'est pas exagéré de dire que l'Association internationale pour le développement, qui est rattachée à la Banque mondiale, dépend de la productivité et des résultats des partenariats avec l'Afrique.

Chers collègues et invités,

Je suis très optimiste quant à l'avenir de l'Afrique : optimiste quant à la voie que nous suivons, quant aux dividendes qu'apporteront des performances améliorées, quant au secteur privé et à la société civile tandis que les États s'engagent sur la voie de la démocratie et que la croissance économique se poursuit; optimiste quant aux entreprises africaines qui fonctionnent de plus en plus au-delà des frontières; optimiste quant à notre avenir social; et optimiste car je suis persuadé que nous pouvons jouer un rôle croissant dans les domaines commerciaux, financiers, techniques et informatiques qui caractérisent une grande partie des affaires mondiales.

C'est dans cet esprit que je vous souhaite la bienvenue dans une Commission revigorée et à votre service. Bienvenue dans votre nouveau centre de conférence régional, et bienvenue à cette réunion si prometteuse.

Ceux qui me connaissent savent que je ne peux clore ce discours sans revenir à nos racines culturelles avec un proverbe qui sera éthiopien aujourd'hui, puisque c'est le pays d'accueil : « un homme trop timoré aura toujours faim ». Alors soyons téméraires et préparons un banquet pour le futur. Personne n'appréciera vos délibérations autant que moi. Je vous souhaite tout le succès possible.

4. Déclaration de son Excellence, M. Salim Ahmed Salim, Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine

M. le Président,
Votre Excellence, M. Kasu Yilala,
Vice-premier ministre de la République fédérale d'Éthiopie,
Messieurs les ministres, Messieurs les chefs de délégations,
Messieurs les Gouverneurs des banques centrales,
M. K. Y. Amoako, Secrétaire général adjoint des Nations Unies
Et Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique,
M. Ferhat Lounes, vice-président de la Banque africaine de
développement,
Mesdames et Messieurs les représentants,
Mesdames et Messieurs,

J'aimerais me joindre au vice-premier ministre et au Secrétaire exécutif pour vous souhaiter la bienvenue à Addis-Abeba. Je me félicite de la chance que m'offre cette conférence d'échanger avec vous mes réflexions et mes idées sur certaines des questions qui préoccupent notre continent face aux problèmes socio-économiques et politiques qui l'accablent.

À cet égard, permettez-moi de dire une évidence et de souligner l'importance cruciale du secteur financier dans nos efforts de développement. Cela est vrai pour les nations industrialisées et l'est encore davantage pour les pays en développement, en particulier pour l'Afrique.

La bonne gestion de l'argent et des finances est essentielle au succès de toute entreprise économique. Malheureusement, pour des raisons internes et externes, la plupart de nos pays n'ont pas été à même d'assurer une gestion avisée de ce secteur important. Alors que nous nous engageons sur la voie de la réforme de nos économies pour faire face aux défis de la mondialisation et de la concurrence, il est impératif de réformer nos systèmes financiers en tenant compte des réalités nouvelles des relations économiques internationales.

Nous devons prendre des mesures courageuses pour mettre en place les réformes nécessaires du secteur financier afin qu'il puisse servir de base solide à nos efforts de développement. À cet égard, nos gouvernements et nos institutions financières, y compris la Banque centrale et les autres banques, doivent jouer un rôle de catalyseur dans la promotion des marchés financiers dans nos pays.

Conscients de cet impératif, nous avons décidé d'organiser ce forum sur la promotion de l'intégration et du développement du marché financier que le Gouvernement de l'île Maurice a gracieusement accepté d'accueillir en juillet prochain. Le forum devrait permettre aux régulateurs et aux opérateurs du marché financier d'échanger leurs expériences afin d'identifier les mesures à prendre pour renforcer l'efficacité de ce secteur, et de faire connaître les récents développements dans le domaine de la technologie et des instruments financiers. Je suis convaincu que ce forum bénéficiera des délibérations de cette réunion à ce sujet.

Outre les questions ayant trait à la réforme du secteur financier et à la promotion des marchés financiers, l'autre grave problème que cette réunion doit aborder est le poids accablant de la dette sur nos États Membres. Vous savez que cette question est à l'ordre du jour de l'OUA, de la CEA et de la BafD depuis plus de dix ans mais que la mise en oeuvre de la Position commune africaine n'a pas fait de réels progrès.

En fait, depuis qu'en 1988 nos chefs d'État et de gouvernement ont tenu une session extraordinaire consacrée à la crise sur le continent, la dette de l'Afrique n'a cessé d'augmenter. Elle est estimée à plus de 340 milliards de dollars des États-Unis, alors que le service de la dette se chiffre à 24 milliards de dollars.

Le poids de la dette continue de saper nos tentatives de développement et d'imposer des contraintes draconiennes sur les besoins socio-économiques de nos peuples. Nous devons, ce me semble, réviser au plus vite la Position africaine commune sur la dette de l'Afrique, et surtout, nous devons réactiver le Groupe de contact africain sur la dette afin d'intensifier nos efforts face à ce problème.

À cet égard, je souhaite rappeler que le Sommet de l'OUA à Yaoundé a décidé que les travaux du Groupe de contact devrait dorénavant bénéficier des délibérations des experts des ministères des finances et des banques centrales, ainsi que des ministres des finances et des gouverneurs des banques centrales des États Membres du Groupe de contact de l'OUA. Cette réunion des ministres africains des finances nous offre la chance unique d'échanger des idées sur la meilleure façon d'organiser et de renforcer les travaux du Groupe de contact.

Messieurs et mesdames les ministres,
Mesdames et Messieurs,

J'ai mentionné le besoin d'ajuster nos économies aux réalités nouvelles des relations économiques internationales caractérisées par la mondialisation, la concurrence et l'interdépendance. À mon avis, nous devrions définir pour notre continent une position et un rôle qui lui permettent de participer efficacement à l'économie mondiale. Ce faisant, nous devrions éviter une trop dépendance sur l'extérieur et oeuvrer à créer des capacités d'autosuffisance collective.

Nous devrions faire tout ce qui est en notre pouvoir pour nous assurer que l'aide internationale, si nécessaire, ne perpétuera pas la dépendance mais développera la capacité de nos pays à participer pleinement aux relations économiques internationales. Nous devrions, en particulier, élaborer des stratégies en vue de renforcer la mobilisation des ressources internes en faveur de nos efforts de développement. Nous devrions dans le même temps encourager l'épargne et nous assurer que le secteur privé contribue aux efforts de développement de nos pays.

À cet égard, il faut signaler qu'en dépit des efforts déployés par nos pays pour mener à bien des réformes économiques et des mesures d'ajustement coûteuses, notre continent n'a pas vu se matérialiser des flux de commerce et d'investissements. Nombre de nos pays ont procédé à une refonte totale de leurs codes d'investissements internationaux et/ou adopté de nouveaux codes dotés d'incitations destinées à attirer les investissements étrangers.

Il faut donc faire montre de prudence en matière d'accord multilatéral d'investissements, et s'assurer que nos pays ne soient pas contraints de signer des accords qui pourraient avoir des retombées encore moins favorables sur l'économie. Cette question doit faire l'objet de consultations régulières organisées au niveau du continent et dont le but serait de définir clairement les positions nationales.

Mesdames et Messieurs les ministres,
Mesdames et Messieurs,

Comme vous le savez, le traité d'Abuja établissant la Communauté économique africaine est en vigueur depuis mai 1994. En fait, la première session du Conseil économique et social de la Communauté économique africaine qui s'est tenue à Abidjan (Côte d'Ivoire) en novembre dernier, a adopté un programme de travail indicatif visant à poser la fondation de l'intégration continentale.

Le programme de travail du Conseil économique et social a défini des activités prioritaires, en particulier dans les domaines de la politique et de l'harmonisation institutionnelle. À cet égard, la coordination et la convergence des politiques macroéconomiques de nos pays est d'une très grande importance. Je crois qu'il est également important que nos États Membres travaillent en étroite collaboration dans le cadre de la Communauté économique africaine en vue d'harmoniser leurs politiques macroéconomiques, notamment dans le domaine financier. J'attends donc avec impatience les mesures concrètes que vous allez proposer sur la façon dont le secteur financier participera à la coopération et à l'intégration économiques de notre continent.

C'est seulement par le biais de l'intégration et de la coopération économiques que nous pourrions favoriser la solidarité et la compréhension entre nos peuples. L'intégration économique que nous cherchons à promouvoir dans le cadre de la Communauté économique africaine nous offre également la possibilité de tenter collectivement d'alléger la pauvreté dont souffre notre continent.

Dans cette entreprise continentale, les ministres des finances ont la responsabilité spéciale d'assurer que le secteur financier apporte sa contribution. Je souhaite à cette conférence des délibérations fructueuses, merci.

**5. M. Ferhat Lounes,
Vice-président de la Banque africaine de développement**

M. le Président,
Votre Excellence, M. Kasu Yilala,
Vice-premier ministre de la République fédérale d'Éthiopie,
M. K.Y. Amoako, Secrétaire général adjoint des Nations Unies
Et Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique,
M. Salim Ahmed Salim, Secrétaire général de l'OUA
Vos Excellences, Messieurs les ministres des finances,
Messieurs les Gouverneurs des banques centrales,
Mesdames et Messieurs,

J'ai le grand honneur de m'adresser à sixième session de la Conférence des ministres africains des finances. Au nom du Président du Groupe de la Banque africaine de développement, M. Omar Kabbaj, je tiens à remercier le Gouvernement et le peuple éthiopien de leur accueil

chaleureux, ainsi que la Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies de nous avoir donné la chance de participer à cette éminente réunion portant sur les thèmes importants du financement du développement, des réformes du secteur financier et de la gestion de la dette. En fait, à l'approche du nouveau millénaire, ces questions qui gagnent en importance nous aideront à forger une vision collective, à orienter notre continent vers une amélioration de la vie de ses habitants.

M. le Président,

Après deux décennies de déclin économique, depuis trois ans, on peut voir en Afrique des signes encourageants de reprise. Des chiffres préliminaires indiquent que la croissance réelle du PIB était de 4,8% en 1996 alors qu'elle n'était en moyenne que de 1,2% durant la décennie précédente. Les perspectives de croissance à moyen terme, qui sont généralement positives pour la plupart des économies africaines, demeureront fragiles tant que le fardeau du service de la dette persiste, et que le courant global de ressources nettes indispensable au développement reste rare.

Le service de la dette pèse lourdement sur la croissance des économies africaines, en dépit d'années d'efforts d'ajustement. Il menace sérieusement la tendance vers une amélioration de la performance économique, si la production et les profits sont par trop absorbés par les paiements du service de la dette. En raison de la charge de la dette, les investissements n'ont cessé de baisser, ce qui freine la reprise économique. Le taux d'investissement, en fait, est passé de 23,2% dans les années 1970 à près de 16,8% du PIB dans les années 1990. Ce déclin est plus évident dans les pays africains à bas revenu. Les risques élevés associés à un endettement non viable a exclu la plupart des pays d'Afrique des marchés financiers internationaux et des investissements étrangers.

D'après le rapport de 1996 du Comité d'aide au développement (CAD), le courant global de ressources nettes reçu par les pays en développement a atteint le chiffre de 239 milliards de dollars des États-Unis, 50% de plus en termes réels qu'au début des années 1990. Les flux privés ont constitué les deux tiers (159 milliards) du financement externe du développement de l'ensemble des pays en développement. Environ 70% de tous les apports du secteur privé sont allés aux pays à revenu moyen supérieur et le reste aux pays à revenu moyen, tranche inférieure. Par ailleurs, les apports du secteur privé aux pays à bas revenu ont baissé de 14% par rapport aux années 1990, et atteint 23 milliards de dollars en

1995. Par contre, les investissements étrangers directs ont constitué 54% du total des flux nets, dont une portion infime a été acheminée vers l'Afrique. En 1995, les investissements étrangers directs en Afrique sub-saharienne ont atteint 5 milliards de dollars, 33% de moins qu'en 1994, et ils portaient principalement sur le secteur des ressources naturelles, et donc ont surtout profité aux pays producteurs de pétrole et de minéraux.

Même si l'on observe des progrès ici et là, la situation reste généralement difficile pour le secteur privé et n'attire pas beaucoup les marchés financiers. Les pays qui réussissent sont ceux qui ont mis en place, avec succès, les réformes structurelles nécessaires afin de créer un climat économique, juridique et socio-politique favorable, et de mettre en place des partenariats solides entre le gouvernement et le reste de la communauté.

A cet égard, un système financier fiable joue un rôle vital dans la mobilisation et l'affectation des ressources. Un certain nombre d'expériences indiquent que les pays dotés d'un système financier stable et fiable connaissent une croissance économique plus rapide et sont mieux armés pour faire face aux chocs économiques extérieurs. En fait, les systèmes financiers fragiles sont en grande partie responsables de la vulnérabilité des économies africaines. La documentation distribuée par la CEA à cette conférence révèle clairement les liens entre la réforme du système financier et les autres réformes sectorielles et macroéconomiques. Elle montre que toutes les réformes seront vouées à l'échec faute d'un système financier fiable, et réciproquement, la présence d'un système financier performant contribue grandement au succès des autres réformes du marché.

Mesdames et Messieurs,

Les pays de l'Asie orientale sont souvent cités comme un exemple de miracle économique, et nous pourrions certainement profiter des expériences, des stratégies et des facteurs de succès. Mais même si nous en tirons des leçons utiles, ce que nous apprenons de nos échecs peut également être d'une grande valeur. Certains éléments essentiels qui ont aidé les économies asiatiques à atteindre des taux de croissance élevés et durables valent la peine d'être mentionnés.

Les facteurs déterminants de cette réussite sont sans aucun doute le taux élevé d'investissements et la priorité totale accordée à l'éducation et à la formation professionnelle. Le succès économique du Japon souligne le

fait que si les ressources naturelles constituent un certain avantage, le développement des capacités humaines et institutionnelles reste, en fin de compte, le facteur décisif. La grande compétitivité des pays d'Asie nouvellement industrialisés sur les marchés de leurs clients est le résultat direct de leur acquisition et de leur maîtrise du savoir technologique et gestionnaire.

Le débat porte souvent sur le rôle de l'État, sa nature et son implication dans la conduite des affaires économiques. Dans les pays asiatiques, le rôle important de l'État a souvent été un facteur déterminant de leur succès. Opérant dans un système de partenariat, l'État a joué un rôle de catalyseur dans le développement du secteur privé. En mettant en oeuvre des politiques fiables, en développant l'infrastructure matérielle, en mettant en place des cadres régulateurs, juridiques et fiscaux adéquats et en approuvant des mesures d'incitation, l'État a créé un environnement d'affaires qui a attiré les capitaux privés et développé les entreprises nationales.

De telles politiques axées sur l'établissement d'institutions efficaces et d'un système financier fiable ont permis de mobiliser les ressources et d'atteindre des taux d'investissement élevés.

Cette comparaison offre à l'Afrique non pas des solutions mais une voie à suivre.

Vos Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi de vous exposer brièvement les tendances du développement mondial qui pourraient servir de références au FMI pour définir son mandat et ses politiques. L'humanité n'a jamais connu un tel niveau d'intégration économique mondiale ni de circulation de capitaux. Mais les capitaux privés ne se dirigeront que vers les économies ayant une infrastructure adéquate, une politique économique fiable, un cadre juridique et régulateur porteur et enfin, un système fiscal intéressant.

Nous avons vu de nos yeux de grands développements technologiques se faire à un rythme inégalé. La révolution de l'information a encouragé l'intégration économique en réduisant les coûts de transaction, et en accélérant la transmission et la diffusion des données. Les télécommunications modernes ont rendu possible l'intégration des marchés financiers qui travaillent 24h/24. Les réseaux électroniques mondiaux donnent

un accès immédiat aux services sans que les personnes aient besoin de se déplacer.

Les politiques budgétaires restrictives des pays en développement placent les transferts de capitaux sous la surveillance des contribuables et des parlementaires. En conséquence, certains estiment que ces fonds vont se raréfier et que leur distribution entre pays et secteurs bénéficiaires sera soumise à de stricts critères d'éligibilité. En d'autres termes, ces fonds n'iront qu'aux pays performants et qu'aux secteurs prioritaires.

Le FMI devrait s'adapter à cette situation et redéployer ses ressources dans les domaines d'activité où existe un avantage comparatif, d'autant plus que sa part en transfert de ressources accumulées est tombée à 6%, contre 22% pour les apports bilatéraux et 70% pour les apports privés.

En Afrique, le FMI devrait redéployer ses ressources et son expertise pour aider le continent à vaincre ces handicaps, afin qu'il puisse faire face à la mondialisation de la concurrence économique et participer à la révolution technologique en cours. Ce sont les meilleurs instruments pour mobiliser les énergies, publiques et privées, pour aider l'Afrique à mettre en place une infrastructure matérielle, à obtenir de bons rapports de ses capacités sociales et économiques et de son expertise interne, et plus généralement, à créer un cadre économique, financier et institutionnel qui attire les investisseurs nationaux et internationaux. Tout cela est nécessaire pour préparer le passage éventuel des apports de capitaux publics aux apports privés, conformément aux besoins financiers du continent.

Merci.
